

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1945

THÈSE

N°

392

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLÔME D'ÉTAT)

PAR

Françoise-Marie-Pierre-Lucy VINCENT, née LEROY

Née le 19 septembre 1917, à Neuilly-sur-Seine (Seine)

Présentée et soutenue publiquement le 25 mai 1945

Une Ambulance chirurgicale pendant la Commune

d'après

les Souvenirs inédits du Dr P.-E. BIDARD-HUBERDIÈRE

Président : LÉON BINET, Professeur.

LIBRARY

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1945

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Nom du Candidat : **VINCENT.**

Prénoms : **Françoise-Marie-Pierre-Lucy.**

Nom de jeune fille : **LEROY.**

Date de la soutenance : 25 mai 1945

Numéro d'ordre :

1

VINCENT (Françoise-Marie-Pierre-Lucy, née LEROY). — Une Ambulance chirurgicale pendant la Commune, d'après les souvenirs inédits du Dr P.-E. Bidard-Huberdère. — *Paris, Jouve et C^{ie}, édit., 1945, in-8°, x-148 p. + 1 hors-texte.*

(*Th. Méd. (Et.), Paris, 1945, N°.....*)

2

VINCENT (Françoise-Marie-Pierre-Lucy, née LEROY). — Une Ambulance chirurgicale pendant la Commune, d'après les souvenirs inédits du Dr P.-E. Bidard-Huberdère. — *Paris, Jouve et C^{ie}, édit., 1945, in-8°, x-148 p. + 1 hors-texte.*

(*Th. Méd. (Et.), Paris, 1945, N°.....*)

3

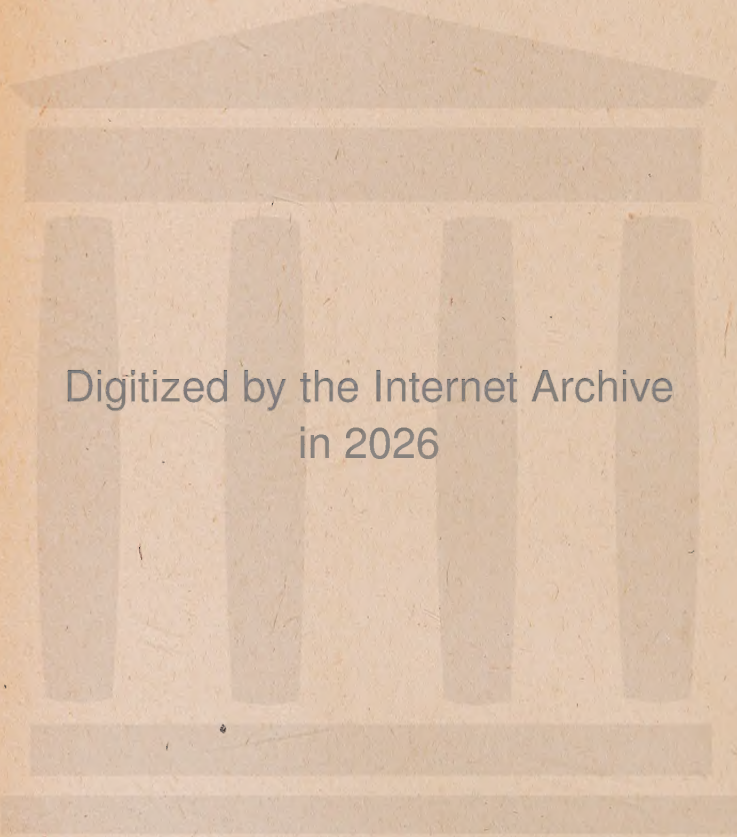
VINCENT (Françoise-Marie-Pierre-Lucy, née LEROY). — Une Ambulance chirurgicale pendant la Commune, d'après les souvenirs inédits du Dr P.-E. Bidard-Huberdère. — *Paris, Jouve et C^{ie}, édit., 1945, in-8°, x-148 p. + 1 hors-texte.*

(*Th. Méd. (Et.), Paris, 1945, N°.....*)

4

VINCENT (Françoise-Marie-Pierre-Lucy, née LEROY). — Une Ambulance chirurgicale pendant la Commune, d'après les souvenirs inédits du Dr P.-E. Bidard-Huberdère. — *Paris, Jouve et C^{ie}, édit., 1945, in-8°, x-148 p. + 1 hors-texte.*

(*Th. Méd. (Et.), Paris, 1945, N°.....*)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA40153308_0058

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1945

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLÔME D'ÉTAT)

PAR

Françoise-Marie-Pierre-Lucy VINCENT, née LEROY

Née le 19 septembre 1917, à Neuilly-sur-Seine (Seine)

Présentée et soutenue publiquement le 25 mai 1945

Une Ambulance chirurgicale pendant la Commune

d'après

les Souvenirs inédits du D^r P.-E. BIDARD-HUBERDIÈRE

Président : LÉON BINET, Professeur.

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1945

DOYENS HONORAIRES

MM. H. Roger, Balthazard, Roussy et Tiffeneau

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. Balthazard, Bar, Basset, Bezançon, Brindeau, Carnot, Chiray, Claude, Clerc, A. Couvelaire, Cunéo, Delbet, Hartmann, Heitz-Boyer, Jeannin, Laignel-Lavastine, Laubry, Lenormant, Marion, Mulon, Ombrédanne, H. Roger, Roussy, Sannié, Sébilleau, Sézary, Tanon et Tiffeneau.

DOYEN..... **BAUDOUIN**

ASSESEUR..... **Léon BINET**

I. — PROFESSEURS

	MM.
Anatomie.....	ROUVIÈRE.
Anatomie pathologique	LEROUX.
Assistance Médico-sociale	N...
Bactériologie.....	GASTINEL.
Chimie médicale.....	POLONOVSKI.
Clinique de cardiologie.....	DONZELOT.
	BROCQ.
Cliniques chirurgicales.....	CADENAT.
	MONDOR.
	QUÉNU.
Clinique chirurgicale infantile et d'orthopédie.....	LEVEUF.
Clinique chirurgicale orthopédique.....	MATHIEU.
Clinique gynécologique.....	MOCQUOT.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....	GOUGEROT.
Clinique des maladies des enfants.....	DEBRÉ (R.).
Clinique des maladies infectieuses.....	LEMIERRE.
Clinique des maladies mentales et de l'encéphale.....	LÉVY-VALENSI.
Clinique des maladies du système nerveux.....	GUILLAIN.
	ABRAMI.
Cliniques médicales	FIESSINGER.
	HARVIER.
	P.-VALLERY-RADOT.
Clinique médicale propédeutique.....	VILLARET.
Clinique de Neuro-chirurgie.....	VINCENT (C1)
	LANTUÉJOUL.
Cliniques obstétricales.....	LÉVY-SOLAL.
	PORTES.
Clinique ophtalmologique	VELTER.
Clinique oto-rhino-laryngologique.....	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale.....	SÈNÈQUE.
Clinique thérapeutique médicale.....	LOEPER.
Clinique de la Tuberculose.....	TROISIÈRE
Clinique urologique.....	N...
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....	LIAN.
Histologie.....	CHAMPY.

	MM.
Hydrologie thérapeutique et climatologie.....	BESANÇON (Justin).
Hygiène et clinique de la première enfance.....	CATHALA.
Hygiène et médecine préventive.....	JOANNON.
Médecine légale.....	DUVOIR.
Parasitologie et histoire naturelle médicale.....	BRUMPT (E.).
Pathologie chirurgicale.....	PETIT-DUTAILLIS
Pathologie expérimentale et comparée.....	BÉNARD (Henri).
Pathologie médicale.....	CHABROL.
Pathologie et thérapeutique générales.....	BAUDOUIN.
Pharmacologie et matière médicale.....	HAZARD.
Physiologie.....	BINET (Léon).
Physique médicale.....	STROHL.
Technique chirurgicale.....	MOULONGUET.
Thérapeutique.....	AUBERTIN.

PROFESSEURS SANS CHAIRE :

MM. DOGNON (Physique médicale), GAILLARD (Parasitologie), GIROUD (Histologie),
 JAYLE M. (Chimie médicale), LAROCHE G. (Médecine générale), OLIVIER (Anatomie),
 VERNE (Histologie).

II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

	MM.		MM.
Anatomie.....	CORDIER. N...		GARCIN. DE GENNES. HAGUENAU. LELONG.
Anatomie pathologique	DELARUE. M ^{lle} GAUTHIER- VILLARS.	Médecine générale.....	LENÈGRE. MARCHAL. MOLLARET. MOUQUIN. SOULIÉ.
Bactériologie.....	BONNET.		
Chimie médicale.....	N...		
	AMELINE. FÈVRE. FUNCK-BRENTANO MÉNÉGAUX.	Médecine légale.....	DESOILLE DIGONNET. LACOMME. SUREAU. N...
Chirurgie générale...	PATEL. SICARD. N... N... N...	Obstétrique.....	
Histologie.....	BULLIARD.	Ophtalmologie.....	RENARD.
Hydrologie.....	N...	Oto-rhino-laryngologie.	HALPHEN.
Hygiène.....	N...	Parasitologie.....	LAVIER.
	BARIÉTY. BERNARD (Ét.). BOULIN. BROUET. CACHERA. COSTE. DELAY.	Parasitologie coloniale.	N...
Médecine générale....		Pathologie expériment.	LEMAIRE.
		Pharmacologie.....	M ^{lle} J. LÉVY. N... RICHET N...
		Physiologie.....	
		Physiologie médicale...	DESGREZ (H.).
		Thérapeutique.....	TURPIN.
		Urologie.....	COUVELAIRE.

III. — PROFESSEURS HONORAIRES ET AGRÉGÉS

RAPPELÉS A L'EXERCICE

pour le service des examens

MM. BASSET (Chirurgie générale), HUGUENIN (Anatomie pathologique),
LE LORIER (Obstétrique), PIÉDELIÈVRE (Médecine légale), VAUDESCAL (Obstétrique).

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE

à titre permanent.

MM.		MM.	
Clinique chirurgicale...	{	Clinique médicale....	{
	GATELLIER.		ALAJOUANINE.
	DE GAUDART		CHEVALLIER.
Clinique obstétricale...	{	Clinique urologique..	{
	D'ALLAINES.		LAROCHE Guy.
	ECALLE.		MOREAU.
			FEY.

V. — CHARGÉS DE COURS

MM.		MM.	
Puériculture.....	N...	Stomatologie.....	DECHAUME.
Radiologie.....	LEDOUX-LEBARD		

MM.	
Secrétaire de la Faculté.....	J. MOREL.
Secrétaire-adjoint.....	M. BRISSIAUD.

Bibliothécaire en Chef.....	A. HAHN.
Bibliothécaires.....	M ^{lles} DUMAITRE, GOICHON, LAURENT.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MON PÈRE

Mon premier Maître en Médecine

En témoignage d'affection et de reconnaissance pour ses précieux conseils qui m'ont permis la rédaction de cet ouvrage.

113857

MAR 10 1949

A MA GRAND'MÈRE

A MA MÈRE

A MON MARI

A MA SŒUR

A MES BEAUX-PARENTS

A TOUS LES MIENS

A MES AMIS

A MON MAÎTRE ET PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR LÉON BINET

Membre de l'Institut

Professeur à la Faculté de Médecine

Membre de l'Académie de Médecine

Médecin de l'Hôpital Necker

Officier de la Légion d'honneur

A MONSIEUR LE PROFESSEUR GOUGEROT

A MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ VAUDESCAL

A MONSIEUR LE DOCTEUR LÉON TIXIER

A MONSIEUR LE DOCTEUR DE BRUN DU BOIS NOIR

A MONSIEUR LE DOCTEUR CAYLA

A MES MAITRES D'HYGIÈNE INDUSTRIELLE
ET DE MÉDECINE DU TRAVAIL

MONSIEUR LE PROFESSEUR DUVOIR

MONSIEUR LE PROFESSEUR FABRE

MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ PIÉDELIÈVRE

MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ DESOILLE

A MES MAÎTRES DANS LES HÔPITAUX

1936-1937. MONSIEUR LE PROFESSEUR LENORMANT

MONSIEUR LE PROFESSEUR CLERC

1937-1938. MONSIEUR LE PROFESSEUR LARDENNOIS (*in
memoriam*)

MONSIEUR LE PROFESSEUR TROISIÈRE

1938-1939. MONSIEUR LE PROFESSEUR LÉON BINET

MONSIEUR LE DOCTEUR LÉON TIXIER

1939-1940. MONSIEUR LE PROFESSEUR GOUGEROT

MONSIEUR LE DOCTEUR CHIRIÉ

1940-1941. MONSIEUR LE PROFESSEUR LEMAITRE

MONSIEUR LE DOCTEUR LÉON TIXIER

Externat :

MONSIEUR LE PROFESSEUR VELTER

Internat à l'Hôpital communal de Neuilly-sur-Seine :

1942. MONSIEUR LE PROFESSEUR VAUDESCAL

1943. MONSIEUR LE DOCTEUR CAYLA

1944. MONSIEUR LE DOCTEUR DE BRUN DU BOIS
NOIR.

AUX DOCTEURS JEANNE DELON

MAURICE GANDY (*in memoriam*), ROBERT ANDRÉ
DE PERETTI DE LA ROCCA

INTRODUCTION

Avant d'aborder l'histoire de l'ambulance de la Société de secours aux blessés, il nous a paru indispensable pour situer le Docteur BIDARD-HUBERDIÈRE dans son milieu culturel, de donner une courte biographie avec étude généalogique de sa lignée directe depuis le xviii^e siècle.

Nous insisterons de plus sur l'alliance ROUSSEL, qui apporta dans le patrimoine des BIDARD l'important domaine de la Bérardièrre auquel sont attachés quelques faits d'histoire que nous retraçons d'autre part.

BIOGRAPHIE DU DOCTEUR BIDARD-HUBERDIÈRE

Pierre-Emile BIDARD dit HUBERDIÈRE naquit le 27 octobre 1825 à Lonlay-l'Abbaye (Orne) (1) dont le bourg est dominé par les ruines d'un monastère de bénédictins, qui compta parmi ses abbés commandataires Sully, Louis Berryer et François Bodin, frère de Mansart.

Cette paroisse fut le berceau de l'opulente famille bourgeoise des Bidard qui s'honore d'alliances illustres, en particulier de celle des Roussel. Les branches principales dont certaines ont essaimé dans les paroisses voisines se distinguaient en adjoignant suivant la manière normande, à leur nom patronymique, celui de leur domaine ou celui du hameau de leur naissance. Nous signalons en particulier les rameaux des Bidard-Oudière, des Bidard, sieurs de la Bérardièrre, Bidard, sieurs du Pont, des Bidard-Thierrière d'où sont sortis les Bidard-Huberdière.

LA GÉNÉALOGIE.

Georges Bidard sieur de la Thierrière vivait au manoir de la Thierrière en Lonlay au début du XVIII^e siècle. De son mariage avec Anne Dromer il eut un fils François.

François Bidard sieur du Pont épousa, le 17 février 1744, Marie Hélié de la lignée des tabellions de Chanu et de la Lande Patry. De cette union sortirent plusieurs enfants, dont :

1^o François dit Thierrière.

2^o Georges qui suit.

Georges Bidard sieur du Pont, né au village de la Fouquère en Lonlay, le 16 février 1747, est décédé en ce lieu le 23 septembre 1811. De son alliance avec Jeanne Fouqué de la Fouquère naquit un fils qui suit.

(1) L'acte de naissance porte les signatures du père, Pierre-Jacques Bidard-Huberdière, clerc de notaire à Lonlay, âgé de 26 ans, de Jacques Siméon Chesnel, notaire à Lonlay et de Georges Chesnel-Batellière, tous deux oncles de l'enfant, puis de Onfray, maire de Lonlay (Etat civil de Lonlay-l'Abbaye).



FIG. 1.

Le Docteur P.-E. Bidard-Huberdère (1825-1911).

Pierre-Jacques Bidard-Huberdière, né au manoir de la Fouquère (1) le 20 août 1800. Il épousa le 14 février 1822 Anne-Monique-Sophie-Prospert Jamault, fille du Docteur Jamault (2) et nièce de Maître Siméon Chesnel notaire à Lonlay (3). Bidard-Huberdière acheta plus tard le notariat de Saint-Cyr-du-Bailleul. Il est décédé en 1834, victime d'un accident de cheval. Il eut deux enfants qui virent le jour dans l'antique maison des Jamault, rue Saint-Nicolas à Lonlay.

1^o Pierre-Emile, docteur en médecine, dont nous écrivons la biographie.

2^o Azeline Bidard-Huberdière qui épousa Albéric-Marie Coz, entrepreneur des tabacs, décédé le 20 février 1880, laissant un fils étudiant en droit qui mourut accidentellement en mer à l'âge de 25 ans. Azeline est décédée à Domfront en 1893.

L'ALLIANCE ROUSSEL-BIDARD.

Originaire de la paroisse de Saint-Bômer (4) la lignée des Roussel remonte au XI^e siècle. Un Roussel accompagna le duc Guillaume à la conquête de l'Angleterre et donna l'essor à la branche anglaise des Russel.

La branche normande, dont quelques-uns de ses membres portaient : *d'argent au cœur de gueules, accompagné de trois trèfles en sinople, deux en chef, un en pointe*, possédait en Saint-Bômer les beaux domaines de la Bérardière, de la Bouvière, de la Maigrère, de Montpatry et de la Prairie.

Une notice manuscrite du D^r Bidard-Huberdière (5) nous apprend que le domaine de la Bérardière appartenait dès la fin du XIV^e siècle à la famille Roussel. En 1512, Mathurin Roussel sieur de la Bérardière en rendit aveu. Il fut *homicidé* en 1550, par Gilles Pellier, sieur de la Faudrie.

(1) Le manoir de la Fouquère est une assez élégante construction du XVIII^e en pierre et briques.

(2) Vieille famille originaire du hameau de l'Etre-aux-Jamault en Lonlay ; ce village dépendait de la seigneurie de Fredebise. Le 1^{er} juin 1706, André Jamault, aîné de la fief des Jamault, rendit aveu à Jehan Lecourt, éc. seigneur de Fredebise.

Le Docteur Jamault habitait au bourg de Lonlay, rue Saint-Nicolas.

Lors de l'établissement de la route de Lonlay à Beauchêne, leur maison se trouvant en contre-bas de la voie normale, les Jamault abandonnèrent leur domicile après avoir acheté d'un Lemonnier, fils de Jeanne Fouqué, la partie sud de la face ouest de l'Abbaye qui était construite sur la rivière au moulin, dérivation de l'Egrenne.

Ce Lemonnier avait acquis cette portion de l'abbaye d'un sieur Dupont de Loraille, assassiné en son logis de Loraille par les Chouans, pour avoir acheté, en 1792, tous les immeubles bâtis du monastère.

(3) Maître Jacques-Simon Chesnel avait épousé Louise Hardy, nièce par sa mère du Conventionnel Thomas La Prise, avocat à Domfront. Louise Hardy était parente avec le célèbre dermatologiste Louis-Philippe Hardy, professeur à la Faculté de Médecine de Paris, Président de l'Académie de Médecine, Officier de la Légion d'honneur.

(4) Saint-Bômer-les-Forges, canton de Domfront, département de l'Orne.

(5) Cette notice a été reproduite en partie dans la *Normandie Monumentale* sous la signature de Jules Appert.

Un de ses quatre fils Guillaume sieur de la Bérardière, docteur en droit, de son mariage avec Madeleine Le Court de Frédebise eut Michel Roussel avocat, sieur de la Bérardière, qui assumait la charge de lieutenant général civil et criminel à Domfront.

Le plus célèbre des sieurs de la Bérardière fut Jean-Henri Roussel né au manoir de la Bérardière le 3 novembre 1727, décédé en ce lieu le 12 décembre 1801. Avocat du roi au bailliage de Caen il devint professeur royal de Droit français à l'Université de Caen. Il fut l'un des trente membres de l'Académie des Belles-Lettres de cette ville. Sa réputation s'étendit aux pays étrangers par la diffusion de ses travaux sur la législation criminelle. L'Académie des Sciences et Beaux-Arts de Mantoue, en Italie, l'accueillit comme associé et lui décerna en 1773 un prix pour sa Dissertation sur *les crimes et les moyens de les détruire*.

Il recueillit l'un de ses neveux devenu orphelin très jeune, Henri François-Anne de Roussel, qui occupa en 1773 la chaire de Médecine et de Botanique de Caen, et plus tard l'Université lui confia avec la chaire d'Histoire Naturelle la direction du Jardin des Plantes.

De son mariage avec Jeanne Eléonore Tenneson, Jean-Henri Roussel, sieur de la Bérardière, n'eut pas d'enfants. Le domaine passa donc en 1802 à Jeanne-Françoise-Rose Roussel qui épousa Julien-Anne-François Bidard.

De cette union naquit le 17 juin 1804 au manoir de la Bérardière, Georges Bidard-Bérardière (1), auteur d'un volume de poésies intitulé : *Feuilles tombées, Brumes du soir, Lueurs*, in-8 de 422 pages, édité en 1874, à Domfront, chez Liard. Il est décédé en son manoir le 12 août 1886, laissant le domaine de la Bérardière à son cousin le Dr Bidard-Hubardière.

SON MANOIR. LA BÉRARDIÈRE (2).

Fin bijou dans un écrin vert.

L'élégante gentilhommière des Roussel a été construite en 1627. Le dessin que nous donnons, reproduction tirée d'une gravure ancienne, représente le manoir tel qu'il existait encore du temps du Dr Bidard.

Dans les jardins on remarquait un pavillon carré style renaissance, appelé *Pavillon Coignard* qui forme maintenant le *Pavillon des Archives* où sont conservés les dossiers sur Bidard et en particulier l'important manuscrit sur la Commune dont la publication fait l'objet de ce travail.

Pendant la Chouannerie, les royalistes commandés par Moulin séjournèrent quelques semaines à la Bérardière. Dans le grand salon

(1) Bidard-Bérardière vivait au château avec sa sœur Sophie Bidard. Le 30 mars 1870, ces deux personnages firent un don important pour la création à Saint-Bômer d'un Hospice pour les pauvres.

(2) Jules Appert, *Normandie Monumentale*.



FIG. 2.

Le Château de la Bérardière au XIX^e siècle.



FIG. 3.

Le Pavillon Coignard (Pavillon des Archives).

décoré de boiseries Louis XV avec panneaux de peinture en camaïeu, eurent lieu plusieurs entrevues entre le baron de Commarque et le général républicain Guidal.

Au cours de cette trêve, Victor-Bertrand l'Hodiesnière, dit des Moutiers, commandant les forces républicaines de la Carneille et de Domfront, entra en relations secrètes avec le baron de Commarque pour tenter de négocier la paix (1).

Le 14 nivôse an 8, il écrivait au chef de l'armée des Chouans :

« Je suis convaincu, Monsieur, qu'il n'est pas dans vos principes de laisser exercer le pillage. Il est dans les miens de faire la guerre avec honneur et si je crains quelque chose, c'est d'être forcé d'user de représailles contre ceux qui se rendraient coupables envers mon père de spoliations. V. Bertrand. »

Les négociations avaient pris une tournure favorable. Une entrevue entre les deux adversaires avait été décidée, mais une proclamation de Bonaparte fit échouer ce projet comme l'annonce la lettre suivante adressée par le baron de Commarque à Victor Bertrand :

« Onze heures du soir.

« J'arrive à l'instant de voyage et je trouve votre réponse à ma lettre. Les circonstances, monsieur, s'opposent à notre entrevue : 1^o elle peut me compromettre ; 2^o les déterminations que nous pourrions prendre deviennent impossibles à exécuter. Une dernière proclamation du consul B... que vous allez connaître vous prouvera ce que j'ai l'honneur de vous annoncer. Croyez, monsieur, que c'est avec le plus vif regret que je me vois forcé de manquer une entrevue qui sous tous les rapports m'eût été agréable. Une seule chose me reste à vous dire, ne vous trompez pas sur les intentions, soyez intimement convaincu que tous mes désirs, toutes mes démarches seront toujours en faveur du gouvernement républicain, que mon plus grand désir est de contribuer à son affermissement et de diminuer le nombre de ses ennemis par tous les moyens qui peuvent convenir à l'homme honnête et loyal, à l'ami de l'humanité. Puissiez-vous, monsieur, m'épargner le spectacle douloureux de vous voir tomber entre mes mains ; ou si telle était votre destinée, puissent mes devoirs envers ma patrie pouvoir se concilier avec le respect dû à l'existence d'un homme estimable quelque parti qu'il ait embrassé.

« Je suis, Monsieur...

C... »

Ces lettres inédites (2) nous révèlent chez un chef royaliste une singulière hésitation politique. Quelques mois plus tard, le baron de

(1) Victor Bertrand écrit le même jour à son père Ambroise Bertrand-l'Hodiesnière, membre du conseil des Cinq Cents :

« Je vais envoyer ta lettre à M. de Commarque et lui écrire aussi. Nous sommes en correspondance depuis la suspension d'armes et il paraît avoir réellement quelques principes. J'ai empêché par lui que Halbout n'ait payé les 1.800 livres qu'on lui demandait. »

(2) Ces documents, conservés aux archives du Hamel Saint-Etienne, nous ont été communiqués par le Docteur René Leroy de la Carneille.

Commarque succombait au peloton d'exécution de Verneuil-sur-Avre, avec son chef Louis de Frotté et cinq de ses compagnons qui avaient eu l'imprudence de croire à la parole donnée du général Hédouville.

Ce sont les seuls faits historiques qui se soient déroulés en ce pacifique manoir.

* * *

Le Dr Bidard, célibataire, avait désigné pour son exécuteur testamentaire le Commandant Lesdos. Après sa mort, le manoir, en vertu du testament, passa en 1912 aux mains de son ami M. Georges Roulleaux-Dugage, actuellement député de l'Orne et maire de Saint-Bosmer.

Depuis cette époque, l'ancien manoir a été considérablement remanié. Sous la direction d'un habile architecte, la construction d'une aile nouvelle et d'une tour octogonale sur l'une des façades a donné une allure vraiment seigneuriale à l'actuel château de la Bérardière.

SA CARRIÈRE.

Pierre-Emile Bidard vécut quelques années à Saint-Cyr-du-Bailleul (Manche). Ensuite, il fréquenta l'école communale de Lonlay, d'excellente renommée, qui formait une sorte de pensionnat comprenant une quarantaine d'internes. Parmi ses condisciples nous comptons François Nobis des Clos, de Saint-Bosmer-les-Forges et son cousin Louis Durand de l'Aunay qui poursuivirent leurs études au collège de Domfront. Bidard les quitta pour entrer au lycée de Caen. Après avoir passé les épreuves du baccalauréat il gagnait Paris pour entrer à la Faculté de Médecine sous les auspices de son meilleur ami le Professeur A. Hardy.

En 1851, Bidard fut reçu au concours de l'internat des Hôpitaux et Hospices civils de Paris où il fut classé treizième sur trente-deux. Dans cette promotion nous retrouvons son camarade ornaïen Louis. Joseph Desnos, ainsi que Cadet de Gassicourt, Blache et Bucquoy.

Il entra en fonctions le 6 janvier 1852 à l'hôpital Saint-Louis dans le service de médecine du Professeur Hardy, puis en chirurgie chez le Professeur Denonvilliers. Nous le retrouvons ensuite à Necker chez Lenoir, puis chez Barth à Beaujon. Il devient l'élève des agrégés Richard et A. Verneuil et de MM. Piedagnel, Chappotin de Saint-Laurent, Demarquand, Depaul et Morel-Lavallée.

Ses années d'internat furent assez sagement réparties entre la médecine et la chirurgie pour laquelle il a toujours eu une grande prédilection. Sa passion pour l'anatomie lui avait ouvert les portes de la société anatomique de Paris.

Devant un jury présidé par le Professeur Denonvilliers, il soutint le 6 mai 1858 une thèse consacrée à une solide étude, appuyée par de multiples observations intitulée : *De la Synovite tendineuse chronique ou forgus des gaines synoviales*. Cette thèse porte en tête la dédicace suivante:

Au comte de Portalis sénateur, Premier Président de la Cour de Cassation :

« Daignez agréer, Monsieur le Comte, ce faible hommage de reconnaissance qui ne saurait jamais être digne de la bienveillance et de l'affection dont vous m'avez trop honoré. »

Après ces studieuses années d'études, il ouvrit son Cabinet à Paris, 8, rue de Suresnes. Il acquit une juste célébrité. Il aurait été médecin de l'Opéra. Pendant le siège de Paris en 1870 et surtout pendant la Commune il eut, comme nous le verrons, une très belle conduite.

Les nombreuses occupations parisiennes ne lui firent cependant pas oublier la terre natale. Chaque année il venait passer plusieurs mois à Lonlay où il habitait une portion de l'abbaye. A la suite de l'incendie de 1906 qui détériora gravement cet immeuble, le Dr Bidard vendit sa maison et vint résider à Domfront en son hôtel dit « le Pavé », dont il avait hérité de sa sœur M^{me} Coz. L'été, il se rendait à Saint-Bosmer-les-Forges en son superbe manoir de la Bérardièrre, où il aimait recevoir ses nombreux amis.

Nommé conseiller municipal de Lonlay-l'Abbaye le 9 janvier 1881, élu maire le 20 mai 1900, il exerça ces fonctions jusqu'à sa mort survenue en son hôtel de la rue Notre-Dame à Domfront le 28 novembre 1911. Sa dépouille mortelle a été déposée dans le caveau de sa famille au cimetière de Lonlay.

SES ŒUVRES.

Doué d'un sens d'observation profond, d'une intelligence vive, ouverte à la littérature, aux arts et à la science, Bidard consacra ses loisirs aux plaisirs de la musique et de la peinture. Il aimait particulièrement recevoir ses voisins de Champsecrét les peintres normands Latouche et Léandre dont il admirait, chez le premier, les riches reflets de la couleur, chez l'autre, la verve sarcastique du dessin.

Le charme de sa conversation, l'élégance de ses gestes de gentilhomme, tempéré par une modestie de bon aloi, lui avaient attiré une sympathie générale non seulement dans les riches salons parisiens, mais aussi dans les humbles chaumières bas-normandes.

Il s'essaya à la poésie. *L'ode dédiée à Mgr Trégaro*, évêque de Séez, dont il était fier de l'amitié, est un poème assez long, dont les vers, d'après Charles Nobis, « ne sont peut-être pas d'une forme impeccable, mais présentent une conception au moins originale ».

L'histoire locale le passionnait également. Sa notice sur *l'histoire du manoir de la Bérardièrre* est attrayante et puisée aux bonnes sources.

Toutefois, l'œuvre maîtresse du docteur est contenue dans un volumineux manuscrit intitulé : *Notes et souvenirs de la Commune et des Ambulances de la Société de secours aux blessés (1870-1871)*. Ces notes prises au jour le jour forment « un énorme bouquin dont les feuilles couvertes d'une écriture fine et serrée contiennent tous les événements

qui se sont déroulés devant les regards observateurs du médecin, du Français, de l'homme dont le dévouement était sans bornes » (1).

La rédaction du manuscrit a été terminée en octobre 1872. Il était déposé depuis 1887 à la bibliothèque de la Bérardière.

En automne 1908, sur l'insistance de M^{me} Schalck de la Faverie, membre de la Société des Gens de Lettres, de Auguste Lelièvre, président du tribunal de commerce de Flers, et de nombreux amis, à la suite d'une réception cordiale en son manoir, le Dr Bidard promit de faire publier ses mémoires, et confia son précieux travail à M. Wilfrid Challemel du Rozier, qui donna, au cours des années 1910 et 1911, quelques pages émouvantes de ce récit à la revue *Le Pays-Bas-Normand* (2).

Nous nous proposons de publier le texte intégral de ce long mémoire.

Nous allons voir avec quel effort d'impartialité et de dévouement le Dr Bidard s'est consacré aux blessés sans distinction d'opinion, ni de nationalité. Profondément royaliste, animé par de solides sentiments religieux, il attendit pendant la Commune l'arrivée des Versaillais avec une impatience non dissimulée. Il ne cacha pas la déception que lui causa l'attitude de l'armée régulière, dont il faillit d'ailleurs être la victime.

S'il montra de la répugnance pour quelques éléments troubles de la Commune, il ne dissimula aucunement l'amitié qu'il éprouva pour certains chefs de ce mouvement populaire. En portant constamment à son petit doigt la bague qui lui avait été offerte par le commandant Rousseau et ses officiers hospitalisés, il a donné à ceux-ci une preuve éclatante de son sympathique souvenir.

D'autre part, les lettres nombreuses qu'il a reçues de ses anciens blessés proclament leur reconnaissance, en particulier celle de cette mère éplorée qui « le supplie de venir sauver la vie de son enfant comme il a sauvé celle de son mari », sont des témoignages émouvants et sincères qui lui allèrent droit au cœur.

Quelques mois plus tard, une autre grande joie lui était réservée, le Gouvernement, en récompense de ses signalés services, lui décerna la Croix de Chevalier de la Légion d'honneur.

(1) Mme Fr. Schalck de la Faverie, Un joyeux repas, préambule d'une histoire triste. *Pays-Bas Normand*, 1909, n° 3, p. 226-234.

(2) Je dois à mon ami, M. G. Hubert, de Mayenne, la copie intégrale du texte du manuscrit qui est toujours entre les mains de M. Wilfrid Challemel.

Grâce à l'obligeance de M. Roulleaux-Dugage et de M. Charles Nobis, j'ai pu consulter avec émotion le carnet journalier du docteur, contenant les notes prises au chevet des blessés.

NOTES ET SOUVENIRS
DE LA COMMUNE ET DES AMBULANCES
DE LA
SOCIÉTÉ DE SECOURS AUX BLESSÉS
(1870-1871)

par le Docteur BIDARD-HUBERDIÈRE

PRÉFACE

Je n'entreprends pas d'écrire l'histoire de la Commune dont j'ignore le plus grand nombre des actes. J'ai voulu simplement noter ce qui s'est passé sous mes yeux. Comme chirurgien d'une grande ambulance j'ai vu bon nombre d'hommes d'action de cette sinistre époque. Je me suis efforcé d'étudier et de connaître ceux d'entre eux qui ont été confiés à mes soins ; je les montre tels qu'ils m'ont paru être, je répète ce qu'ils m'ont dit, je ne cherche ni n'invente un seul mot. Mon but est de les faire apprécier à leur juste valeur, et, si j'y parviens, mon lecteur pourra porter comme moi un jugement sévère contre notre faiblesse, qui seule permet à ces hommes d'entreprendre ce que la nature leur défend.

Mais comme ils ne m'ont jamais fait peur, je les juge sans passion et sans colère. D'un autre côté, je ne les ai vus qu'après leur arrivée à l'ambulance. Sous l'influence de leurs blessures, ils sont abattus, souvent découragés. Dans l'action, ils étaient loin de moi, ils ont pu commettre des crimes sans que je le sache. Avec nous, ils sont dans un milieu inconnu pour eux, ils y subissent un nouvel ascendant qui fait taire leur violence quand ils en ont et les oblige à montrer plus leurs qualités que leurs défauts. Je soupçonne bien ce qu'ils sont au fond, je sais tout ce dont ils sont capables sous l'influence de l'ivresse et de l'affolement, mais ce n'est pas là ce qu'ils montrent devant moi dont ils ont besoin, ils sont au moins forcés de dissimuler. Je prie donc celui qui serait tenté de m'accuser de modération de ne pas oublier le point de vue auquel je suis placé.

Pour peindre avec exactitude, je dois laisser dans l'ombre ce qui m'est caché.

Ce n'est pas par modération que je montre ces hommes comme ils sont, les uns vulgaires, les autres abrutis. Je voudrais qu'ils ne fissent plus peur et qu'on eût le courage de les maintenir dès la première période où ils ne sont que ridicules et égarés, pour éviter la deuxième où s'ils ne sont pas tout à fait fous, ils sont au moins affolés par leurs passions surexcitées. Mais pour cela, il ne suffit pas de les proclamer infâmes, il faut les regarder en face et leur prouver que nous valons mieux qu'eux.

Je sais par expérience ce qu'on peut obtenir ainsi.

Ce sont des êtres révoltés qu'il faut dompter, des éléments vicieux qu'il faut corriger, mais ils ne sont pas des hommes à part, leur nature est toute ordinaire et ne justifie pas l'effroi qu'ils causent. J'espère en fournir la preuve lorsque j'aurai raconté brièvement ce que fut notre ambulance.

CHAPITRE PREMIER

L'AMBULANCE. — SON PERSONNEL MÉDICAL SES PREMIERS BLESSÉS

Je venais d'arriver en Normandie au moment où commença la guerre dont nous souffrons tous encore et dont la France ne se relèvera peut-être jamais.

La nouvelle de nos premières défaites me fit revenir promptement à Paris. J'ignorais si l'occasion de me rendre utile me serait offerte, mais je croyais à mon zèle et j'étais poussé par le désir de faire mon devoir.

Mon premier soin fut de m'équiper pour prendre rang dans le 3^e bataillon de la Garde nationale dans lequel j'étais enrôlé depuis longtemps sans avoir jamais fait le moindre service. Je m'astreignis sans peine aux exercices et aux gardes, je me fis comme tant d'autres passer en revue sans trouver en cela l'emploi de tout mon temps. Je m'empressais donc de me mettre comme médecin à la disposition de l'Intendance militaire, je priai plusieurs chirurgiens de mes amis de penser à moi s'ils avaient besoin d'un aide de bonne volonté. Je m'offris également aux ambulances de la presse dans lesquelles j'allais entrer, lorsque mon excellent ami, le Dr Guyon, dont le caractère et le talent m'inspirent une grande admiration et à qui je dois la plus vive reconnaissance, me proposa d'être l'un de ses internes dans le service qui lui était réservé au Palais de l'Industrie, centre principal de la Société internationale de secours aux blessés.

J'acceptais avec empressement, je ne désirais pas davantage et pour peu qu'il me fût donné place sur mon champ de bataille, je ne savais plus demander qu'à faire de mon mieux.

J'avoue pourtant que mon premier mouvement ne me portait pas vers cette Société de secours aux blessés dans laquelle j'ai joué mon rôle autant qu'un autre. Sans lui reprocher comme je l'ai entendu faire son luxe de réclames et le choix trop aristocratique de ses membres fondateurs, je la blâmais volontiers de la hauteur avec laquelle elle se disait seule capable de donner

des soins à notre armée, je trouvais déplacée l'affirmation bruyante de ses droits au monopole du Blessé militaire, je condamnais sa folle prétention de supplanter l'Intendance et je l'accusais de contribuer ainsi à fomenter l'indiscipline dans nos régiments. Je l'appris bientôt, tout cela chez la plupart des membres du Comité d'administration n'était que le désir et l'espoir de faire merveille. Aussi l'expérience aidant, la modestie était-elle imposée à tous les hommes sensés et avant la fin du siège la société n'affichait plus que la prétention fondée d'être un auxiliaire utile de l'administration militaire. C'est qu'il faut bien l'admettre, jamais les hommes ne seront assez grands pour lutter avec succès contre les circonstances de guerre. Si la bonne volonté, même le dévouement ne peuvent suffire, un groupe d'hommes inexpérimentés peut moins encore y parvenir. L'Intendance militaire reste donc debout pour longtemps je pense, ce n'est pas la Société de secours qui l'aura tuée, il était impossible de la mieux justifier.

Je sais que les règlements militaires blessent la plupart des médecins par leur rigueur et leur inflexibilité, mais pour bien faire, il ne suffit pas de prendre le contre-pied. Dans une grande administration, il faut toujours des règles certaines, indiscutables, imposées à tout le monde. Chacun les suit sans peine tandis qu'il est impossible de se reconnaître au milieu des fantaisies des caprices d'une direction désordonnée et ne songeant qu'à son propre succès. Ses règlements militaires vaudront toujours mieux que les ordres contradictoires.

Mais que m'importe, ce n'est pas de l'administration de la société que je désire faire partie. Je lui sais bon gré d'être mis en demeure par elle, à peu près sans qu'elle le sache, de rendre quelques services à nos pauvres soldats.

Le 17 septembre 1870, le canon tonnait depuis le matin aux environs de Paris, l'ennemi s'avancait du côté de l'Est et nos avant-postes de Créteil étaient culbutés. Les voitures de la Société de secours étaient là, prêtes à recueillir les blessés ; elles nous les ramenèrent avec grand zèle. Mais les chirurgiens n'étaient pas encore convoqués, et mon ami Guyon, venu par hasard au Palais de l'Industrie, y trouva une bonne occasion d'y faire des pansements pendant une grande partie de la journée. Je fus prévenu et appelé par lui le soir même ; le lendemain matin, à 6 heures, je lui servais d'aide. Sans me douter que j'entreprenais là ce qui devait tenir tant de place dans ma vie.

Voilà donc transformé en hôpital militaire ce Palais de l'Industrie que, jusqu'ici, j'ai parcouru seulement pendant les expositions. Au rez-de-chaussée sont les vastes magasins, les immenses approvisionnements de linge, les écuries et les remises

de la Société internationale de secours. Le grand escalier de la façade principale conduit aux salles où les blessés doivent être installés. Ce sont les salles ordinaires des expositions de peinture, rien n'est changé dans leur distribution, mais leur nouvelle décoration et leur aménagement forment un triste contraste avec les splendeurs d'autrefois. Le long des murs et des cloisons, on voit partout des rangées de petits lits, trop bas et quelque peu durs. Le Palais de l'Industrie devait, en effet, dans le projet primitif, servir seulement de magasin d'entrepôt. La société y avait installé ses bureaux d'administration et ses richesses provenant des dons volontaires de toute nature destinés aux armées du Rhin. Hélas ! la journée de Sedan et celle du 4 septembre ont changé tout cela.

Au moment de mon entrée dans la société rien n'est donc organisé. Le service médical est placé sous la direction du professeur Nélaton qui a tout d'abord pensé à s'adjoindre plusieurs chirurgiens comme MM. Guyon, Boinet, Péan, Lannelongue, etc. et aussi des médecins comme MM. Barthez, Bermetz, Vidal, car nous ne sommes qu'au début du siège et les maladies feront peut-être plus de victimes que les armes à feu.

M. Chenu a le titre d'inspecteur général, mais il saura promptement se constituer le *Directeur général des Ambulances*, le pouvoir exécutif véritable de la société sans du reste s'immiscer jamais dans la direction purement médicale de chaque service. Il distribue les secours, il administre, il représente surtout la société, mais dédaigne absolument la chirurgie et pour cause. Je doute qu'il me fasse comprendre qu'un médecin puisse constituer jamais un grand administrateur.

Le professeur Nélaton qui, dans la pensée des membres fondateurs, doit comme chirurgien en chef, avoir la haute main sur toutes les salles de blessés, se borne malheureusement à prendre et à diriger un service assez semblable à celui d'un chirurgien dans un hôpital, il évite avec grand soin de se poser en chef de l'administration, il se garde de lutter pour barrer le passage aux habiles et cesse bientôt d'assister aux réunions du comité dont il regrettera même plus tard de ne s'être pas séparé dès lors avec quelque éclat. Il n'est donc parmi nous, comme toujours, qu'un admirable chirurgien.

Le 30 septembre, le général Vinoy dirige une forte reconnaissance vers Chevilly pour se rendre compte de la manière dont nous sommes investis. C'est un combat furieux qui se livre pendant toute la matinée et pour nous la soirée se passe à recevoir et à soigner les soldats tombés sur le champ de bataille. C'est notre première journée ; elle produit sur nous une impression terrible et vers minuit, en terminant nos pansements, nous

avons tous le cœur serré et plein de haine pour la gloire militaire.

Presque tous nos nombreux blessés appartiennent aux deux mêmes régiments : le 35^e et le 42^e, surtout le 35^e.

Quel admirable régiment que celui-ci !

Dans les combats sous Paris, nous le retrouverons, marquant toujours sa place au premier rang, toujours lancé en avant, sans être suffisamment soutenu, enlevant avec entrain les positions ennemies et perdant à lui seul presque autant d'hommes que tous les autres. Il a fallu sans doute le recomposer plusieurs fois, car il a donné jusqu'à la fin. Le nom de son colonel, aujourd'hui général de la Mariouse, devrait être dans toutes les bouches ; il est juste d'admirer son courage et l'élan qu'il donnait à ses hommes.

Le général de Guilhem qui commandait cette brigade, est resté parmi les morts sur le champ de bataille. Les Prussiens l'ont fait enterrer, mais ils consentent deux jours après à remettre ses dépouilles aux délégués de notre société qui cherchent encore sur ce lieu du combat s'il reste quelque Français à faire ensevelir. Le cadavre est apporté au Palais de l'Industrie dans un cercueil prussien, enguirlandé de feuillages. Les noms et les titres du général sont inscrits en allemand sur une croix noire. Maintenant la France peut lui rendre les derniers devoirs, et le général Trochu vient y présider le surlendemain.

Le général Blanchard, qui est au nombre des officiers de l'escorte du gouverneur de Paris, s'arrête dans toutes les salles pour se faire montrer les blessés du 35^e, il leur distribue des éloges et des encouragements avec une véritable cordialité, sans regarder les autres.

Ces premiers blessés n'ont pas encore sérieusement souffert des fatigues et des privations de la campagne, aussi guérissent-ils beaucoup mieux que les hommes qu'on nous apportera plus tard. Avec eux, la chirurgie militaire ne présente pas encore les particularités que nous aurons tous bientôt à apprendre ; les accidents graves, les complications imprévues se rencontrent rarement. Mais la scène change vite et déjà les blessés de la Malmaison sont souvent atteints d'hémorragies, de gangrène, d'infection purulente, etc. C'est à faire douter de la bonne hygiène de nos salles si difficiles à convenablement aérer. Lorsque les premiers froids surviennent, l'impossibilité de chauffer l'immense surface que nous occupons cause aussi de sérieux inconvénients. La société n'hésite donc plus à chercher un autre local pour installer son ambulance principale. Le moment est venu pour elle de regretter sa première détermination : les faits ultérieurs augmenteront trop cruellement l'amertume de ses regrets.

Tout d'abord, en effet, le gouvernement du 4 septembre avait mis le Palais des Tuileries à la disposition de la société. Elle pouvait s'en emparer ; elle hésita et laissa faire, sans se prononcer, ce qu'il faut abandonner aujourd'hui. Mais quoi qu'il y ait aux Tuileries, en quelque sorte comme prise de possession, une petite ambulance de cinquante lits dirigée par un des nôtres, le Dr Péan, il n'est plus temps de se faire remettre ce pauvre palais. Plusieurs commissions plus ou moins administratives, civiles ou militaires, entre autres celles de la publication des papiers de l'Empereur y trônent en souveraines, elles ne céderaient la place à personne car il faut sans doute à ces concitoyens beaucoup d'espace pour tout voir et peut-être pour cacher ce qui pourra servir plus tard à leurs intérêts particuliers. Et pourtant, si le 24 mai, nos blessés de la Commune étaient traités par nous dans ce moment à jamais regrettable, je doute que Bergeret lui-même fit donner l'ordre de faire flamber ses amis et complices confiés à nos soins ! J'en sais qui auraient *alors* exposé gaiement leur vie pour repousser les incendiaires.

Mais pour le moment, cette infernale vengeance ne paraît guère exister, nous pouvons même douter qu'elle lève jamais la tête, nous tous qui passons en armes la nuit du 31 octobre, et mettons tant d'ardeur à délivrer le gouvernement, à crier : Vive Trochu ! comme si ce gouvernement était fait pour nous soutenir, ou même pour marcher avec nous. Voilà la dernière fois que j'ai fait du service dans les rangs de la garde nationale ; dès le 4 novembre, en effet, notre ambulance était transportée au Grand Hôtel, et j'y entrais avec des fonctions assez sérieuses pour absorber tout mon temps. Je renonçais sans peine à la garde inutile des remparts pour consacrer mes jours et mes nuits à la garde des blessés.

Trois étages du Grand Hôtel sont loués par la société pour y établir une ambulance de cinq cents lits : le matériel de l'établissement est mis au service de nos soldats. C'est vraiment une belle et bonne installation. Je sais qu'elle a été l'objet de critiques acerbes, d'attaques souvent perfides ; mais je sais aussi, mieux que personne, et je ne suis pas un admirateur de parti pris, que si les ressources de la société pouvaient susciter l'envie, ses services de chirurgie méritaient des éloges. Le véritable personnel médical a toujours été inattaquable, il a montré le plus grand zèle et un complet désintéressement.

Je demande à mes confrères la permission de ne pas dire d'eux tout le bien que j'en sais. Je leur dois l'estime la plus parfaite, et ma conscience m'oblige à les louer sans restriction.

Nos services de chirurgie ressemblent, à s'y méprendre, à ceux d'un hôpital parfaitement tenu et luxueusement muni d'un très

bon matériel ; les instruments, les appareils, le linge, les médicaments, tout est délivré aux chirurgiens sur leur demande, sans observation, ni refus. Mais ce qui diffère de l'hôpital, c'est que la place ordinaire des religieuses est occupée par des dames du meilleur monde qui veulent aussi payer leur dette à la Patrie. Tout d'abord, cette innovation nous inspire quelque méfiance ; il semble que ces nobles femmes ne pourront renoncer à leur vie, facile et élégante, que leur délicatesse ne pourra se faire aux émotions, aux dégoûts d'une salle de blessés, que leur nature impressionnable se révoltera bientôt à la vue des plaies et du sang ; nous les croyons dupes d'un zèle plus irréflechí que durable, nous doutons même qu'elles nous restent au delà d'une semaine.

Eh bien, notre erreur est complète, notre défiance insensée, et j'ai là sous ma plume des noms, des grands noms de France qui ont été vaillamment portés sous nos yeux, par des femmes d'un sublime dévouement. Je voudrais savoir dire combien ces grandes dames ont droit à l'admiration des hommes de cœur. Elles ont fait le bien avec le zèle le plus infatigable, avec la passion du devoir à remplir.

Pendant plus de quatre mois, elles passent leurs journées au milieu de toutes les horreurs que la guerre invente, elles prodiguent chaque jour et la nuit à chacune leur tour, les soins et les consolations à ceux qui souffrent, à ceux qui agonisent. Jamais elles ne comptent avec leur abnégation, jamais elles ne craignent leur peine, elles ne reculent devant aucune fatigue, elles se plaignent de n'avoir pas à faire davantage. Leur cœur grandit chaque jour, elles en auraient pour toutes les douleurs. Que je voudrais savoir écrire pour leur payer ici ma dette de reconnaissance et de vénération par un éloge digne d'elles par celui qui leur est dû.

Plus habiles que moi, mes soldats l'ont trouvé cet éloge, lorsqu'après le siège, confiés depuis une semaine aux soins de simples religieuses, parfaites toutefois, ils regrettaient si vivement leurs *premières sœurs de charité*.

J'en sais qui, incapables de voir le moindre objet repoussant sans jeter les hauts cris, ont bravé tous les dégoûts et porté l'abnégation, le dévouement jusqu'à l'impossible. J'en ai vu qu'un faible bruit épouvante, mépriser toutes les terreurs et traverser sans crainte des rues où les balles pleuvent, où les hommes tombent et d'où les fédérés se sauvent. Et cela pour essayer de porter secours à des blessés ! Sans doute, un esprit chagrin pourrait y trouver à redire, et blâmer l'une de son zèle exagéré, l'autre de ses maladresses prétentieuses, celle-ci avec plus de discernement et de sang-froid pourrait donner des

soins plus utiles ; celle-là s'entoure de trop d'infirmiers, sans les diriger habilement. Mais il n'en résulte guère d'autre inconvénient que celui d'obliger les chirurgiens à une surveillance plus minutieuse. Comme ils sont hommes de devoir, ils prennent aisément leur parti de tout indiquer, tout préserver et les blessés y trouvent bien leur compte.

S'ils ont de grandes chances d'être trop choyés, trop gâtés, je ne vois pas qui peut s'en plaindre.

Sous la surveillance de ces Dames de charité, que certains soldats mourants appellent leur mère, avec un accent qu'elles n'oublieront jamais ; sous leur direction sont les infirmiers aussi nombreux que peuvent l'exiger les besoins du service. Il est même plus aisé d'en avoir beaucoup que de les bien choisir. Ce sont des hommes recrutés partout, de professions très variées, et qui dit-on ne sont pas toujours des modèles de sobriété, de désintéressement ni de probité. Les gilets de flanelle, les couvertures, les draps, etc. leur causeraient trop souvent des tentations irrésistibles et le mot *chaparder* serait pour certains de bon aloi et de fréquent usage.

Pour nous, dans le service du Dr Guyon, nous n'avons rien eu de pareil, nous avons le bonheur d'être avec M^{me} la comtesse de Biron qui sait choisir et inspirer son monde. C'est une véritable bonne fortune de compter parmi nos infirmiers de vieux serviteurs ramenés par elle de sa campagne, en même temps que trois jeunes séminaristes du diocèse de Meaux qui nous ont été d'un grand secours.

Leur habileté et leur zèle ont constamment mérité les plus grands éloges. Demandez aux soldats traités dans ce service s'ils ont jamais douté de la Providence tant que cette grande dame a veillé sur eux. Ah ! si vous aviez entendu un zouave amputé de la cuisse s'écrier : « *Suppliez la bourgeoise de revenir, je suis perdu si elle m'abandonne...* ».

Je suis encore très bien secondé dans d'autres salles par d'excellents infirmiers, naguère au service de l'Empereur. Il en restera plusieurs avec moi jusqu'à la fin de la Commune ; je n'aurai que trop l'occasion de m'en féliciter. Du reste, je n'ai jamais eu à porter plainte contre aucun, dans n'importe laquelle de mes attributions.

En effet, je ne suis pas toujours simplement l'aide de mon ami Guyon. Quoiqu'il veuille bien, pour ne pas laisser en souffrance son service de l'Hôpital Necker, me fournir souvent l'occasion d'employer tout mon zèle en me confiant la plupart des pansements, j'accepte encore d'autres fonctions qui ne manquent pas celles-là de remplir mon but.

Je suis au Grand Hôtel le chirurgien résidant, celui qui, à

toute heure du jour et de la nuit doit être, et est appelé au moindre soupçon d'un danger. J'ai aussi les nouveaux à recevoir, à panser à leur arrivée. On pourrait se contenter à moins, mais Dieu merci, mes forces me permettent de tenir plus que je n'ai promis.

J'ai passé là des jours et des nuits que je n'oublierai *jamais*. J'ai toujours dans les oreilles ce sinistre appel : Docteur des blessés ! J'ai toujours devant les yeux ces brancards, ces escaliers où le sang ruisselle, ces malheureux blessés à moitié morts, glacés et souvent exsangues, pouvant à peine me dire dans quelle partie du corps ils ont été frappés et expirant quelquefois pendant qu'on les porte au lit que je leur ai assigné ; je ne reçois que les blessures graves, je renvoie impitoyablement dans les petites ambulances du voisinage les blessures légères, malgré les plaintes de quelques délégués, rendus maussades par cette petite prolongation de leur service. Ils sont plus pressés que moi d'aller dîner et se reposer.

En agissant ainsi, je sais bien que le mal sera pour moi ; qu'il me faudra passer la journée ou la nuit à panser bon nombre de ceux que j'accepte. Mais où trouverai-je le droit d'épargner ma peine ? Nos voitures d'ambulance sont bien installées sur le champ de bataille, on y met ceux pour qui les autres moyens de transport seraient une augmentation de souffrances. C'est donc des hommes gravement atteints qu'on m'amène ; la moitié du temps, ce sont des mourants. Mais nous leur devons, mais je leur dois tous les soulagements possibles, les meilleures chambres, les meilleurs chirurgiens et tout mon temps. Qu'importe que je puisse dormir ; qu'importe qu'au milieu d'un pansement on vienne me crier encore : Docteur des blessés ? Je courrai de l'un à l'autre, je me multiplierai, on me verra partout, on ne m'appellera pas en vain et je serai fier de moi lorsque je pourrai me dire que, grâce à Dieu, je n'ai pas été insuffisant une seule fois.

Qui pourrait me faire oublier les journées du 2 et 3 décembre. Le 2, à dix heures et demie, j'achevais mes pansements lorsqu'on vient m'appeler, les deux étages sont aussitôt descendus, et pendant une heure j'ai soixante-six hommes à examiner. Mais ce sont les premiers, petits courages et petites blessures, des doigts emportés, des capotes trouées... Tous ceux-là n'ont certainement pas fait de grands efforts pour se retirer du champ de bataille, ils n'y étaient sans doute que trop portés, je les reçois parce que nous avons beaucoup de lits vacants ; je les envoie au 4^e étage. Passons, je les retrouverai plus tard.

Depuis longtemps ces voitures sont reparties, d'autres arrivent, la cour du Grand Hôtel ne désemplit pas. Ce sont de vrais bles-

sés ceux-ci, ils ne peuvent descendre seuls, il faut les toucher avec grande précaution, leur épargner toute secousse ; je suis grimpé dans la voiture, je tiens dans mes mains les membres brisés, le brancard est prêt et deux hommes l'emportent.

Allons vite, d'autres réclament leur tour, courons encore. Et il en est ainsi jusqu'à trois heures du matin.

Vers onze heures du soir, c'est des Prussiens qu'on m'amène ; en voici quarante-deux, presque tous frappés à mort. Leur abattement est extrême, leur inquiétude visible. « Parlez-vous français, dis-je à un jeune garçon de 18 à 20 ans, de bonne figure et à moitié gelé. » — « Oui Monsieur. » — « De quelle partie de l'Allemagne êtes-vous ? » — « De Leipzig. » — « J'y suis allé, j'ai trouvé votre ville agréable. Avez-vous perdu beaucoup de monde aujourd'hui ? » — « Enormément Monsieur. » — « Prenez courage, rien ne vous manquera ici et vous serez tous bien soignés. » — « Ce n'est donc pas ce soir que l'on me fusille ?... »

Les malheureux en sont tous là !...

Le lendemain, j'étais appelé près deux d'entre eux dans une chambre au 4^e étage.

La dame du service offre à chacun des pastilles de chocolat, ils refusent. Elle m'en offre ensuite, j'accepte et cette dame en prend également. Ainsi rassuré, mon Prussien n'hésite plus, il se jette sur la boîte, s'en empare et croque fort bien ce qui ne lui paraît plus contenir du poison.

Enfin à quatre heures du matin, il m'est permis de penser à dîner, j'ai aussi besoin de m'asseoir, je ne l'ai pas fait depuis vingt heures. La nuit était froide le 3 décembre et mon dîner servi à six heures du soir n'a pas gardé beaucoup de chaleur. Point de feu et pas le temps d'attendre, mangeons tout de même. Je ne suis pas au repos depuis dix minutes qu'on m'annonce un intendant militaire. Il s'est assis au bout du corridor sur un canapé qui fait face à l'escalier. J'arrive immédiatement et je le trouve déjà endormi. Ah ! sans doute il est comme moi qui croyais connaître la fatigue sans pouvoir m'en faire une faible idée et qui l'éprouve en ce moment jusqu'à complète insensibilité de mes membres inférieurs !

L'intendant me demande combien j'ai reçu de blessés de Champigny.

— « Trois cent cinquante. »

— « Mais vous avez encore cent lits à me donner ? »

— « Non Monsieur, cinquante au plus. »

— « Il me faut cent lits. J'ai au Pont-Royal trois bateaux-mouches remplis de blessés. A cause du froid, j'ai fait suspendre le débarquement, nous le reprendrons à six heures et les plus graves blessures seront pour vous. »

— « Soit. Dans la première partie de la journée j'ai reçu une soixantaine d'hommes qui peuvent trouver ailleurs des soins suffisants. Ils vont être évacués, envoyez. »

Me voilà reparti pour retrouver mes soixante-six premiers admis. Je leur fais aisément comprendre qu'ils doivent céder leurs lits à de plus frappés qu'eux. Ils s'étendent sur les canapés, se posent sur les fauteuils, quelques-uns me disent qu'ils s'y trouvent mieux que sur les matelas *trop bons pour qu'on y puisse dormir quand on en a perdu l'habitude*.

Voilà ce que j'ai fait au Grand Hôtel. Jour et nuit j'étais à mon poste et jamais je ne me suis épargné.

Pour ne pas exposer mes soldats aux maladies infectieuses qui font tant de victimes dans Paris, il m'est enjoint de ne recevoir que des blessés, je ne manque pas à ma consigne. J'ai aussi toujours sur moi la liste des lits disponibles dans les petites ambulances où l'on désire soigner des blessures légères. Pour nous donc, pas de maladies, mais les blessures graves et que d'horribles plaies passent sous mes yeux. S'ils étaient témoins de ce spectacle épouvantable, ceux qui crient après la mortalité de notre ambulance, ils seraient vite obligés de nous rendre mieux justice. Qu'ils le sachent, il m'est arrivé de trouver dans la même voiture un homme mort, un autre mourant sur son brancard avant d'être porté jusqu'au second étage et un troisième expirant dans mes bras au moment où j'essaie de le mettre dans un lit ! En cas pareil, on remplit son devoir sans se soucier de la critique et de ses mensonges.

Voici d'ailleurs un échantillon de la loyauté des attaques dirigées contre nous.

Au mois de janvier, un médecin de l'ambulance américaine vient un jour me trouver au Grand Hôtel ; il me donne son nom avec un accent qui ne me permet pas de l'entendre. Il désire connaître la proportion de nos succès et à quelles causes je les attribue. Je m'empresse de lui exposer sincèrement mes idées à cet égard, il est loin de les combattre, il me déclare même qu'il en est ainsi pour eux, qu'ils perdent beaucoup de blessés depuis que sur le champ de bataille, on installe dans leurs très bonnes voitures d'ambulance, sans leur en demander avis, des blessures des plus graves et des plus étendues. Il va jusqu'à me proposer de rédiger en commun un article de journal dans lequel nous allons rétablir la vérité, mais en faisant savoir que le Dr Mundy (au Corps législatif) ne traite que des plaies insignifiantes, puisqu'il continue à prétendre guérir tout le monde... N'ayant aucun goût pour la réclame je me récuse en l'autorisant à tirer parti, s'il le veut, de mes renseignements. Le surlendemain, je trouve avec stupéfaction dans, je ne sais plus

quel journal, un très long article d'après lequel la mortalité est de 80 % au Grand Hôtel, tandis qu'elle n'est que de 8 % à l'ambulance américaine... Voilà bien la statistique et ses austères vertus !...

Les calomnies ont cependant fait du chemin. Dans les premiers jours de février, je reçus la visite d'un médecin anglais qui était envoyé, me dit-il, par le collège de chirurgie de Londres, pour se livrer à une sorte d'enquête sur le traitement dans Paris, des plaies par armes de guerre. Je lui montrai tous les blessés de notre service, il fut extrêmement surpris de trouver une telle collection de graves blessures guéries ou en voie de guérison. Plusieurs fois, il me serra les mains en s'écriant : « Ce n'est pas ce qu'on m'avait dit, on avait trompé moi. » S'il a tenu la promesse qu'il me fit spontanément, notre ambulance a dû être justifiée par lui devant ses collègues de Londres.

Il n'est venu par exemple à personne l'idée d'accuser la société d'imposer volontairement des privations à ses blessés. Un reproche tout contraire eût été mieux justifié. Sans doute, le régime pour les soldats et les simples employés de mon genre, a été souvent détestable et insuffisant ; on pouvait avoir faim quand on se couchait tard ; mais en temps de siège, heureux qui choisit ses vivres et possède les faveurs de M. Jules Ferry.

Ce gracieux maire de Paris a joué le tour en effet à notre pauvre ambulance, de la priver quelquefois de rations pour nous punir d'avoir refusé d'admettre les varioleux et autres malades qu'il nous expédiait aisément à l'occasion. Alors la société faisait abattre et distribuer quelques-unes de ses vaches laitières dont je n'ai toutefois vu le lait que dans des bouteilles destinées à l'emporter au dehors. En réalité, le défectueux sous ce rapport est le résultat du marché conclu avec le Grand Hôtel et non du mauvais vouloir de notre administration. Celle-ci possédait encore de précieuses ressources à la fin du siège.

CHAPITRE II

L'AMBULANCE AU COURS-LA-REINE APRÈS L'ARMISTICE

Dès que l'armistice est signé, les côtelettes et le pain blanc reparaissent. Est-il possible que la vue de ces objets ait fait tant de plaisir ? Je ne peux en douter, j'en ai été témoin. D'autres cependant sont plus sensibles à l'avantage de pouvoir enfin prendre quelque repos, car si le dernier obus tombé à Saint-Denis a broyé la jambe d'un pauvre diable, père de sept enfants, et qu'il nous faut amputer au moment où la plupart ne rêvent qu'à retrouver une meilleure existence, nous devons espérer que de pareils faits ne se présenteront plus. Nos brancards vont devenir inutiles, ils ne se suivront plus sans interruption le long des escaliers, les pansements du soir seront moins longs, la nuit on pourra dormir.

Puis les nouvelles de province arrivent, on sait ce que sont devenus les absents, et l'on est ivre de joie en apprenant, contre toute apparence, que nos craintes ne se sont pas réalisées. Nous pourrions revoir ceux que nous croyions séparés de nous pour toujours ; nous exagérons nos dangers lorsque nous pensions ne jamais retourner vers les êtres les plus chers. Pour moi, ma famille est encore entière, mes amis existent, ma maison est debout, la guerre m'a épargné. Ah ! dès que les Prussiens ne garderont plus en maîtres ma ligne de chemin de fer, j'irai reprendre pour plusieurs mois ma vie calme et tranquille de la campagne. Au milieu des miens, j'oublierai les horreurs de la guerre, je ne verrai plus de plaies, je n'entendrai plus ni cris, ni gémissements, je resterai assis tant qu'il me plaira !

En attendant, le Dr Guyon, assez souffrant depuis quelque temps, s'empresse d'aller en Bretagne rejoindre sa femme et ses enfants, je reste donc chargé du service. •

Le Dr Péan s'absente aussi bientôt ; comme je suis toujours

la cheville ouvrière, on se borne à me faire savoir que ses blessés ne sont pas pansés et me voilà remplaçant un second chirurgien. Mais tout cela m'est facile et m'occupe à mon gré. Le nombre de nos malades diminue du reste assez promptement ; les hommes guéris demandent à retourner dans leurs foyers ; chaque semaine, quand MM. les Prussiens y consentent, des séries de convalescents sont envoyés dans leurs provinces.

Nos évacuations sont même trop lentes au gré des administrateurs du Grand Hôtel. Ils voient déjà la prospérité rentrer dans Paris ; ils rêvent aux nombreux étrangers curieux de le contempler sous son nouvel aspect, ils veulent se préparer à les recevoir. Il faut tout nettoyer, tout remettre à neuf, les ouvriers nous pressent, les peintres nous envahissent ; nous leur abandonnons le second étage et déjà l'on nous menace de nous poursuivre au 3^e et au 4^e que nous continuons à occuper.

Que va donc devenir l'ambulance ? rien ne semble décidé ; on parle d'un baraquement construit à grands frais (plus de quatre-vingt mille francs) aux Champs-Élysées. Mais s'il paraît un jour certain que les derniers blessés y seront installés bientôt, le lendemain on entend affirmer que l'Intendance militaire s'en empare pour en faire un casernement. Pas un médecin n'est dans le secret, aucun n'est désigné pour y diriger un service et, pour ma part, j'ai lieu de croire jusqu'au dernier moment qu'il ne m'en sera même pas parlé, je suis donc tout entier au projet de quitter Paris... J'y resterai cependant, j'y resterai même pendant toute la durée de la Commune, toujours absorbé par l'ambulance.

C'est en partie malgré moi que j'ai continué ainsi mes travaux réellement pénibles lorsque j'avais tant de bonnes raisons d'aller chercher à la campagne un tout autre milieu. Je ne sais même quel pressentiment m'éloignait d'abord de la pensée de rester après l'évacuation du Grand-Hôtel.

M. Chénu me fit connaître seulement la veille de notre départ du Grand-Hôtel qu'il comptait sur moi pour le service des baraques. J'alléguai mon extrême fatigue, le besoin de repos car j'étais visiblement exténué, considérablement amaigri et vieilli par le travail et l'insomnie.

Il insista, me dit que dans mon propre intérêt, il me priait de continuer quinze jours encore. J'y consentis, mais en me refusant à passer les nuits à l'ambulance. Le 2 mars, j'étais installé dans les baraques où, pendant un mois, j'eus la presque totalité de la besogne à moi seul.

Lorsque le 2 avril, la guerre civile éclata sérieusement, mes projets de départ revinrent avec force. C'est certainement M. Nélaton qui m'y fit renoncer dans un entretien que je rap-

porterai plus tard. Son fils, du reste, me servait d'aide, j'avais donc tout l'appui moral nécessaire.

D'un autre côté, M. Charles de Billy en partant pour Versailles m'avait promis de m'écrire, si ma présence au milieu des insurgés paraissait blâmable à mes amis. Je désirais ce conseil, il ne me vint pas. Bientôt je me trouvais arrêté par une autre considération qui avait forcément à mes yeux quelque valeur. J'avais en effet promptement pris quelque importance aux yeux de mes fédérés blessés. A tort ou à raison ils croyaient avoir besoin de moi. Tous les jours, ils étaient visités par bon nombre de leurs camarades qui ne manquaient pas toujours de me voir et pouvaient par conséquent me reconnaître à la gare. Leur intérêt étant en jeu, je ne devais pas compter sur leur appui, mon arrestation était plus probable.

Aussi, quoique muni d'un laissez-passer et d'un passeport payé fort cher, je remis chaque jour au lendemain, je finis même par penser à sauver mon mobilier. Je savais en effet que je serais recherché en cas d'absence, et nécessairement pillé. Voilà pourtant quelle mince considération a pu me retenir jusqu'au bout d'une crise pareille.

Pour la première fois, je comprenais 1793. J'avais lu de nombreux mémoires sur cette époque, je savais les faits les plus saillants exposés par les acteurs ou les témoins de cet horrible drame. Je n'avais pas compris. Je me demandais, en effet, comment il était possible qu'une population tout entière fut frappée de stupeur au point de laisser accomplir de tels forfaits. Eh bien, en cas pareil, il n'est pas question de stupeur. Tous ceux qui sont terrifiés se sauvent ou essaient d'approuver, ils y parviennent parce qu'ils y trouvent leur intérêt, l'intérêt de leur conservation tout au moins. Les poltrons, en outre, sont toujours pour le pouvoir, qu'il soit représenté par les gendarmes ou par les assassins. Les autres, hommes de cœur, au contraire, s'aguerrissent chaque jour, nient le danger, tournent en dérision les mesures et les menaces des bouffons despotes et s'adonnent avec rigueur à leurs occupations qui permettent d'oublier bien des choses et de tout braver. Chacun est en proie à une excitation presque fébrile, dont la vie ordinaire se ressent ; elle semble plus facile parce qu'on la mène avec plus d'énergie. On lit avec dégoût, mais sans crainte les affiches où s'étalent longuement les mesures stupides et les menaces des bandits au pouvoir ; on appelle charlatans les membres de la Commune qui promettent de s'ensevelir sous les ruines de Paris ; on se moque de leur sollicitude pour les garçons boulangers qui n'auront plus le droit de passer la nuit dans les sous-sols, parce qu'ils pourraient entendre les hommes que la

Commune se propose d'employer à miner les égouts ; l'on admet la pensée du danger que pour trouver le moyen de le braver, on oublie enfin les maux du présent pour ne songer qu'à l'avenir. Car, quelle singulière existence est la nôtre !

Pour nous le passé n'est plus, le présent compte à peine et l'avenir est tout sans doute parce qu'il ne nous appartient pas.

Ainsi, en pleine Commune, on se demande où l'on va, et jamais où l'on est arrivé, comme certains mourants se préoccupent de la manière dont ils passeront la journée du lende-



FIG. 4.

Le Palais de l'Industrie (construit de 1853 à 1855).

main. Voilà comment on peut en venir jusqu'à l'indifférence du présent et se rendre coupable d'inertie par mépris du danger. Puis, en cas pareil, le libre arbitre de l'homme est écrasé par les événements ; sa volonté est impuissante, l'imprévu domine tout.

Heureux celui dont l'organisation, la nature n'estime que le devoir. Lui aussi sera bon gré, mal gré emporté par les circonstances, mais du moins il suivra la bonne voie sans pouvoir en dévier, car je ne saurais assez l'affirmer dans ces grandes crises, l'homme n'est pas maître de lui.

Mais je suis loin de penser à tout cela, le 2 mars, en montant dans la voiture qui emporte nos blessés au Cours-la-Reine. Je crois bonnement n'avoir à y passer que quelques semaines, jusqu'au jour prochain où les hôpitaux militaires, moins encombrés, pourront reprendre tous leurs soldats.

Les baraques situées aux Champs-Élysées, derrière le Palais de l'Industrie (1), qui contribue à servir de clôture au jardin qui les entoure, sont au nombre de huit et destinées à contenir chacune vingt lits. L'une d'elles (salle Saint-Maurice) renferme

(1) Edifice construit en 1853-1855 à gauche de l'avenue des Champs-Élysées. Face à l'avenue Marigny. Anciennement connu sous le nom de Palais Napoléon. Inauguré en 1855 pour l'Exposition Universelle. Démoli en 1897-1900.

les huit ou dix blessés que le Dr Boinet a conservés au Grand-Hôtel et soignera ici jusqu'à la fin. Les autres n'ont d'autre chirurgien que moi pour quelque temps encore. Mon ami Hottot, chargé de mener à bonne fin les débris du service de M. Nélaton, est allé s'installer avec eux au Corps Législatif. Les soldats qui me restent proviennent des autres services, sont en traitement depuis plus ou moins de temps, et pour la plupart trop malades pour être évacués immédiatement.

Nous recevons en outre quelques hommes fatigués, qui n'ont pas trouvé moyen de rejoindre leur régiment. Bientôt deux officiers de chasseurs de Vincennes, blessés à Sedan et traités à Bruxelles, où l'un d'eux a été amputé de la jambe droite, viennent achever de guérir parmi nous, un lieutenant de gendarmerie, un lieutenant de la ligne, nous demandent aussi à passer le temps de leur convalescence dans nos salles.

Les officiers seront prochainement au nombre de cinq, lorsqu'un pauvre lieutenant de mobiles de Paris, amputé par les Prussiens après l'affaire du Bourget nous aura été rendu par l'ennemi. Ces hommes sont excellents, pleins de courage et de résignation, du commerce le plus agréable. On ouvre pour eux une salle dans laquelle ils nous trouvent tous enchantés de leur être utiles. Mais cette salle doit rester celle des officiers et dès lors recevoir bientôt les uniformes galonnés de la Commune. Le 22 mars, on y apporte un membre du Comité central, il est couché dans un lit à l'entrée, tandis que nos amis sont réunis à l'autre bout de la baraque. Pendant une quinzaine, ils n'ont comme nous aucun motif de prendre au sérieux le mouvement communard ; mais en avril la guerre civile devient acharnée, les blessés nous envahissent et dès l'arrivée du troisième insurgé sous leur toit, les vrais officiers se trouvent fort peu satisfaits d'être si rapprochés des hommes de la Commune. Heureusement, il a fallu huit jours de combat pour atteindre ce chiffre de trois officiers communaux confiés à mes soins ! M. L..., le lieutenant de gendarmerie, se croit même trop exposé pour passer encore la nuit dans un tel milieu. Il me demande à s'en aller dès le soir chez un de ses amis ; bien entendu, je n'ai rien à lui refuser, sans craindre avec lui, qu'il puisse être fusillé dans mes salles par quelque fanatique. Il revient me demander le lendemain des signatures pour régulariser sa position. Les autres tiennent bon quelques jours encore, et nous quittent enfin le 11 avril, emmenés par notre brave délégué M. B..., qui les installe au Cercle de la rue Royale.

Si j'étais égoïste, je regretterais leur départ, car les jours viennent où l'on serait trop heureux de posséder un tel entourage, pour s'y reconforter.

Dans mes salles Saint-Ferdinand et Sainte-Marie sont encore déposés des soldats que le 10 mars nos voitures vont chercher près de Ferrières. Ce sont quatorze blessés du 2 décembre soignés par les Prussiens, d'abord à Lagny, puis à Pont-Carré et dans une autre commune voisine.

Quatre ont été amputés de la jambe, deux de la cuisse ; ces derniers ont des moignons horriblement coniques. Une jambe a été coupée deux fois, une autre est amputée à la partie moyenne ! Ces malheureux sont abandonnés par les Prussiens depuis près de quinze jours et n'ont guère été vus que par des infirmiers inexpérimentés. Aussi toutes les plaies plus ou moins étendues sont-elles couvertes d'une couche de pourriture d'hôpital. Un petit soldat de Vannes est dans un état pitoyable ; c'est lui qui a subi deux amputations ; il souffre cruellement et toute la surface du moignon, à peu près cicatrisée il y a quinze jours, forme aujourd'hui une plaie grisâtre et fongueuse.

Ces six hommes sont les seuls survivants de 47 Français amputés par les Prussiens dans la même ambulance après le 2 décembre. Les succès de mes confrères ennemis n'auraient pas été plus merveilleux sur leurs compatriotes.

Quelques pansements au perchlorure de fer ont bientôt changé ces tristes plaies. L'état général devient promptement meilleur et mes pauvres blessés montrent une joie touchante de se voir soignés par de vrais Français, comme dit Larrien, un zouave de Carcassonne, toujours gai, content et quelque peu buveur, malgré la surdité incurable et la paralysie du côté gauche de la face. Il est guéri et pourtant une balle lui a traversé la partie profonde de l'oreille ; il est sorti, il sort encore des fragments d'os par le conduit auditif. La balle entrée au niveau de la pommette gauche a été extraite vers la partie moyenne de la nuque. Mon zouave dit alors qu'il a beaucoup souffert, mais sans pousser un cri. Ce n'est pas lui qui aurait voulu faire entendre un gémissement à un Prussien. Du reste, il s'est montré brave en face d'eux et un de ses camarades me raconte que Larrien, la première fois qu'il s'est levé dans son ambulance, s'est emparé d'un sabre d'officier français, laissé sur la cheminée, a dégainé, et menaçant les infirmiers prussiens, les a fait fuir. Pendant plusieurs heures, jusqu'au moment de la distribution des vivres, il leur a défendu de rentrer, ce qu'ils n'ont osé faire. Comme cela se passait dans les premiers jours de décembre et qu'il paraissait voué à une mort prochaine, il n'a pas été inquiété pour cette prouesse de zouave gascon.

Les soldats m'affirment à plusieurs reprises que le 3 décembre, à 5 heures du matin, tous les blessés allemands de la veille étaient déjà évacués sur Lagny, que toutes les pièces d'artillerie

prussienne étaient attelées en prévision de la retraite. Que les blessés français chantaient victoire, qu'ils voyaient déjà les leurs au milieu d'eux et l'ennemi parti ! Mais hélas ! eux et l'ennemi entendent bientôt sonner la retraite en France vers Champagne. Les pièces de canon sont dételées et les chirurgiens prussiens entrent dans l'ambulance pour y commencer leurs opérations.

Tous ces hommes nous intéressent vivement, nous avons en quelque sorte à les dédommager de tant d'infortune et plusieurs de nos dames se font un devoir de revenir les visiter et les secourir. Une grande modification a été en effet apportée dans la direction des salles ; les dames du monde ont été remplacées par des sœurs de Saint-Vincent de Paul. Ce changement n'était que trop justifié par les fatigues du siège ; il était urgent que nos dames de charité prennent du repos, elles ne pouvaient plus longtemps faire abstraction de leur famille et de leur propre intérêt. Mais celles qui n'ont pas quitté Paris reviennent souvent nous voir, à la vive satisfaction de nos pauvres clients, car les paquets de tabac, les bouteilles de vin généreux, les secours de tous genres leur sont largement distribués par elles.

M^{me} la comtesse de Flavigny continue seule son dévouement inépuisable ; elle s'est réservée la direction morale, les soins intellectuels et emploie chaque jour de longues heures à donner des leçons de lecture et d'écriture, à développer l'enseignement religieux de tous ceux qui peuvent prendre place à la grande table du milieu de la salle. Je voudrais en rendre témoin le sceptique sans cœur, qui fait profession de mépriser les bonnes œuvres. Ses railleries feraient bon effet, devant les cris de joie d'un amputé du bras droit, parvenant à tracer quelques lignes avec sa main gauche. Lorsque le maître est satisfait des efforts et des progrès de ses élèves, il les récompense et cela arrive souvent en leur faisant servir du café après le dîner, en versant lui-même la ration d'eau-de-vie et tous ces bons grands enfants promettent de mériter mieux encore le lendemain les bonnes grâces de M^{me} de Flavigny.

Le temps passe vite pour tout le monde avec de telles occupations.

La direction administrative n'est guère modifiée. Elle est toujours présidée par le Dr Chenu (1).

(1) Jean-Charles Chenu, né à Metz en 1808, ancien chirurgien général militaire. Avant d'être mis à la retraite, il était conservateur du Musée d'Histoire Naturelle au Val-de-Grâce, après l'avoir été de celui de M. Benjamin Delusert.

Connu pour ses ouvrages de Botanique, entre autres l'*Encyclopédie d'histoire naturelle* et quelques travaux sur les ambulances chirurgicales des Campagnes de Crimée (1854) et d'Italie en 1859. Mort le 11 novembre 1879.

CHAPITRE III

DÉPART DE M. ET M^{me} DE FLAVIGNY

Le 18 mars arrive en effet. Ce jour-là, en rentrant vers deux heures à l'ambulance, je questionne un maréchal des logis de gendarmerie qui revient de l'hôtel de ville. Il me raconte qu'il y a été insulté, appelé serviteur de Badinguet, etc., mais timide-ment et sans qu'on osât toucher à la bride de son cheval.

Au reste, nos affaires vont bien, dit-il, et les fameux canons de Montmartre seront amenés dans une heure sur la place de la Concorde !

La journée s'achève et dans notre quartier, rien ne semble changé profondément. On a peine à comprendre, on ne se rend pas compte, et la surprise, l'étonnement persistent seuls jusqu'au 22 mars, où l'affaire de la place Vendôme vient prouver à tous que la guerre civile est déclarée. On apporte dans mes salles trois hommes tombés sur cette place ; j'aurai beaucoup de choses à en dire dans le chapitre suivant. Il suffit de savoir que l'un d'eux est Maljournal, membre du comité central, lieutenant de Bergeret et comme tel, jouant assez le rôle de personnage véritable.

Encore ce fatal événement du 22 mars, ne change-t-il pas immédiatement les conditions de l'ambulance. Il faut plus de temps pour se convaincre de la vitalité de la Commune. Jusqu'au 2 avril, nous pouvons n'y voir qu'une folie incompréhensible, plus grotesque que durable ; l'inquiétude ne survient qu'avec le commencement des hostilités. Dès lors, les faits s'accumulent et les changements se succèdent dans les baraquements du Cours-la-Reine.

Ainsi le 6 avril, en déjeunant avec MM. B... et L... j'entends ce dernier raconter qu'il est allé à la préfecture de police, voir son ami Raoul Rigault et à l'hôtel de ville voir son ami Tridon. Ils lui ont délivré une carte d'entrée permanente, l'un pour la préfecture, l'autre pour l'hôtel de ville. Il nous les montre. « Ce n'est pas possible ! d'où les connaissez-vous ? »

« J'ai passé deux mois avec eux à Sainte-Pélagie, lorsque

j'ai été condamné à la prison, pour une brochure contre l'Intendance. Je fus bientôt choisi par la bande des prisonniers politiques pour être l'économe de la Compagnie. Je me chargeai de batailler avec le directeur de la prison pour avoir des vivres mieux préparés, des mets plus succulents, et mes camarades trouvèrent promptement qu'ils n'avaient jamais été si bien nourris. »

Aussi Rigault s'en est-il souvenu, il m'a reproché de venir trop tard, alors que toutes les bonnes places sont données, mais il m'en a proposé trois : l'Intendance de la Préfecture de police, la direction de l'Imprimerie Nationale (j'oublie la troisième).

« Et laquelle avez-vous choisie ? »

« Oh ! je n'ai pas accepté, *je ne crois pas à la durée de la Commune* ; j'ai prétexté que je ne devais pas abandonner mon poste à la Société de secours aux blessés, avant d'avoir réglé mes comptes. » (L... est notre agent comptable.)

Questionné sur le sort réservé aux otages, sur les conséquences de la nomination de Rigault à la place de Procureur général de la Commune, il nous dit que de nombreuses arrestations se feront encore, que les personnes haut placées, notoirement connues comme peu républicaines, seront sans doute arrêtées et mises en jugement pour être, comme les otages, condamnées à quelques mois de prison, de trois à six probablement.

Les services d'ambulance pourraient bien même ne pas servir de garantie.

Le déjeuner fini, je cherche M^{me} de Flavigny, je cours vers elle.

— « En grâce, Madame, partez, partez bien vite, et emmenez M. le Comte. »

— « Mon mari n'y consentirait pas, il veut rester pour remplir son devoir jusqu'au bout, le mien est de rester près de lui. »

— « Madame, je vous en supplie, je viens d'entendre des paroles qui me font peur ; je crains qu'il n'y ait un traître parmi nous et que vous ne soyez menacés. »

J'insiste, je prie, je supplie, je dis tout ce que je sais, tout ce que j'ai entendu, et M^{me} de Flavigny me promet d'insister près de son mari.

Ils quittent Paris, ils partent le samedi 8 avril. Il était temps, car au déjeuner, le lundi suivant, L... se réjouit de leur départ qu'il compte avoir déterminé par mon intermédiaire ; il sait que la veille leur ordre d'arrestation a été signé par M. Rigault. J'ai donc été bien inspiré par ces tristes temps, il est bon de comprendre.

CHAPITRE IV

ROUSSELLE. — DÉPART DES RELIGIEUSES

Après ces changements en quelque sorte intérieurs, j'ai encore à mentionner ceux que la Commune prétend nous imposer. L'argent et le matériel de la société ne manquent pas de lui faire envie ; elle cherche donc à l'exproprier.

Le 14 avril, sur la porte de la baraque n° 4, nous trouvons une affiche portant que les médecins et employés seront considérés comme démissionnaires et immédiatement remplacés s'ils ne se sont pas présentés avant deux heures, au bureau du Dr Rousselle (132, faubourg Saint-Martin, car il donne son adresse), délégué de la Commune près des Ambulances, et installé, paraît-il, depuis la veille au Palais de l'Industrie avec son Etat-major. Je ne vois là qu'une grossière insulte et je cours demander hautement aux officiers communaux, s'il leur est permis de nous injurier ainsi.

— « Bravo docteur, dit immédiatement Maljournal, organisez la ligue des chirurgiens, et je me charge de celle des blessés... »

Nous nous concertons bientôt, Reynaud, Vidal, Liégeois et moi. Bien entendu, personne ne songe à faire cette honteuse visite. Il est seulement décidé que nous nous réunirons le soir à quatre heures, sur la place de la Concorde, pour rentrer ensemble à l'ambulance, et nous retirer ensemble s'il y a lieu.

A midi, je revois Maljournal ; il a déjà reçu la visite de Rousselle, l'homme choisi pour faire main basse sur les richesses de la société. A son grand déplaisir, celui-ci a entendu tous les blessés de ma salle, déclarer qu'ils tenaient absolument à recevoir mes soins ; il a même été menacé par Maljournal d'une prompte destitution si j'avais jamais à me plaindre de lui. Tout d'abord mon délégué a protesté avec hauteur contre un tel manque de respect pour sa dignité et son titre, mais après une sortie de courte durée, il est revenu mieux renseigné et a promis de faire tous ses efforts pour obtenir l'approbation des citoyens officiers, glorieusement blessés pour la République !

Voilà pourquoi M. le comte de Beaufort, à la deuxième visite

qu'il fit à Rousselle, le trouva plus conciliant et c'est à cela que je dois de ne l'avoir jamais vu.

Pas une seule fois, il n'est entré dans mes salles pendant que je m'y trouvais, je ne l'ai jamais rencontré. Du reste, il s'est toujours plus occupé de faire ses affaires que d'embrouiller les nôtres ; il n'avait rien à démêler avec la chirurgie.

Lorsque nous revenons, Reynaud, Vidal, Liégeois, Lorne et moi à quatre heures, la porte d'entrée de l'ambulance n'est plus gardée comme le matin, par des hommes armés. Les plançons nous disent que rien n'est changé.

Mais la Commune ne s'est jamais occupée de notre chirurgie, et nous n'avons jamais été mêlés à ses discussions avec M. Chenu.

Tout cela ne laissait pas de rendre ma position pénible. Je me demandais souvent si j'étais approuvé au dehors de Paris, de rester dans un pareil milieu.

Je me demandais aussi si les dames qui faisaient partie de notre camp ne finissaient pas par être dupes de leur abnégation dévouée. J'aurai voulu au moins un encouragement honorable et réfléchi. Je finis par aller voir le Dr Simon, le médecin de la famille de Flavigny, je lui exposai la situation, je lui dis tout ce que j'avais sur le cœur. Il allait le dimanche 7 mai à Montgeron, voir M^{me} de Flavigny et M^{me} la marquise de la Grange, il m'engagea à l'accompagner. Je le promis avec bonheur, mais au moment de partir, je fus arrêté par l'obligation de faire une amputation dans la journée.

Je prie donc Simon de ne pas m'attendre, puis je lui fais prendre la plume, noter toutes mes craintes, toutes mes objections à un plus long séjour au Cours-la-Reine, et j'ajoute : « Mon ami, dites bien tout, expliquez tout et demandez à M^{me} de Flavigny s'il lui paraît encore permis à un honnête homme de continuer à essayer à faire le bien dans un tel milieu. »

En même temps, je lui remettais une lettre écrite par M^{me} de S... dans laquelle celle-ci demandait le même conseil pour elle et ses deux compagnes.

Deux jours après, Simon m'apportait une réponse en date du 8 mai, dans laquelle M^{me} de Flavigny me dit beaucoup de choses pour celles qu'elle appelle *mes trois dernières et seules amies, qui ont eu l'admirable dévouement de rester à notre pauvre ambulance au milieu d'une société que je ne veux pas qualifier* ; puis elle terminait sa lettre par cette phrase : « Pour vous, docteur, j'apprécie bien hautement votre admirable dévouement, je lui souhaite vivement toutes les récompenses au ciel et sur la terre. »

Je me trouvais dès lors plus à l'aise pour continuer à marcher droit devant moi, faisant le bien quand même, ne me laissant jamais écartier de ma voie, étant toujours et n'étant jamais

que chirurgien. Mais la fatigue extrême que j'entasse sur mes épaules depuis le 17 septembre, mais la préoccupation morale, l'ignorance absolue de ce qui se passe d'avantageux pour nous ont une triste influence sur mon caractère, je ne suis plus le même, un rien m'irrite et me fâche, une platitude me fait rugir. Je ne sais plus être indulgent. Dieu merci, je sais encore être utile. Je suis toujours à l'œuvre et je fais de mon mieux.

Mais où sont mes chers blessés du premier siège, mes pauvres soldats pour lesquels je me fatiguais, je me dévouais avec bonheur, pour lesquels je n'ai jamais reculé devant l'épuisement qu'amenaient chaque jour le travail continu, l'insomnie permanente et la privation d'aliments ? Où est le temps où j'arrachais le cataplasme qui recouvrait mon doigt, atteint d'un panaris largement incisé, pour panser un peu mieux quelques pauvres mobiles ? Oh ! alors, mes chers blessés m'intéressaient, c'est à eux que mon cœur sacrifiait avec enthousiasme quelques parcelles de ma vie. Aujourd'hui, les blessures seules m'intéressent, je n'ai plus le cœur d'un chirurgien. Si je suis encore considéré comme l'homme zélé, j'ai au moins cessé d'être le chirurgien résidant et mes pansements faits, je vais dormir chez moi sans crainte d'être appelé.

Une seule fois, j'ai eu quelque regret de ne pas passer la nuit à l'ambulance. Le jour, en effet, où Rousselle s'imposa comme le supérieur de notre Directeur *général*, nos sœurs de Saint-Vincent de Paul sont prévenues qu'elles auront à quitter l'ambulance dès le lendemain.

Cette brutale mesure est loin de les rassurer, elles n'osent s'enfermer dans leurs chambres et je les trouve bien tard dans la salle où sont encore mes soldats.

L'aumônier est avec elles, tous craignent de toucher à leur dernière heure et me prient de rester toute la nuit, sinon pour les défendre, au moins pour leur donner le courage de dormir dans leurs lits. Je les rassure de mon mieux, j'affirme qu'ils ne courent aucun danger, et m'en sens trop sérieusement convaincu pour ne pas rentrer chez moi comme d'habitude.

Le départ de ces religieuses s'effectue donc sans résistance d'aucun côté. Je ne vois pas comment M. Chenu pourrait protester hautement, lui qui d'après L..., son agent comptable, s'est déjà laissé mettre en curatelle, en acceptant du délégué de la Commune, des bons contre-signés à l'avance et qui, seuls, seront mis en usage désormais. Pour moi, je ne peux regretter vivement ce départ, car sans prévoir l'avenir, je redoute déjà, pour ces saintes femmes, la brutalité des insurgés.

Il est facile de voir, en effet, que beaucoup nous ont en grande méfiance. Ceux qui nous apportent des blessés affectent

de venir en armes ; ceux qui viennent visiter leurs camarades couchés dans nos salles nous montrent rarement quelque bonne grâce. Les femmes surtout paraissent inquiètes, fort peu rassurées sur le sort des hommes qu'elles nous laissent, j'ai même entendu l'une d'elles prononcer cette phrase entre ses dents : « les aristos ne prennent nos blessés que pour les achever ». A coup sûr, le représentant de la Commune ne fera rien pour diminuer ces soupçons malveillants, il a besoin, pour arriver à ses fins, de nous brouiller entièrement avec ses amis. C'est donc à nous seuls d'imposer le respect et les égards qui nous sont dus par la loyauté et la grandeur de nos services. Le rôle est difficile, la tâche est ingrate, je consens cependant à l'entreprendre pour ma part.

Voici du reste comment j'y fus encouragé par M. Nélaton.

Me voyant le 16 avril dans l'obligation de désarticuler l'épaule d'un commandant de Belleville, je crus devoir prendre conseil de notre excellent maître. Je le trouvai dans son lit, sérieusement malade ; il m'écouta cependant avec une grande bonté, et me recommanda de ne pas retarder l'opération qu'il jugeait indispensable.

« Mais, lui dis-je, je ne suis pas décidé à rester longtemps dans l'ambulance. Vous savez, monsieur, qu'il vient de nous arriver un délégué de la Commune ; je n'ai nullement le désir de faire effort pour vivre en bons termes avec lui. Au premier désagrément je me retire en Normandie. »

« Mon ami, je sais l'influence que vous avez prise sur Maljournal, continuez. Avec lui, vous pouvez rendre de grands services, sauver l'ambulance et son matériel considérable.

« J'en aurais peut-être la force et le courage, mais il n'y a pas que Rousselle qui puisse entraver ma bonne volonté, et si je parviens à faire ce que vous me recommandez, quelqu'un m'en voudra certainement.

« Qui ?

« Quelqu'un que vous connaissez mieux que moi encore. »

« Qui ? Chenu ? Qu'est-ce que ça vous fait ? »

« Cher Maître, je partage votre avis, mais j'ai tenu à vous en parler dès aujourd'hui pour pouvoir vous rappeler à l'occasion que je ne m'étais pas trompé. »

Au mois de décembre suivant, dînant avec M. Nélaton chez son gendre, M. Moreau, j'eus la joie de le voir se souvenir de cette conversation déjà ancienne. Voici les bonnes paroles qu'il ajouta : j'ose me permettre de les transcrire textuellement : « Mon cher B..., votre conduite pendant le siège vous a mérité l'estime de tout le monde ; votre rôle si difficile pendant la Commune a singulièrement augmenté cette estime, il n'y a que

l'affolement de Chenu qui puisse expliquer sa conduite envers vous. »

Pour faire comprendre complètement cette dernière phrase, j'aurais certainement beaucoup à dire et peut-être quelques révélations curieuses à faire. Mais il m'est pénible de perdre ainsi mon temps ; l'occasion se présentera de raconter plusieurs de ces faits et il n'est pas nécessaire de tirer parti de toutes mes notes sur un tel sujet. Arrivons plutôt à l'histoire des hommes de la Commune.

CHAPITRE V

LES HOMMES DE LA COMMUNE

Je me garderai bien de passer en revue tous les communaux traités à l'ambulance du Cours-la-Reine ; je ne me propose pas d'en dresser la liste, ni d'énumérer leurs blessures. Je n'écris pas un livre de chirurgie. Mon seul désir est d'écrire les faits les plus curieux venus à ma connaissance, sans m'obliger à les grouper avec méthode, ces souvenirs ne peuvent intéresser que par leur exactitude.

Le 22 mars, j'étais avec quelques amis, rue des Saints-Pères, au moment où la fusillade de la place Vendôme proclamait en quelque sorte le pouvoir du Comité central et de la Commune. Ce bruit, trop accoutumé, attira médiocrement notre attention. En revenant aux Champs-Élysées, le long de la Seine, je ne rencontrai ni nouvellistes de carrefour, ni groupes de curieux, quelques passants, seuls, prononçaient le nom de la place Vendôme. Il me faut donc arriver à l'ambulance pour savoir ce qui s'est passé. Là, j'apprends qu'une protestation pacifique a été tentée par un grand nombre de membres du parti de l'ordre, que les honnêtes gens se sont dirigés vers la place Vendôme, aux cris de vive la France, vive l'ordre, mais qu'ils ont été reçus à coups de fusil par des bataillons de Belleville. Chose étrange, ce fait paraît presque sans importance à ceux qui m'en parlent, personne n'en prévoit les suites funestes, et l'on se borne facilement à appliquer avec justesse aux vainqueurs de la journée, les épithètes injurieuses qui leur sont dues.

On nous a apporté trois blessés, ils sont placés dans mes salles, je me hâte d'aller les voir.

L'un est un coiffeur de Poitiers, qui, venu à Paris pour faire ses achats, sortait d'un restaurant de la rue Neuve-des-Petits-Champs pour aller prendre le chemin de fer, et retourner chez lui, au moment même où la fusillade faisait refluer en désordre, les membres de la manifestation. En les voyant arriver près de lui, il se rejette en arrière pour rentrer au restaurant. Il tient

déjà la porte, lorsqu'il tombe atteint par deux balles de revolver, l'une dans la jambe, l'autre dans la cuisse gauche. Il ne sait d'où sont venues ces balles ; est-ce d'une maison voisine ? est-ce quelqu'un des manifestants qui, affolé de peur, a joué du revolver sans le savoir ?

Il n'a rien de communal ce blessé-là, et pendant la durée de la Commune il ne se gênera jamais pour le dire.

La seconde victime de ce beau fait d'armes du 22 mars est déposée dans la même salle. C'est un peintre en bâtiments, de je ne sais plus quel bataillon, du quartier des Gobelins toutefois. Son apparence est chétive, misérable, sa figure est plus laide que féroce. Sa pâleur, sa maigreur, son mauvais air, le font bientôt désigner par nous sous le nom de « Vert-de-gris », je ne lui en ai jamais connu d'autres.

Son bataillon gardait aujourd'hui l'entrée de la place Vendôme, vers la rue Saint-Honoré, quoiqu'il n'y ait pas de manifestation de ce côté. Ces hommes sont sérieusement rangés en bataille et Vert-de-Gris est à genoux au premier rang. Il pourrait se croire en sûreté ; il n'a personne devant lui, mais un camarade trop ému, lui décharge son fusil dans les reins au moment où un autre bataillon tire sur les hommes de la rue de la Paix.

La plaie est située à la partie interne du carré lombaire gauche, les os paraissent intacts, mais comme il n'y a pas d'ouverture de sortie, la balle est probablement logée dans la fosse iliaque. J'en conclus que mon insurgé n'a que quelques jours à vivre. Sa mort ne fût pas cependant si prompte, et même le 7 avril, jour où je cédai la salle Saint-Joseph au Dr Liégeois, il n'était encore survenu aucun accident grave.

Comme il avait ainsi cessé de faire partie de mon service, je ne le revis guère qu'après la rentrée de l'armée à Paris. Le 24 mai, en pénétrant dans la travée des stalles d'écurie du Palais de l'Industrie, je le retrouvai, mais il était changé au point de me faire croire qu'il est mort peu de jours après. C'est alors que j'appris à le connaître, voici comment :

M^{me} D... accourut vers moi pendant que je lui parlais, et me tirant à l'écart, me confia la singulière histoire que voici. Je ne l'aurais jamais soupçonnée, cet homme tout à l'heure, la supplia de sauver la vie de sa femme qui allait être certainement fusillée, disait-il, parce qu'étant désigné pour brûler son quartier, il avait caché chez lui des substances incendiaires. En même temps, M^{me} D... me montrait une lettre que Vert-de-Gris écrivait à sa femme et dont j'ai la vive satisfaction d'avoir fait prendre une copie, que je reproduis exactement avec son orthographe et sa ponctuation obligatoires et laïques :

24 mai,

« Je suis toujours bien mal, ma blessure coule plus fort, j'ai les fièvres matin et soir, ne viens pas, Mélanie te dira ce que je lui ai chargé pour toi.

Comme Madame est bien attachée à moi, qu'elle veut bien m'écouter, je y ai dit que je t'écris et elle va t'envoyer ma lettre, je n'ai de croyances qu'en elle, tu vas retirer du livre de chansons, à la page où qu'est le chant de la cramp, le moyen que nous avions pour allumer l'incendie, il y a la manière pour les bombonnes pétrole, il y faut ôter où elles sont rangées, ça se trouve à la page de Victor Hugo, tu ôteras l'image que tu sais, il y a aussi chez Lambert 10 bombonnes pour les maisons, tu verras l'adresse, ôte tout ça, ôte mon pistolet, mes fusils, Madame sait que je voulais pas faire de mal, j'ai peur pour toi sans interruption. »

Paris était alors livré aux flammes ! Ces incendies étaient donc préparés depuis longtemps, puisque cet homme ne nous a pas quitté depuis le 22 mars.

Ainsi, dès le 22 mars, les substances inflammables sont prêtes, les incendiaires sont choisis, leurs postes sont assignés !

Mais quelles sont ces substances, ces moyens que l'on cache dans un livre de chansons, à *la page de Victor Hugo*. Il faut que la société se défende, tous nous lui devons notre concours ; puisque cet homme est mourant, ne devons-nous pas divulguer son secret ?... D'un autre côté, c'est peut-être dénoncer sa femme, c'est peut-être la faire fusiller, car je sais aussi bien que personne, on le verra plus loin, que les soldats ne sont pas tendres. Est-elle coupable elle-même, est-elle innocente ? Je ne sais plus que décider. Pour la première fois depuis le commencement de la guerre, je ne vois plus ma voie toute tracée.

Nous nous réunissons bientôt.

M^{me} de S..., M^{me} de H..., le Dr S..., M. Eugène D... et moi. Je demande conseil à tous, nous cherchons ensemble par quel moyen, nous pourrions arriver à donner aux troupes des renseignements qui puissent leur servir, sans exposer la vie du misérable qui a mis sa confiance en nous. Voici le parti auquel nous nous arrêtons. M. Eugène D... en sa qualité de délégué de la Société de secours, va se rendre à l'adresse indiquée avec une voiture d'ambulance, et muni de la lettre que je lui confie, il obtiendra de la femme de Vert-de-Gris les objets désignés, puis il les remettra plus loin aux agents de l'autorité.

M. D... qui ne fait pas mention de cet épisode dans ses souvenirs imprimés, nous donne sa parole d'honneur qu'il

prendra toutes les précautions nécessaires pour que la femme ne soit pas inquiétée.

Deux heures plus tard, je le retrouve dans le jardin de l'ambulance.

— « Déjà revenu, lui dis-je, contez-moi vite ce qui s'est passé. »

— « Oh ! je n'y suis pas allé, l'on se bat toujours du côté du boulevard de l'Hôpital, une voiture n'y peut passer, et l'on n'entreprend pas pareille aventure.

— « Et la lettre ? qu'est-elle devenue ?... »

— « La lettre ? je l'ai remise à Chenu et il l'a envoyée au général Valentin. »

M. Chenu, mal renseigné, n'a-t-il pas compris l'importance de cette lettre ! N'a-t-il pas pris la peine de l'indiquer au général ? Je ne puis le dire, mais si on l'avait lue devant certain conseil de guerre, qui aurait eu l'effronterie de nier la préméditation des incendies ?

CHAPITRE VI

MALJOURNAL. — VISITES D'ASSI ET DE BERGERET DÉMARCHE A L'HOTEL DE VILLE

Maljournal est mon troisième blessé du 22 mars. J'en ai déjà parlé dans ces notes, j'aurai l'occasion d'en parler encore.

Pendant la Commune il nous a été très utile, il s'est toujours empressé de se mettre en avant pour nous aider à faire le bien.

C'est un homme de vingt-huit ans, aux formes vigoureuses, communes, comme on en voit partout ; sa voix est forte, peut se faire entendre dans une réunion bruyante, mais son langage manque de distinction et les liaisons dangereuses et prohibées lui sont familières en conversation. D'intelligence et d'instruction médiocres, il semble avoir forcé sa nature en essayant de jouer un rôle. Il est content de lui, se croit important et capable, mais sans forfanterie, sans parler de lui outre mesure. Il est officier d'état-major, satisfait de son titre et de son uniforme, ami intime et principal officier du *général* Bergeret ; comme lui, membre du comité central, il transmet les ordres et commande tout à la fois. Plus occupé de ses fonctions militaires que de politique, il manquait souvent, dit-il, aux réunions du comité central ; il me semble qu'il aurait manqué plus difficilement aux réunions militaires.

En sa qualité de relieur, il a lu quelques livres, sans doute confiés à ses soins manuels ; il paraît connaître quelques faits empruntés à l'histoire des républiques de Rome et d'Athènes. Tout cela ne lui a pas appris l'orthographe et ne peut justifier la moindre prétention au savoir.

Il ne montre aucune aversion pour les sentiments religieux, reçoit l'aumônier et cause volontiers avec lui. M^{me} de Flavigny n'hésite pas à se mettre à genoux près de son lit : elle lui dit en se relevant qu'elle vient de prier pour le salut de son âme et que cela ne peut lui déplaire.

— « Loin de là, Madame, vous m'avez fait souvenir des prières

récitées par ma mère auprès de mon berceau. » Chaque jour elle lui parle de Dieu, elle lui offre même bientôt son recueil de prières. Maljournal me le montre avec satisfaction, mais en ajoutant : « la reliure vaut six francs ». Sa blessure me surprend, c'est pour moi le premier cas de ce genre, car c'est la mort que d'habitude les soldats reçoivent à bout portant.

La jambe droite est traversée d'avant en arrière par une balle de chassepot, qui a percé également de deux trous la partie flottante en avant de la jambe gauche du pantalon, sans atteindre le membre de ce côté.

Au moment de la blessure, les deux pieds n'étaient donc pas placés l'un à côté de l'autre, ni posés tous deux sur le sol. En outre, la plaie de sortie, produite par la balle, est tout à fait étrange ; la peau et les muscles sont déchirés, rejetés en dehors dans une étendue verticale de 14 centimètres et de plus de 10 transversalement. Pour éclater ainsi, il fallait que les muscles fussent vigoureusement contractés, exécutassent un véritable effort, au moment où ils ont été atteints.

Maljournal m'a toujours dit qu'il avait été frappé pendant qu'il courait en avant pour faire cesser le feu, il avait le bras tendu et le képi au bout du sabre. Il n'a jamais varié sur ce point. Il n'en a plus été de même lorsqu'il a voulu désigner l'auteur de sa blessure. Tantôt il prétend que des hommes en blouse, armés de chassepots, sont sortis d'une maison voisine de la rue de la Paix, et ont tiré sur lui et sur les siens ; tantôt il accuse un capitaine de la garde mobile, son ennemi depuis longtemps, qui serait venu tout en armes, prendre part à la manifestation.

Pour moi, c'est un des siens qui l'a frappé, c'est un des siens qui s'apprêtait à tirer encore, qui ajustait déjà et a détourné son arme, en lâchant maladroitement la détente, lorsque les cris de Maljournal sont arrivés jusqu'à lui.

Cette grave blessure, qui ne sera pas complètement fermée dans vingt mois, car il surviendra plus tard de la nécrose dans une longue portion du tibia, cette blessure, dis-je, semble pendant quelque temps marcher avec régularité vers une guérison prochaine.

L'état général est excellent, et bientôt mon insurgé ne sait comment me manifester sa satisfaction et sa reconnaissance.

Il est très patient, plein de confiance et d'illusions. Ne demande-t-il pas un jour s'il pourra remonter à cheval, reprendre son service dans trois mois, dans six mois, un an du moins ! Mais il attendra que sa guérison soit complète, car ajoute-t-il, je les connais à l'état-major, une fois revenu avec eux, ils me chargeront de tout le service ! Cet état-major semble

du reste le traiter avec beaucoup d'égards et d'affections, tous les jours et plusieurs fois, on vient prendre de ses nouvelles, lui en donner, on voudrait même avoir de moi un bulletin quotidien de sa santé, mais il s'y oppose et déclare de ne pas vouloir me causer cet ennui. J'apprends bientôt indirectement que ses amis ont désiré l'emmener à l'hôtel de la place Vendôme, qu'il s'y est refusé en déclarant vouloir absolument être soigné par moi.

— « Qu'à cela ne tienne, ton chirurgien viendra te panser à l'état-major. »

On le voit, ces hommes ne doutent plus de rien ; mais ils ne parviennent pas à l'entraîner.

Je suis loin de connaître ses opinions et ses hauts faits. Ma position au milieu des communaux n'était possible qu'à la condition de ne jamais parler politique, de ne jamais connaître leurs projets, ni leurs espérances, de n'avoir jamais à discuter leurs rêveries. Mes salles de blessés sont un terrain neutre où l'humanité seule a des droits. Je ne leur parle que de leurs plaies, je ne m'informe que de leur santé.

Je dois leur rendre cette justice qu'aucun d'entre eux n'a manqué de respecter en moi la position pénible de l'homme qui, malgré ses opinions et ses intérêts, cherche vaillamment à remplir un devoir, sans faiblesse, ni lâcheté. Jamais dans la salle des simples gardes nationaux, un seul ne m'a parlé sans être interrogé, jamais dans la salle des officiers, un seul n'a dit près de moi les bonnes nouvelles qu'il venait de recevoir (ils en recevaient toujours !). Sans que je l'ai demandé, ils m'ont toujours montré cette déférence, et je suis fier, je l'avoue, d'avoir imposé ce respect, sans être obligé de le chercher. Je suis fier également de les avoir entendu dire hautement entre eux :

— « que si tous les hommes me ressemblaient, il n'y aurait plus de guerre civile possible ».

Les nouveaux arrivants seuls parlent volontiers au premier moment, souvent pour se plaindre d'avoir été abandonnés par leurs soldats ou leurs chefs, quelquefois pour raconter quelque prouesse. Mais un des anciens blessés les arrête immédiatement d'une manière convenable, et le silence continue pendant la durée de ce premier pansement. Hélas ! bien entendu le nouveau venu m'appelle citoyen ; dans les premiers temps, je repousse cette qualification avec colère ; bientôt je me borne à dire : « Vous m'appellez citoyen, passe pour aujourd'hui, demain vous m'appellerez docteur, ou vous ne me donnerez aucun titre ».

A ces mots, quelques-uns se taisent, le plus grand nombre s'empresse de me répondre :

« Oh ! tout de suite, Monsieur le Docteur. »

Maljournal, lui, ne m'a jamais appelé citoyen, et comme je l'attendais à ce mot, j'ai parfaitement remarqué que pendant les trois premiers jours, il ne m'a donné ni titre, ni qualification. Ensuite, il m'a toujours appelé monsieur, ce qu'il faisait du reste habituellement pour tout le monde.

Je ne lui ai donc jamais demandé quel était son but, quelles étaient ses opinions ; je suis convaincu qu'il aurait été incapable de me les exposer. Comme tant d'autres, il courait après la satisfaction de ses désirs, de ses besoins et croyait béatement voir tous ses vœux accomplis comme conséquence de l'insurrection victorieuse. Il ne m'a jamais paru avoir la moindre aptitude pour l'administration, pour les fonctions civiles. Tous ses goûts le portaient, je crois, vers la carrière ou plutôt vers l'action militaire.

Je jurerais que l'idée d'être un officier renommé parmi les siens, lui faisait battre le cœur. Il ne doit faire de politique que pour atteindre ce but, il tient à la Commune surtout parce qu'elle l'y conduit et aussi parce que son milieu l'y pousse. Je ne citerais pas, en effet, la modération politique de son père comme d'un bon exemple, et s'il me fallait entreprendre d'atténuer son crime, j'invoquerais avec justice la funeste influence de l'hérédité maternelle, il y a de la folie de ce côté.

Le jour de son premier, de son unique succès, Maljournal a dû se croire au comble de ses vœux ; c'est lui qui a enlevé la place Vendôme le 18 mars. Voici ce qu'il m'en a raconté ; c'est la seule histoire que je lui ai demandé et cela avant que la Commune me parût définitivement établie.

Le 18 mars, Bergeret et lui entreprirent de tenter ce coup de main. Ils partent de Montmartre avec quatre mille hommes, enhardis par l'affaire des canons. Bergeret s'avance avec quinze cents hommes par les boulevards et la rue de la Paix. Maljournal fait un détour avec les autres et arrive par la rue Saint-Honoré. Au moment où il envahit la place, Bergeret est en train de parlementer avec les généraux Vinoy et d'Aurelle de Paladines.

— « Ce n'est pas tout cela, dit Maljournal, avec une insolente audace, vous avez dix minutes pour vous rendre. »

Les généraux se voyant cernés promettent qu'ils feront connaître leur réponse dans dix minutes et ils rentrent dans l'hôtel de l'Etat-Major de la garde nationale. Les dix minutes se passent et mes factieux ne voyant rien paraître ne laissent pas de craindre quelque fâcheuse surprise. Maljournal se décide à payer d'audace et entre à l'Etat-Major. Il revient à l'instant tout ébahi ! les généraux se sont retirés par la rue du Marché, Saint-Honoré !

— « Ah ! si j'avais connu, dit-il, cette porte de derrière, je les aurais fait arrêter ; c'est à n'y rien comprendre, nous devions être écrasés cent fois, les généraux commandaient dix mille soldats ; nous n'avions que quatre mille hommes et si vous saviez quels hommes ! Docteur, si vous en rencontrez quelques-uns, je vous en supplie, évitez-les avec grand soin. Ils sont capables de vous faire un mauvais parti parce que vous avez une tournure qu'ils n'ont pas, parce que vous avez un paletot qu'ils n'ont pas, une chaîne de montre, de l'intelligence, que sais-je ? et qu'ils n'en ont pas. Il ne suffit pas de changer les institutions, ce sont les hommes qu'il faudrait changer (ces paroles sont textuelles, je les notai immédiatement). Je suis bien de cet avis et je déplore vivement que de pareils hommes aient pu rendre Maljournal maître de la place Vendôme. Il s'installe dans les appartements du général d'Aurelle (1), trouve sur son bureau tous ses papiers étalés et ouverts. Lettres de famille, dépêches télégraphiques, notes et documents sur la campagne d'Orléans, tout est là. Il m'affirme qu'il a consacré la soirée du 18 mars à brûler ces papiers, dans la crainte qu'ils tombassent après lui dans des mains capables d'en abuser. Il prétend avoir la satisfaction d'avoir anéanti ceux qui étaient de nature à compromettre le général, car il n'y peut rien comprendre, mais il a eu entre les mains la preuve que Paladines commandait cent-soixante mille hommes lorsqu'il s'est laissé battre par un ennemi bien moins nombreux.

Il trouve encore les notes les plus complètes, les rapports les plus exacts sur tout ce qui s'est fait et dit dans les réunions du Comité central. Le Gouvernement était renseigné à merveille par un des leurs qu'ils cherchent à connaître sans y parvenir.

En tout cas, voilà des renseignements qui n'ont pas servi à grand chose.

Le récit de Maljournal ne fait comprendre l'espèce de prestige qu'il exerce sur les communaux. Dans les premiers temps en effet, il reçoit constamment des visites, il est toujours entouré par des fédérés de toutes figures et de tous uniformes. Ils semblent le consulter, tenir à ses amis et il passe pour être au courant de tout ce qui se fait. Comme il est discret et que mon parti pris est de ne pas le questionner, je ne reçois pas ses confidences.

Dès le milieu d'avril, je crois remarquer qu'il est moins recherché. Sans doute, l'impossibilité où le met sa blessure,

(1) J'ai appris récemment (avril 1872) qu'il se hâta de faire venir sa femme de Belléville ; elle prit avec lui possession de l'hôtel, l'habita deux jours, et neuf mois après mit au monde son troisième enfant.

d'être utile aux hommes de son parti, lui fait perdre de l'importance, à mesure que d'autres reçoivent ou prennent de nouveaux galons. Cependant il conserve de l'influence jusqu'à la fin, peut-être parce qu'il a disparu trop tôt de l'arène pour essayer quelque honteux revers, comme ses collègues du Comité central.

Lorsque j'arrive à son lit pour le panser, tous ses visiteurs se retirent, bien entendu. Une seule fois, vers le 15 avril, il me pria de différer un peu son pansement pour lui permettre de s'entretenir avec un gros officier fédéré, assis près de son lit. A mon retour, il me fait des excuses et me dit que son ami n'avait pu interrompre le récit important qu'il lui faisait parce qu'il était pressé de retourner au Ministère, près du général Cluseret.

Au nom de Cluseret, je me hâte de dire : « Celui dont vous allez prochainement faire un dictateur. »

— « N'en croyez rien, répond-il, et la preuve c'est que l'officier que vous venez de voir avec moi porte toujours un revolver chargé pour casser la tête de Cluseret au premier mouvement qu'il fera pour s'emparer du pouvoir ou pour trahir la Commune. Ils sont quatre chargés de cette même mission ! »

Bravo ! voilà qui permet de compter sur leur discipline.

Bon nombre des membres de la Commune et du Comité central viennent fréquemment voir Maljournal, mais j'en ai peu rencontrés car leur visite ne se faisait pas à l'heure de mes pansements. Je ne relaterai ici que celle de Lavalette et d'Assi et seulement en ce qui me concerne.

Le premier jour où la fameuse batterie du Trocadéro ouvrit son feu ridicule contre le Mont-Valérien, le vacarme que nous entendions si près nous donna l'idée d'aller en demander la cause à quelqu'un des officiers blessés. Maljournal seul, était dans la salle, tous les autres avaient été portés dans le jardin. Nous trouvons près de lui un grand diable assez maigre, à l'air décidé, parlant haut, portant l'uniforme d'officier supérieur et la décoration de membre du Comité central.

Il se hâte de répondre : — « N'ayez pas peur, c'est le canon de la République ! »

Lavalette, lui dit Maljournal, voici le docteur dont je te parlais. Il faut absolument que la Commune fasse quelque chose pour lui, arrange cela.

Citoyen, me dit alors l'autre de sa voix vibrante, qu'est-ce que la Commune peut faire pour vous ?

Hein ! pour moi, rien, je ne veux rien de vous. Mais pour nous, vous êtes un ami. Ah ! ami de mes blessés, mais pas de la Commune ! Et je me retire tout troublé ; je vais m'asseoir sur la table au milieu de la salle, ces dames viennent me serrer

affectueusement les mains, frappées qu'elles sont de la pâleur subite de mon visage.

Le lendemain, un frère d'Okolowicz me disait : « Nous savons que vous ne voulez rien accepter de la Commune, mais il faut qu'elle trouve moyen de faire pour vous quelque chose que vous ne puissiez pas refuser. »

Dieu merci, elle n'a pas eu le temps d'y songer !

La visite d'Assi était plus cérémonieuse, plus officielle, c'était une sorte d'inspection de général en chef. Elle avait lieu quelques jours après sa sortie de prison ; après sa réconciliation avec la Commune. Il venait d'être nommé colonel en chef de l'artillerie. Il était accompagné par quatre membres de la Commune qui restaient en arrière et portaient tous comme lui sur leur uniforme l'écharpe rouge en sautoir, et sur la poitrine le ruban rouge soutenant un triangle d'argent. C'est peut-être au nom de l'égalité qu'ils cherchent aussi ridiculement à copier les insignes de la Légion d'honneur !

Ils entrent dans ma salle Saint-Ferdinand, à l'heure de ma visite du soir ; j'étais alors occupé à panser un fédéré, dont l'épaule gauche a été entamée par un éclat d'obus. Assi qui a dit quelques mots à chacun des blessés précédents, arrive bientôt près de nous. Il me fait un très mince salut militaire et reconnaissant l'uniforme accroché à la tête du lit, s'adresse ainsi à mon blessé : — « Vous êtes artilleur, mon ami, de quelle batterie ? » — « — « Dixième batterie mon Commandant. » — « Bien, vous me connaissez n'est-ce pas ? Quelle est votre profession ? » « Ajusteur-mécanicien. » — « Mais moi aussi, je suis ajusteur-mécanicien, c'est à merveille. Eh bien ! mon ami, je viens ici pour être utile à tous nos chers blessés et recueillir toutes les plaintes qu'ils peuvent avoir à adresser. Quelles que soient les personnes présentes ne me cachez rien, dites-moi sans crainte tout ce dont vous avez à vous plaindre. » — Mon homme se borne à mouvoir plusieurs fois la tête, les yeux fixés au plafond, pour y chercher quelque idée.

— « Je vous le répète, la présence du docteur ne doit pas vous intimider, quel reproche avez-vous à faire ? » — Ah ! ben, nous sommes de f... bêtes, d'aller nous faire tuer à la batterie où on ne voit jamais les chefs » (se souvenir qu'Assi est colonel en chef de l'artillerie). — « Ah ! mon ami, jusqu'ici c'était peut-être vrai, il y a des hommes qui ont brigué l'épaulette, sans être dignes de la porter, mais il n'en sera plus ainsi, désormais chaque officier donnera l'exemple. Mais ce n'est pas de cela que je veux vous parler, qu'avez-vous à reprocher au docteur. »

— « Le docteur, c'est différent, on le voit lui ». Assi est déjà loin et moi je ris de bon cœur.

Je continue mes pansements, je fais comme si rien d'insolite ne se passait dans ma salle, et l'inspection s'achève sans que personne m'adresse la parole.

Assi, toujours suivi à distance respectueuse par son escorte bariolée de rouge, parle à chaque insurgé, mais ne dit pas un mot aux soldats du premier siège qui sont encore avec moi.

Je le retrouve plus tard dans ma salle des officiers ; il sait qui je suis cette fois ; il a vu Maljournal.

Il vient à moi très poliment, me remercie en bons termes des soins que je donne aux blessés. Je dois le reconnaître, il ne m'a pas prêté à rire, comme je m'y attendais. J'ai été surpris de sa tenue, de sa facilité d'élocution et de son air d'intelligence.

Le Dr Bistouri (pour appeler comme mes blessés certain étudiant de 1^{re} armée, décoré plus tard comme docteur, ami de M. Chenu) vient bientôt me déclarer que décidément je deviens un homme célèbre, qu'Assi a dit beaucoup de bien de moi, et a raconté qu'on avait la veille, fait mon éloge à la Commune.

Malédiction ! M. Chenu de son côté est enchanté, il a pris grand soin d'accompagner Assi et de s'entretenir avec lui. — « Nous pouvons donc continuer sans crainte (me dit-il), notre œuvre d'humanité car on a très bien *parlé de moi* (Chenu) hier à la Commune. Plaise à Dieu qu'il n'y ait été question que de lui.

Bergeret et plusieurs autres dont je ne sais pas les noms sont également venus plusieurs fois visiter Maljournal. Mais je ne les ai pas vus et je n'en sais rien qui vaille. Je me souviens seulement d'avoir vu M^{me} de H... rire aux larmes, en racontant avec quelle prétention à l'élégance et aux belles manières Bergeret avait affecté d'appeler M^{me} de S... citoyenne vicomtesse.

Ces relations suivies empêchaient Maljournal d'être promptement oublié ; malgré son inaction forcée et lui permettaient de nous rendre des services réels. Je le déclare hautement, je l'ai toujours trouvé prêt à m'obliger ; beaucoup d'autres MM. Chenu, Benedetti, Viallet, etc., en pourraient dire autant. Non pas qu'il le fit d'une manière banale et parce qu'il ne savait pas refuser, mais bien par reconnaissance et peut-être aussi par droiture.

Voici dans quels cas j'ai fait appel à son obligeance ; heureusement, je n'ai jamais eu rien à demander pour mon propre compte :

Le 7 avril, M. Chenu, en allant à la Préfecture de police, réclamer son fils arrêté depuis quelques heures, trouva moyen d'exciter la férocity du monstre qui s'appelait Raoul Rigault et se fit arrêter lui-même. Dès qu'on le sût à l'ambulance, son secrétaire M. Viallet courut vers Maljournal et muni de lettres

adressées par lui à ses amis de l'Etat-Major et de la Préfecture, il arrivait dès le soir même, en même temps que Verdière, à obtenir la mise en liberté de M. Chenu et de son fils.

Je crois bien que Landeau s'en mêla également car il me disait deux jours plus tard que Raoul Rigault avait répondu : « Le père Chenu, c'est un vieux réac, mais puisqu'il vous le faut, prenez-le. »

Pour moi, je me bornai à déclarer séchement à Maljournal que si M. Chenu n'était pas mis en liberté, je le pansai pour la dernière fois.

« Docteur, me répond-il, s'il en était ainsi, je vous demanderais la permission de me faire porter sur un brancard à Belleville ! là, je réunirais mon bataillon et j'irais délivrer M. Chenu. »

Voilà toutes les voitures roulantes qui ont été demandées, voilà toutes les émotions manifestées par les blessés. Cette version diffère de celle qu'on peut lire à la page 431 du bulletin n° 10 de la Société de secours aux blessés, mais j'affirme la mienne et avec tous ceux qui étaient à l'ambulance, je nie celle du directeur général.

Le lendemain, tout le monde savait parmi nous que M. Chenu n'avait pas trop strictement employé son temps dans sa cellule n° 20 ou 21, en tout cas à côté de celle de ce pauvre M. Deguerry. On le trouva profondément endormi après avoir bu bel et bien une bouteille de bon vin de Bordeaux.

Quelques jours plus tard, j'eus encore l'occasion de réclamer de Maljournal une mise en liberté. M. Charles Nélaton qui, alors, voulait bien me servir d'aide, m'apprit qu'on était venu dans sa maison, arrêter M. Pierrard, directeur des Chemins de fer de l'Ouest, sous le fallacieux prétexte de lui demander des renseignements sur la marche des trains de Versailles. *Mademoiselle* Hocquigny notre lingère en chef, dont j'aurais beaucoup à dire, ne fut-ce que pour énumérer ses habiletés, ses vertus, ses succès et ses récompenses, M^{lle} Hocquigny était déjà venue réclamer l'intervention de Maljournal. Lorsque nous nous mîmes en devoir de le panser, il fut le premier à nous parler de son refus de rendre service à la jolie et très intelligente dame *qui lui paraît fièrement intrigante*. Tant pis, lui dis-je, je suis désolé que vous vous soyez prononcé, je me proposais de vous adresser la même requête, ce serait me rendre un service personnel. — « Pour vous, docteur, c'est tout différent. Si l'arrestation de M. Pierrard est maintenue par impossible, faite-le moi savoir dans deux heures, mon frère sera alors près de moi et je l'enverrai à l'Etat-Major faire toutes les démarches nécessaires. »

M. Pierrard fut promptement relâché ; l'officier devant lequel il comparut, prit au sérieux le prétexte de l'arrestation et se

borna à réclamer les renseignements prescrits. Mais ce n'était pas l'affaire de la Commune ; de nouveaux ordres d'arrestation furent lancés et l'on faisait une perquisition chez le directeur de l'Ouest au moment où un de ses domestiques l'aperçut dans l'avenue d'Antin, se dirigeant vers sa demeure.

Il fut prévenu à temps et prit la direction de Versailles, ce qui était plus sûr.

J'ai déjà dit quelle part Maljournal avait eue dans notre lutte contre le mauvais vouloir et la rapacité du triste D^r Rousselle nommé par Cluseret, directeur des Ambulances. Je sais bien que Rousselle trouva un autre obstacle à ses projets. L'argent de la société n'était pas à Paris ; pour en obtenir chez son banquier il fallait la signature de M. de Flavigny et M. de Flavigny était à Versailles. Rousselle était donc réduit à employer la ruse, à gagner du temps, lui qui disait à Landeau que *la Commune ne pourrait pas tenir plus de deux mois, mais que cela lui était égal parce qu'il aurait toujours le temps de faire son affaire.*

D'où l'institution par lui de quêtes et concerts pour les blessés, d'où certains marchés avec M. de Rothschild, dont l'hôtel sera, moyennant six mille francs, déclaré maison d'ambulance, d'où la consommation, pour prendre patience de dix-sept cents francs de vin en quinze jours aux dépens de la société bien entendu.

Mais comme notre matériel était très considérable et pouvait parfaitement faire l'affaire du citoyen Rousselle, il est évident pour moi que, sans Maljournal, le délégué de la Commune aurait fait main basse sur tout ce qui avait de la valeur, après avoir expulsé les représentants de la Société de secours, il en serait revenu à la Commune ce qu'il n'aurait pu emporter. Loin de là quand l'armée est rentrée à Paris, nos salles, nos soins, notre richesse ont été pour elle et beaucoup de soldats se réjouissent encore aujourd'hui de nous avoir rencontrés.

La preuve de ce que j'avance a été fournie par Rousselle lui-même dans la lettre imprimée qu'il adressa le 5 mai à la Commune pour protester contre sa destitution. Il y déclare que muni de pleins pouvoirs pour saisir le matériel et la caisse de l'ambulance internationale, dans le but de prévenir l'action dissolvante exercée par les membres de la dite ambulance sur les blessés, il s'est arrêté parce que les médecins menacent de cesser leur service et les blessés surexcités par le personnel religieux et aristocratique protestent aussi.

Or, c'est Maljournal qui proteste pour me prouver sa reconnaissance. Pour moi, je suis fier d'avoir eu ma bonne part dans ce résultat et j'en suis heureux, surtout au point de vue de

mes soldats du premier siège. Le délégué de la Commune dit effet bientôt à Landeau (véritable intermédiaire entre l'administration ancienne et l'administration communarde) qu'il voulait les expulser comme les religieuses.

Ce dernier se borna à lui faire remarquer que je me retirerais devant une pareille mesure, et que, s'il lui était permis de ne ne faire aucun cas de ma présence, il devait au moins craindre que Maljournal et les autres officiers, fâchés d'avoir perdu leur chirurgien, ne s'en vengeassent sur lui. Il n'en parla plus. Sans cela, que seraient devenus ces soldats ? Chassés de l'ambulance, privés de ressources, n'auraient-ils pas été forcés de s'adresser à la Commune ? Soixante au moins étaient à peu près complètement guéris, leurs frères de Versailles n'auraient-ils pas eu à les fusiller deux mois plus tard.

Dans une autre circonstance, Maljournal a essayé de me rendre encore un service plus compromettant pour lui. Vers le 10 mai, M^{me} la comtesse de Perthuis m'apprit que son ami, M. Chesnier du Chesne, administrateur du journal légitimiste *l'Union*, venait d'être victime d'une perquisition dans laquelle on avait enlevé toutes ses valeurs et anéanti sa fortune. Je m'empressai de me mettre à son service ; il fut convenu que M. Chesnier m'enverrait la liste des objets volés dans son domicile. Je la reçus le jeudi 10 mai, c'était une assez longue énumération de titres, d'actions, d'obligations, et aussi de pièces d'argenterie et de bijoux, car on ne lui avait rien laissé. En même temps, M. Chesnier m'adressait une lettre touchante dans laquelle il me priait de lui faire rendre tout au moins ses souvenirs de famille, ses papiers, et ces mille riens que le brocanteur ne paie pas et qui ont tant de prix pour l'homme de cœur ; au besoin, il abandonnerait le reste en échange.

Dès que j'eus cette lettre, j'allai vers Maljournal, je lui confiai sans hésitation le soin de faire droit à ma réclamation et je lui laissai la liste des objets volés. Tout de suite après, je quittai l'ambulance pour aller dîner au dehors, comme je le faisais à peu près constamment.

A mon retour, on me dit à l'entrée que je suis réclamé dans la salle des officiers, je m'empresse de m'y rendre, craignant une hémorragie ou quelque autre accident. Dès qu'il m'aperçoit, Maljournal crie : « Docteur, venez vite, j'ai une bonne nouvelle à vous donner. Peu après votre départ, Henri Fortuné (membre de la Commune) est venu me voir, il s'est chargé de votre affaire et demain, à trois heures à l'hôtel de ville, il remettra à votre ami tout ce qu'il a perdu, car la première devise de notre parti est « Mort aux voleurs ! » (Voilà une affirmation qui fait plus d'honneur à sa bonne foi qu'à sa perspicacité). Il ajoutait : « Prévenez

donc votre ami, et faites qu'il se trouve demain à trois heures à l'hôtel de ville. »

— « Mais mon ami est à Versailles et le temps manque pour le faire venir. » — « Alors il faudrait y aller vous-même, si c'était un effet de votre bonté, vous obtiendriez plus aisément que le premier venu. »

— « Avec une bonne lettre de vous, j'irai peut-être. »

— « Oh ! vous l'aurez, mais pardon, vous serez obligé là de prononcer le mot citoyen et de ne pas dire que votre ami est à Versailles. »

— « Du moment que j'entreprends de retrouver sa fortune, je tâcherai de passer sur les ennuis pour réussir. »

Le lendemain, muni d'une lettre pressante, adressée par Maljournal à Henri Fortuné, j'arrivais à trois heures précises à l'hôtel de ville. Je pénètre sur la place sans difficulté, en traversant la barricade de l'avenue Victoria. Je tiens ma lettre à la main ; personne ne cherche même à en lire la souscription quoi qu'il y ait là plusieurs milliers de gardes nationaux.

Vers le milieu de la place de l'Hôtel-de-Ville, je découvre sans le vouloir, plusieurs couples couchés sur l'asphalte, et se livrant à des exercices que le soleil n'éclaire pas d'habitude. D'où peuvent venir de pareilles cantinières ? et bien des insurgés circulent à l'entour sans paraître y faire attention !

J'entre dans l'hôtel de ville par la grande porte ordinaire du bureau. Au premier étage, l'on me fait entrer dans la salle, en face de l'escalier pour écrire une demande d'audience, qui sera me dit-on portée immédiatement. Je remets bientôt cette demande, et en attendant que je sois appelé, je dois rentrer dans la même salle qui est l'anti chambre de la Commune.

Cette salle est vaste et à peu près remplie de solliciteurs des deux sexes. Elle est située au premier étage des bâtiments qui donnent sur la place ; à chaque extrémité, une grande porte d'entrée, séparée de chaque escalier par un large vestibule. Les fenêtres ouvrent sur la cour intérieure où sont, la fontaine et l'escalier des souverains. Je vois sur les marches de cet escalier six officiers de la garde nationale et une cantinière en état de grossesse très avancée qui posent gravement devant un photographe.

Bientôt j'aperçois près de moi, parmi ceux qui font anti-chambre, un de nos infirmiers, que je connais seulement de vue, sans savoir à quel service il était attaché et qui n'a plus remis les pieds à l'ambulance.

Je vais à lui et lui demande hautement ce qu'il fait là ! Il se borne à me répondre : Et vous docteur ? — Oh moi, je ne viens pas pour mon compte. Il y a quelques jours, Assi me remer-

ciait au nom de la Commune de ce que je fais pour les blessés, et je viens aujourd'hui demander qu'on me rende en échange la fortune d'un de mes amis, ravië récemment.

Un membre de la Commune, dont la figure m'est complètement inconnue, et qui parle à deux femmes assises à une petite distance, m'entend fort bien, et vient me demander immédiatement ce que je désire. Je lui montre la lettre de Maljournal, il m'offre de la remettre lui-même et me conduit dans une autre salle où je dois l'attendre. Celle-ci est très longue, étroite, c'est plutôt un vaste couloir ; elle donne toujours sur la même cour intérieure, mais est située dans les bâtiments qui bordent le quai. La salle des délibérations de la Commune est au fond, à gauche. Je suis donc à quelques pas du plus sinistre des conseils de gouvernement ; je les entendrai sans doute s'ils criaient bien fort ! J'arpente ce couloir en ayant peine à comprendre comment je m'y trouve. Un membre de la Commune s'y promène en donnant le bras à leur directeur de l'Assistance publique. Ils passent plusieurs fois à côté de moi, continuant leur entretien, sans baisser la voix, ce qui me permet d'apprendre le titre de l'un d'eux.

Vers la porte d'entrée, est un huissier, grand, gros, habitué à ce métier, et dont les vêtements dénoncent par leur coupe, l'ancien mage, quoiqu'on ait fait disparaître tous les ornements de la livrée. Il passe et repasse autour de moi, en disant entre ses dents, de manière à être entendu de moi seul :

— « On voit bien que le citoyen n'est pas habitué à venir à la Commune, il enrage d'attendre ; mais patience, il aura probablement tout à l'heure quelque distraction intéressante. Car c'est ici que les membres échauffés par leurs discussions, viennent se calmer ou continuer leurs querelles. C'est quelquefois très drôle. »

Deux nouveaux membres de la Commune surviennent bientôt, mais ils sont très calmes. Tous portent l'écharpe rouge, la vareuse d'uniforme couverte de galons, et l'un d'eux a des éperons à ses bottes. J'entends celui-ci prononcer très simplement ces mots horribles : — « J'ai pris ce matin une bonne mesure, j'ai fait fusiller vingt paysans qui renseignaient les Versaillais sur la position de nos hommes. Vous le verrez, cela va rétablir nos affaires. »

Et moi, j'attends toujours, j'attends depuis plus d'une heure et je perds singulièrement patience. Je m'adresse vivement à l'huissier, car il ne me paraît pas être un communal enragé, je le prie de trouver la réponse dont j'ai besoin (1) ; il part en

(1) Huit jours avant l'incendie de l'Opéra de la rue Lepelletier, à la der

souriant et voilà le membre de la Commune à qui j'ai remis la lettre de Maljournal qui se décide enfin à revenir.

« Citoyen (le mot citoyen est de rigueur à l'Hôtel de Ville, on le met au commencement, au milieu et à la fin de chaque phrase).

Je défie le plus sot courtisan de prononcer jamais avec autant d'emphase, le mot Majesté. « Citoyen me dit-il, je suis désolé, le citoyen H. Fortuné est absent, il est à faire une perquisition au couvent des Minimes. »

« Ah bon ! je m'adressais bien. » C'est lui sans doute, qui a dirigé celle contre laquelle je venais protester. Et je m'en vais fièrement sans regarder derrière moi, mais aussi sans entendre prononcer un seul mot.

Lorsque j'appris avec quelle facilité on faisait des arrestations dans ce repaire de la voyoucratie, je dus me féliciter de n'avoir pas été victime de mon audace. J'étais sorti furieux, et arrivé aux Champs-Élysées, je rencontrai le Dr Simon, donnant le bras à un de ses amis ; ils pourraient attester que je savais encore manifester mon mécontentement.

Dans l'ambulance, je me bornai à dire à Maljournal : « Je veux croire que ce n'est pas pour vous moquer de moi que vous m'avez fait faire cette sottise démarche ». Il ne me dit pas un mot.

Le lendemain, il me demanda simplement la permission de sortir en voiture, à ses frais, accompagné d'un infirmier ; j'y consentis, mais il y avait presque cruauté à le faire. Depuis plusieurs jours, il souffrait beaucoup, sa blessure s'était aggravée, une longue portion du tibia se nécrosait, un vaste abcès se développait. Certainement s'il se fût borné à me manifester ses regrets de ne pouvoir aller lui-même présenter une requête, je l'aurais admis sans peine et sans penser à lui en faire un reproche. Je connais peu d'hommes qui eussent le courage d'entreprendre pareille expédition, sans assurance de succès.

Le soir, Maljournal est de retour. Lorsque j'arrive à son lit pour le panser, il ne me dit rien de l'emploi de sa journée. Mauvais signe. En quittant la salle, j'interroge l'infirmier. Ils sont allés à l'Etat-Major et à l'Hôtel de Ville. Maljournal a été reçu très froidement et plus d'un l'ont vertement blâmé de s'intéresser à un tas de personnes indignes des faveurs de la Répu-

nière représentation du mercredi, je retrouvai cet homme parmi les gens de service au bas du grand escalier.

Le 14 janvier 1874, au bal donné à l'Élysée par le Maréchal de Mac-Mahon, ma surprise est extrême de me voir servir du punch par ce même huissier de la Commune. Les révolutions passent, les services restent !

blique. On craint qu'il ne se soit laissé corrompre, qu'il ne soit devenu jésuite au contact de tous ceux qui l'entourent. On ne lui a plus rendu les honneurs militaires, sur son passage, on ne l'a pas acclamé, les tambours n'ont pas battu aux champs, comme la première fois, alors qu'il allait à l'Hôtel de Ville chercher les insignes de membre du Comité central. Cette fois-là, il était revenu, satisfait, radieux, il rapportait une brillante écharpe rouge aux franges d'argent (les franges de l'écharpe des membres de la Commune sont dorées) et la fameuse décoration que le Comité central s'est adjugée, peut-être sans la donner aux membres de la Commune. C'est un triangle d'argent suspendu au ruban rouge de la Légion d'honneur.

Le récit de mon infirmier me surprend peu, car je crois fermement que si Maljournal eût toujours été ce qu'il est avec nous depuis longtemps, il n'aurait jamais pris d'ascendant sur ses camarades, ni joué le moindre rôle important. Mais, comme à mes yeux, il est avant tout un fanfaron d'action, un de ces hommes à qui il suffit peut-être de porter le défi de faire une chose pour qu'elle soit déjà entreprise, je crains qu'il n'ait eu entre les mains de Flourens, de toutes autres allures, Flourens, en effet, était son idole, il se croyait son ami, et devait être des plus dévoués. Chose à noter, le père de Gustave Flourens, l'honnête savant de l'Institut, était lui-même pour beaucoup, dans l'ascendant pris par son fils sur les hommes de Belleville. Oui, si vous aviez entendu comme moi, vous tous, pères de famille, qui fermez les yeux avec faiblesse sur les premiers écarts de vos fils, si vous aviez entendu Maljournal proclamer l'infailibilité de Flourens qui a fait des livres, dont le père a fait de si beaux livres, vous sentiriez le besoin de transmettre avec votre nom, vos mérites et votre honorabilité. Sachons-le bien, les hommes les plus dangereux, les plus nuisibles, ce sont les transfuges du parti conservateur, ce sont les déclassés, qui, privés par leur faute du droit d'aspirer à quelque noble ambition, vont chercher dans les bas-fonds de la société, une distinction qu'on peut encore accorder là à quelques débris de leur ancienne condition. Les plus mauvaises passions ont besoin de prétextes, si ce n'est de justifications, elles s'enfoncent avec enthousiasme lorsqu'elles croient les trouver dans la complicité d'un homme connu, du fils d'un homme connu. Pour moi, je n'oublierai jamais de quel ton m'étaient dit ces mots : — *Ah ! docteur, si vous aviez lu les livres des Flourens ! je vous les prêterai, il me les a donnés.*

Ils peuvent en effet nuire à la société, les hommes du parti honnête, ceux mêmes qu'on proclame les plus honorables. Dans un malheureux pays comme le nôtre, légitimistes, orléanistes,

bonapartistes, sont tour à tour de l'opposition. Qu'ils s'en souviennent quand ils attaquent le gouvernement établi avec passion, avec injustice, ils encouragent et justifient la populace brutalement avide, ils corrompent même la populace simplement abandonnée à l'ignorance et à la misère, ils sont des plus dangereux instigateurs de la future Commune.

CHAPITRE VII

ATTAQUE DU MONT-VALÉRIEN

Mais tant d'événements ne se sont pas accomplis, la Commune n'est pas ainsi arrivée à sa dernière heure sans qu'il nous ait été apporté bon nombre d'autres insurgés, plus ou moins intéressants à connaître, et dont je me propose d'indiquer la manière d'être.

C'est le 2 avril que la guerre civile prend l'allure sinistre qu'elle gardera jusqu'à la fin. Dès le matin, l'aspect des Champs-Élysées est modifié, les passants sont nombreux, leur démarche est rapide, leurs figures expriment l'inquiétude ; on rencontre plus de gardes nationaux que de coutume, les tambours font plus de bruit encore ; que se prépare-t-il ?

On me dit à mon arrivée aux baraques qu'il passe depuis le matin des bataillons qui vont prendre Versailles, que les voitures d'ambulance sont commandées et partiront à midi. Voici les délégués de la société qui ont repris leur uniforme et leur drapeau de Genève. C'est encore la guerre, la guerre civile ! Comment se terminera-t-elle ?...

Pendant que vers deux heures, je fais une visite à M. Nélaton, un bataillon passe sous ses fenêtres avec bruit assourdissant de tambour et force cris : De mourir pour la Patrie, et le reste ! Deux hommes sortent des rangs et essaient de se sauver par l'avenue d'Antin. Leurs bons camarades courent après et les ramènent à leur place à coup de crosse de fusil. Un tel enthousiasme nous paraît de bon augure ; il aura peine à faire merveille devant la mitraille du Mont-Valérien, dont on entend la canonnade depuis deux heures.

Les premiers blessés nous arrivent à trois heures ; la même voiture en amène six, grièvement atteints. Mais hélas ! ce sont des soldats encore, deux chasseurs de Vincennes, deux soldats de ligne, un fantassin de marine et un zouave. Quelle fatalité nous poursuit donc ? Avons-nous pu mériter une telle suite de malheurs ?

« Mon ami, de quel régiment de zouaves êtes-vous ? » — « Du

148^e. — » « Hein, du 148^e zouave ? » — Oh ! je ne suis zouave que depuis quatre jours. » — « Et vous, depuis quand êtes-vous dans l'infanterie de marine ? » — « Depuis deux jours. »

Dieu soit loué, je reprends courage, mon cœur bat plus régulièrement ; le stratagème de la Commune s'est évanoui devant la fermeté des gendarmes.

En peu de temps, nous avons rempli une salle jusque-là inoccupée.

La canonnade ne dure pas très longtemps. Les blessés disent que l'artillerie du Mont-Valérien les a épargnés, il était facile de les anéantir, mais les obus passaient principalement au-dessus de leurs têtes. Cette version circulait également dans tout Paris le lendemain.

Bon nombre d'entre eux pleurent et se désolent.

Quelques-uns disent sans être questionnés qu'ils ont été bien bêtes, qu'ils auraient dû résister quand on est venu le matin les appeler chez eux, leur donner l'ordre de marcher sous peine d'être fusillés. Pour aucun il n'est question de jactance, de fanterie, ils sont tous abattus, désespérés et comme il arrive bientôt près d'eux quelques femmes, quelques parentes, la salle où ils sont réunis est loin de retentir de joyeux chants de victoire.

La Commune ne se tient pas pour battue cependant. Le soir, en quittant l'ambulance, je passe près de nombreux bataillons qui occupent le Cours-la-Reine et les Champs-Élysées. Ces hommes ont un certain entrain ; on voit qu'ils ont confiance dans le succès, ils ne sont pas généralement ivres, comme ceux que je verrai plus tard, la défaite une fois connue. Quelques-uns m'appellent Cochon, ou s'ils affectent certains raffinements de politesse, ils ont la prétention de m'injurier en m'appelant : *morceau de lard frais, qui aime mieux faire de l'ambulance que d'aller avec eux à Versailles.*

Voyons imbéciles ! ils n'iront pas si loin ! Cependant je dois remarquer qu'ils ont encore plus de tenue que je n'en attendais d'eux. Presque tous se taisent et conservent leur rang, sans grand désordre, sans trop de criaileries.

Cela changera promptement par exemple, et bientôt les bataillons que nous voyions passer n'étaient plus composés que de deux à trois cents ivrognes, hurlant pour s'encourager, marchant de travers pour se pousser, inspirant le dégoût sans se faire prendre au sérieux. Jusqu'au mois de mai, ils paraissent plus grotesques que dangereux, plus horribles par leur ivrognerie et leurs pillages que par les armes qu'ils portent si maladroitement. Voici une preuve du dégoût qu'ils inspirent.

Revenant après dîner du faubourg Saint-Germain, j'arrivais

un soir au pont de la Concorde, lorsque j'entendis et vis près de moi, sur le quai d'Orsay, un de ces bataillons ignobles de cris et d'eau-de-vie, un vrai ramassis de bêtes humaines en délire. Je m'arrêtai au bout du pont pour le voir passer. Une femme du peuple, de 30 à 35 ans, pauvrement vêtue comme le sont les ouvrières qui travaillent, me dit immédiatement :

— « Monsieur, en grâces, ne restez pas là, éloignez-vous ; il est facile de voir que vous n'êtes pas des leurs. Ils sont tous complètement saouls, ils pourraient vous faire du mal. »

— « Ma chère femme, vous vous trompez, je n'ai rien à craindre. » — « Venez toujours, monsieur, c'est trop affreux à voir. Ah ! je n'avais qu'un frère, il a été tué pendant le siège ; aujourd'hui j'en suis heureuse, il serait avec eux ! »

De ceux que nous voyions ainsi passer, il nous en revenait bien quelques-uns qui ne hurlaient plus alors ni *Mourir pour la Patrie*, ni *sang impur*, etc...

Aussi, dès le 3 avril, tous les lits vacants dans les baraques sont-ils occupés (moins la salle des officiers) par des hommes apportés de Neuilly et de Meudon. Pour ma part, j'ai vingt-six nouveaux, parmi lesquels sept paraissent tenir à se faire prendre pour des enragés. Ils font parade de fanatisme démagogique, de brutalité et de violence, ils vocifèrent comme dans leurs clubs, injurient l'armée, appellent les Versaillais canailles et assassins, demandent grossièrement à en manger et s'imaginent peut-être me faire soupçonner qu'ils ont montré quelque bravoure, comme si la belle conduite sur le champ de bataille était à la portée de la stupide bestialité.

Quatre de ces forcenés ont environ 60 ans et ce ne sont pas les plus modérés, tant s'en faut. Un cordonnier de la rue Saint-Jacques, près le Panthéon, en est peut-être le type le plus curieux. Il a sans doute obtenu quelques succès oratoires, dans les clubs de son quartier, car il bavarde sans cesse, s'écoute parler, énumère avec calme ses idées subversives, expose avec lenteur ses projets de vengeance et s'efforce d'arrondir posément les phrases les plus sinistres. Il me demande sans façon de le guérir bien vite pour qu'il retourne flanquer une trempe à ces gueux de Versaillais ! Le malheureux est alors amputé de la cuisse depuis moins de quatre heures !

Il devait avoir quelque importance dans sa compagnie, car tous les matins, ses officiers viennent le voir et lui montrent une certaine déférence. Ils sont assez grossiers ceux-là pour passer devant moi, dans ma salle, sans me saluer. Je déclare vivement à mon cordonnier, amputé, pendant qu'ils s'en vont et, certes, de manière à être entendu par eux, que je leur défends de rentrer dans mon service pendant que je fais mes panse-

ments, car je ne peux permettre à personne, en ma présence, de prendre ma salle pour une écurie, quels que soient ceux qui y sont couchés. Le lendemain, ils tiennent compte de la leçon et mettent au moins la main à la visière de leur képi.

Au bout de quatre ou cinq jours, mon insurgé, beau parleur, est revenu à de meilleurs sentiments. Je le trouve entouré de sa femme et de ses six enfants.

— « J'aurais mieux, fait me dit-il, de m'occuper de ma famille que de politique. Mais je n'en ferai plus, je reviens tout entier à mon état de cordonnier, et je vous ferai docteur, pour commencer, une bonne paire de souliers de chasse. »

Voilà des souliers qui ne me gêneront pas, il n'a plus que deux jours à vivre.

Un autre vieux, vrai revenant des journées de juin m'est apporté par une douzaine d'hommes complètement ivres. Je ne veux pas le recevoir à Saint-Ferdinand parce qu'il y a peu de lits vacants et déjà bon nombre de graves blessures. Comme ils insistent pour l'introduire, parce qu'à l'entrée on leur a désigné cette salle, j'ai le tort de leur dire que je ne consens pas à un tel encombrement, que je ne veux pas qu'ils soient *empoisonnés*.

Et voilà un de mes ivrognes qui crie aux autres : *Vous entendez, ici, on empoisonne nos camarades*. Bon gré, mal gré, ils portent pourtant leur frère et ami dans la baraque voisine que je dirige également. Là, on me tire du brancard l'homme le plus dégoûtant que j'ai jamais vu, mais j'aurai l'occasion d'en voir bien d'autres. La jambe droite est horriblement broyée par un obus et le misérable est encore ivre-mort. Sa face crapuleuse est de celles qu'on ne voit qu'au jour des barricades, ses vêtements sont couverts de plus de vin que de sang, sa voix rauque, avinée ne lui sert qu'à demander du vin et à balbutier des injures ; c'est l'ignoble grossièreté qu'il exhale. Je finis par lui, mes amputations de la journée ; il est alors dégrisé, mais pas beaucoup plus propre pour cela. Deux jours après, la gangrène du moignon survient et cette horrible complication marche encore plus vite que d'habitude.

La mort frappe bientôt également trois autres de mes sept communaux enrégés. Deux seulement, plus jeunes et peu blessés, guérissent assez promptement. Mais comme ils font dans la salle de vrais cours de politique incendiaire et cherchent à troubler les soldats qui y restent encore, je leur déclare que je ne veux pas de père Duchesne dans mon service, et que des crânes de leur espèce doivent montrer l'exemple en allant se faire tuer aux remparts. Ils ne sont pas très fiers de partir, aussi déclarent-ils qu'ils vont me dénoncer à la Commune ! L'un d'eux revient quinze jours plus tard, il a la face brûlée par l'explosion

d'un canon, il me supplie de le reprendre. Je lui fais jurer qu'il se conduira mieux que la première fois, et je l'accepte. Peut-être alors, pouvais-je mieux que personne imposer ma volonté aux communaux. Ils me montrèrent en effet assez promptement qu'ils tenaient à mes soins singulièrement.

J'obtins de leur part une véritable reconnaissance souvent manifestée par le plus grand nombre. Je m'efforçais du reste de la mériter, car je n'admets pas que l'on se charge de soigner un malade, sans faire tout son possible pour lui sauver la vie.

Je savais aussi les menacer à l'occasion de me retirer, et je leur disais avec un ton de sincérité qu'ils ne mirent jamais en doute : « Vous pourriez peut-être me faire fusiller, mais je vous défie de me faire faire un pansement malgré moi. »

Ce résultat n'est toutefois pas obtenu dès les premiers jours d'avril ; nous sommes au contraire tenus en grande méfiance, et plus d'un insurgé s'empresse, si sa blessure le permet, de quitter nos salles, après avoir reçu un premier pansement.

Ainsi le 5 avril, je trouve dans la salle Saint-Joseph un nouveau blessé, dont l'avant-bras droit a été traversé par une balle de revolver. Il me raconte qu'à trois heures du matin, un membre ou soi-disant membre de la Commune, est venu requérir un bataillon sur la place Vendôme, pour arrêter le curé de la Madeleine. Il faisait partie de ce bataillon et a été chargé, comme caporal, de fouiller plusieurs chambres du Presbytère, avec quatre simples fédérés. En sortant d'une de ces chambres où il n'a rien trouvé de suspect, la bougie qu'il tenait à la main s'est éteinte. Voilà l'escalier dans une obscurité complète et le membre de la Commune qui s'y tient prudemment bien sur ses gardes, ne distinguant plus ses compagnons, s'arme de son grand courage, saisit son revolver et sans crier gare, tire sur mon caporal qui ne m'en paraît pas très satisfait. Il se plaint aisément et crie bien fort :

— « Mais pourquoi arrêtez-vous le curé de la Madeleine ? »

— « Je ne sais pas, on nous a dit qu'il avait volé les vases sacrés de son église. »

Une heure après, je priais M^{me} de Flavigny de venir entendre les plaintes de cette victime particulière de la Commune, mais notre homme était déjà parti ; il avait eu peur à son tour de courir quelques dangers en restant avec nous.

Le 9 avril, nous ne sommes pas non plus assez maîtres du terrain sur lequel nous luttons, pour qu'il me semble possible de rendre un service que je refuse avec peine. Vers neuf heures du soir, un soldat, un vrai soldat vient apporter à M. Chenu un pli cacheté. M. Chenu est absent, on m'adresse cet homme, qui est toujours revêtu de son uniforme.

Il faisait partie le 18 mars de l'escouade, chargée de garder l'hôtel de l'Intendance au Ministère de la Guerre ; ce poste a été obligé, n'a point reçu l'ordre de se replier et a été enveloppé par les communaux dans l'accomplissement de sa consigne. Du reste, aucun de ces soldats n'a été maltraité, ni même incorporé dans les rangs de la Garde Nationale, mais ils sont devenus les plantons et les commissionnaires du Ministère. On leur fait faire des courses toute la journée, aussi sont-ils exténués de fatigue. Celui-ci me prie de lui donner un lit à l'ambulance. Comme il n'a aucune blessure, je me crois obligé de lui représenter qu'il trouverait trop de dénonciateurs parmi les insurgés couchés dans les salles, qu'il ne serait nullement en sûreté en leur compagnie. Je lui conseille de se mettre en blouse pour quitter Paris et se rendre à Versailles. Il est bien de cet avis, mais est-il parvenu à rejoindre les siens ?

Qu'est également devenu certain Turco, du plus beau noir, qu'on m'amène le 3 avril, très légèrement blessé à la main. Il ne resta que deux jours avec moi et s'en alla sans m'en prévenir. Comme je lui manifestais ma surprise de le trouver au milieu des insurgés, il me répondit : « moi, sais pas, on se bat, je me bats ». Puis il entreprit en beau langage nègre de me faire croire que les débris de son régiment avaient été renvoyés en Algérie, sans qu'il connût bien l'heure du départ, et qu'il n'avait pu rejoindre à Marseille faute d'argent pour payer le chemin de fer. C'est peut-être la faute de son talent de parole, mais il parvient plutôt à me convaincre de son indiscipline et de son penchant pour la débauche. Il est probable qu'il saura mieux retrouver le chemin de Neuilly.

Je doute par exemple que, désormais les délégués de la société mettent grand empressement à retourner voir s'il s'y trouve encore au nombre des blessés, car le 3 avril, à la fin du jour, les voilà tous revenus assez mécontents. Quelques-uns se plaignent vivement que le Mont-Valérien a lancé des obus de leur côté. Ils veulent que M. de Flavigny écrive à M. Thiers pour réclamer la stricte observation de la convention de Genève ! Mais d'après E. Dumont, le chef des brancardiers belges, les artilleurs de l'armée ont eu parfaitement raison, puisque les communaux essayaient de se faire un rempart des voitures d'ambulance, pour tirer en sûreté sur les soldats. Toutefois un tel abri ne leur servit guère, car au premier obus tombé aux alentours, délégués, brancardiers, chevaux et voitures s'étaient sauvés à fond de train.

CHAPITRE VIII

LE COMMANDANT SAINTOT

Parmi les insurgés, nous devons nécessairement rencontrer quelques membres de ces corps irréguliers qui ont fait à leur façon la guerre aux Prussiens. Nous recevons, en effet, aux baraquements plus de francs-tireurs que je n'en ai vus jusque-là. Mais ils restent perdus dans la foule, ne se distinguent des autres gardes nationaux par aucun caractère particulier, et je n'en parlerais pas sous ce titre, si je ne trouvais dans mes notes, à propos d'un de leurs chefs, quelques faits peut-être propres à les faire mieux connaître.

Saintot est le commandant du bataillon des Vengeurs de Paris, ancien bataillon de francs-tireurs qui, si l'on ne me trompe, a fait avec courage et convenance toute la campagne de l'Est. Il m'est apporté le 4 avril avec deux de ses hommes. Tous trois ont certainement atteint ou dépassé la cinquantaine. Ils disent avoir souffert pendant la guerre; ils sont en effet fatigués, de mauvaise mine, et semblent peu capables de résister à leurs graves blessures.

Je ne sais quelles sont leurs idées en politique; on dirait qu'ils ont eu pour but principal, de continuer leur métier de franc-tireur, qu'ils tiennent par goût à ce mode d'existence et se trouvent faits pour la vie d'aventures. En tout cas leur tenue et leur langage diffèrent de ceux des autres communaux qui n'ont pas encore acquis autant de solidité et de faux airs militaires.

S... est le fils d'un ancien agent de change de Paris. Comment a-t-il vécu pour être tombé si bas? je ne l'ai jamais questionné; je sais seulement qu'il a longtemps tenu garnison en Afrique et que son fils est encore enfant de troupe dans un régiment de zouaves. C'est un homme intelligent, très doux, ne se plaignant jamais et en apparence plein de reconnaissance pour les soins qu'il reçoit. J'ai rarement vu meilleur sourire que le sien. Sa blessure a nécessité l'amputation du bras droit. Je la pratiquai

deux jours après son entrée à l'ambulance, il n'y avait pas consenti plus tôt. Mes amis les D^{rs} Reynaud et Vidal m'avaient promis de venir m'aider dans cette opération le jeudi 6 avril à quatre heures. Comme ils étaient en retard, je ne sais quel chirurgien de la Commune, qui était près de S... insista plusieurs fois pour que je ne fisse pas attendre plus longtemps le commandant puisque lui et un de ses amis, docteur également, étaient là prêts à m'aider. J'eus la sottise d'accepter cette offre, car nous étions au commencement de la Commune et nous ne savions pas encore quels étaient tous ces hommes. Or, je n'ai jamais mieux compris l'importance d'avoir de bons aides dans une opération, je n'en souhaite de pareils à aucun chirurgien, l'on ne peut soupçonner semblable maladresse, tant qu'on ne l'a pas constatée. Aussi, ne leur fis-je pas grâce des compliments qui leur étaient dus. Dieu merci, je ne les ai jamais revus. Du reste, la leçon fut utile et mes blessés ne firent plus revenir les leurs pour me servir d'aides.

Pendant quelque temps, les suites de l'opération furent très favorables, la plaie se fermait chaque jour, mais une ancienne maladie du foie provenant d'un long séjour en Afrique, faisait des progrès rapides et S... succombait le trente-cinquième jour à une cirrhose avec ascite considérable.

Deux jours avant sa mort, Rastoul était dans la salle au moment de ma visite. Il s'entretenait avec mes blessés sans être venu vers moi. Je me hâtai de découvrir la plaie de Saintot pour la faire voir à ce membre de la Commune aujourd'hui déporté, alors galonné jusqu'aux coudes, quand il passerait devant nous. Il ne prit pas la peine de me saluer, ne me dit pas un mot, mais en voyant le moignon à peu près cicatrisé, il s'empessa de déclarer à mon mourant qu'il était guéri.

Tout commandant que l'on soit des Vengeurs de Paris, on ne peut être victime de quelque faiblesse maudite; Saintot nous paraissait payer cher une liaison mal assortie et probablement peu légitime. La femme ne l'avait pas quitté depuis le commencement de la guerre, elle avait affronté toutes les fatigues de la campagne, bravé tous les dangers et partagé toutes les mauvaises conditions de la vie du soldat. Elle continua pendant la Commune et mérita un long article d'éloges, inséré dans le *Cri du Peuple*.

J'assistais à leur première entrevue dans l'ambulance, le lendemain de la blessure. Les premiers mots de cette femme furent ceux-ci : — « Pourquoi ne t'ai-je pas vu depuis trois jours ? C'est encore quelque cantinière... »

Elle continua sur ce ton caressant et j'étais sorti de la salle avant qu'elle eût pensé à s'informer de la gravité de l'état de

son mari. Je crois pourtant qu'elle l'aimait passionnément, mais en tigresse.

Elle passait toutes ses journées près de lui, ne lui épargnant ni ses soins, ni les scènes de jalousie et autres, si bien que dans les derniers jours, il me supplia de l'empêcher d'entrer. Elle me tue, disait-il, cependant il ne lui répondait jamais, mais elle parlait aisément pour deux.

Je fus témoin d'une de ces querelles aussi violente que ridicule. Vers le 20 avril, Saintot dont l'état était réellement encore très satisfaisant, me dit qu'il était grand temps pour lui, d'arriver à la guérison parce que depuis sa blessure, son bataillon allait tout de travers, et il craignait que ses hommes campés au bois de Boulogne, missent plus d'entrain à piller qu'à combattre. Il se considérait comme indispensable pour rappeler à l'ordre ces compagnies démoralisées. Là-dessus, ma mégère s'emporte, déclare que je dois m'opposer à sa sortie, qu'il n'est attiré que par ses cantinières, etc...

Il était bien question, pour lui, de reprendre son commandement !

Mes infirmiers étaient excédés, assommés par cette femme et la détestaient à chacun le plus. Cela faillit nous causer quelque ennui le jour de l'enterrement.

L'un d'eux, grand ivrogne sans malice, ancien cocher du maréchal Niel, s'en va, étant ivre, commencer je ne sais quelle oraison funèbre sur le cercueil déjà entouré par les officiers du bataillon qui est là au grand complet. Mon animal convaincu que Saintot a été tué par sa femme, commence par dire que s'il n'avait pas été maltraité, il vivrait encore. D'autres, aussi sots que lui, comprennent qu'il veut parler de mauvais soins et cherchent à l'éloigner ; il résiste, élève la voix pour exprimer ses regrets bien sentis. L'on accourt me prévenir du mauvais effet produit. Je m'y rends en hâte, m'attendant presque à quelque mauvaise histoire. Loin de là un de ces officiers me reconnaît et vient avec plusieurs de ses camarades, me dire poliment :

— « Docteur, nous savons ce que vous avez fait pour lui. Nous sommes campés au Champ de Mars, venez nous trouver demain à 11 heures et vous verrez si nous savons témoigner notre reconnaissance. » — « Messieurs, je vous remercie, je n'ai rien à faire au Champ de Mars et je ne sors pas de l'ambulance. »

— « Ah ! si vous avez peur de vous compromettre !

— « Je n'ai peur de rien, mais mon devoir me retient ici ».

Ils s'éloignent en me faisant avec leur sabre, le salut militaire. Ce sont ces hommes-là peut-être qui ont incendié la rue de Lille !...

CHAPITRE IX

LE COMMANDANT ROUSSEAU

Vers 10 heures du matin, le 16 avril, on m'apporte un nouveau commandant, celui du 114^e bataillon, l'un des bataillons de Belleville. Il lui faut d'autres titres à notre sympathie, pour l'obtenir malgré la mauvaise impression que nous cause sa provenance.

Bientôt pourtant, je me laisse intéresser par les larmes qu'il verse en parlant de ses trois enfants, et par ses supplications de lui sauver la vie dont ils ont tant besoin.

La blessure est très grave, l'humérus droit est brisé à sa partie supérieure par une balle qui a coupé l'artère et ainsi déterminé une hémorragie abondante. C'est à n'en pas douter un cas de désarticulation. Je montre ce blessé à mon collègue Liégeois ; il est absolument de mon avis et me promet de venir à 4 heures du soir me servir d'aide dans cette opération.

Mais il s'agit d'un commandant de Belleville, il s'agit d'une mutilation dont le succès est peu probable, et le délégué de la Commune nouvellement installé près de nous, pourrait en tirer parti contre moi. J'hésite donc encore à m'en mêler malgré l'entretien avec M. Nélaton que j'ai rapporté précédemment, et même comme je sais Liégeois plus républicain que moi, comme je le crois plus assuré de rester à Paris, je lui demande le service d'opérer à ma place.

Voilà bien les prévisions humaines.

Je resterai à l'ambulance jusqu'au dernier moment et mon pauvre ami Liégeois mourra subitement avant l'heure de notre délivrance. Lors de l'explosion de la cartoucherie Rapp, je le trouverai très ému, bouleversé par cet épouvantable vacarme et il m'expliquera sa frayeur par son attachement à la vie que sa femme et ses enfants lui rendent si précieuse.

— Je ne voudrais pas mourir sans les revoir, ajoutera-t-il, et le lendemain soir, il tombera mort en rentrant chez lui !

Mais revenons au commandant Rousseau, je voudrais le faire

bien connaître, car de tous nos blessés, c'est lui certainement qui nous a inspiré le plus de sympathie.

Sa bonne figure prévient en sa faveur, il est doux, poli, bien élevé, il semble impossible que cet homme soit féroce. Au contraire, il paraît timide, d'une extrême sensibilité, presque pusillanime tant il pleure aisément. C'est un ancien élève de l'école navale, il en est sorti pour prendre part comme aspirant de marine à l'expédition de Bomarsund ; de là il passa en Crimée. Après la campagne il demanda à son père une pension que celui-ci lui refusa. Il eût alors la sottise de menacer de donner sa démission et la folie de la donner en effet. Je l'entends un jour comparer sa position actuelle à celle qu'il avait pu obtenir dans la marine française, il le fait avec une amertume et des regrets qu'il ne peut dissimuler à ses voisins.

Comment a-t-il vécu depuis ? je ne saurais le dire, mais je crois qu'il était très pauvre et obligé, pour vivre, de faire marcher une machine à coudre. Sa femme et lui travaillaient, m'a-t-il dit, pour un magasin de lingerie.

Pendant le premier siège, celui-là ne dut pas se faire prier pour accepter sa solde de garde nationale ; la haute paye d'officier ne pouvait être de trop. Voilà, sans doute, plus que ses instincts belliqueux dut le pousser à convoiter l'épaulette, car je le répète, il ne peut se considérer comme un foudre de guerre. Son titre d'ancien officier de marine lui a permis de briguer les grades, sa bienveillance naturelle, son caractère conciliant lui ont obtenu des voix, et le voilà chef d'un bataillon de Belleville, à la place de Fonvielle qui était probablement de nature plus violente. Rousseau doit commander sans sévérité et se maintenir en faveur, parce qu'il n'épouvante pas les bons, sans en imposer aux farouches. Il paraît très aimé dans son quartier, ses hommes s'informent de lui avec toutes les apparences de l'affection. Beaucoup viennent le voir chaque jour, ils semblent heureux de constater chaque amélioration de son état, car malgré son horrible mutilation, aucun accident grave ne survient, l'énorme plaie se cicatrise, la vie est assurée et la guérison ne se fera pas attendre trop longtemps.

La Commune lui a décerné comme récompense un assez beau sabre qu'elle désigne sans vergogne sous le nom de sabre d'honneur. C'est à sa blessure qu'il le doit sans doute car il ne peut raconter aucune action d'éclat.

Voici sa campagne. Un matin, il a conduit son bataillon à Neuilly et fait prendre position à ses hommes dans deux maisons contiguës. Les troupes embusquées plus loin ont tiré sur eux ; dès la première heure, une balle lui a fracassé le bras.

Aussitôt qu'ils ont pu sortir sans grand danger, ses camarades

l'ont porté à une voiture d'ambulance ainsi que le capitaine Cresson, également blessé, à 10 heures du matin il est couché dans un de nos lits.

Voilà les hauts faits, voilà l'illustration militaire.

Avec nous, il n'a jamais manifesté de mauvais instincts et je parierais qu'il n'avait prémédité aucun des crimes qui ont déshonoré la France à la fin de la Commune, il repoussait avec horreur la pensée d'en être complice, blâmait vertement avec moi les mesures prises par la Commune pour désorganiser les régiments de sapeurs-pompiers, tandis que, je m'en souviens, Maljournal évitait de prendre part à cette partie de notre conversation. Notez-le bien, je ne veux pas prétendre par là que s'il fût resté à la tête de son bataillon, Rousseau aurait été de force à toujours empêcher le mal. Non, je connais trop les hommes pour cela ; je sais qu'il faut être plus énergique que lui pour imposer sa modération, qu'il faut s'appuyer sur une morale plus élevée et ne pas craindre d'affronter la mort pour prévenir les crimes. Je sais même que, dans une lutte fratricide, la violence, la fureur, la folie seule finit par entraîner les masses ahuries. Mais il n'en est pas moins vrai que si tous les soldats de la Commune avaient ressemblé à Rousseau, jamais elle n'eût existé. J'insiste sur ce point et voici pourquoi :

Environ trois semaines après l'amputation de Rousseau (4 ou 5 mai) on m'amène un jeune lieutenant d'Etat-Major nommé Magnan, grand étourdi de 17 ans, grand fanfaron de bravoure, qui avec un bras cassé par une balle est assez fou pour aller, deux jours après, rejoindre Dombrowski et aggraver sa blessure, de manière à en mourir promptement dans une autre ambulance. Eh bien, ce Magnan, à son arrivée me demande comment va Rousseau et semble heureux d'apprendre qu'il sera bientôt guéri ; « car c'est un brave, dit-il, et si tous nos commandants avaient conduit leurs hommes aussi bien que lui, nos affaires seraient en meilleur état ». Lorsque, un peu plus tard, je renouvelle le pansement de Rousseau, je prétends avoir entendu parler de ses hauts faits, du courage avec lequel il a attaqué et anéanti un régiment, etc...

— « Oh ! docteur, me répond-il, je n'ai jamais vu un seul Versaillais ! »

Ce n'est pas lui qui inventerait le service obligatoire. Il me prie en effet de donner un faux certificat à son frère pour le tirer de la garde nationale. Comme je découvre qu'autrefois, celui-ci a eu une maladie sérieuse, je lui donne je ne sais quelle attestation sans valeur, qui suffit cependant. Les deux frères me remercient avec joie de ce résultat.

Ce n'est pas encore un prosélyte de Mottu, lorsqu'il me

demande pourquoi l'aumônier ne vient plus le voir. Dès qu'il sait que la Commune défend à notre bon abbé d'entrer dans les salles, sans y être appelé, il déclare hautement qu'il l'appelle pour toutes les fois qu'on voudra lui rendre visite.

Nous finissons tous par l'aimer réellement et ce n'est pas moi seul ; quoiqu'il me plaise d'une manière particulière, puisqu'il me donne la vive satisfaction de guérir par mes soins. Des dames du monde comme les comtesses de Perthuis, de Ludre, qui viennent quelquefois parler de Dieu à mes blessés, lui portent bientôt un véritable intérêt, qui le suivra plus tard dans les prisons de Versailles et devant la commission des grâces jusqu'à sa mise en liberté. Soyez assurés que ces dames trouvent toujours dans mes salles, le respect qui leur est dû.

Les progrès de Rousseau vers la guérison étaient chaque jour appréciables, et ses hommes désiraient vivement lui remettre en cérémonie le fameux sabre d'honneur. Presque chaque jour, il me demandait quand il pourrait se faire conduire sur une chaise roulante au milieu de ses camarades réunis dans le jardin de l'ambulance. Je pris pendant deux semaines cette demande en plaisanterie indiquant le premier ou le second, ou le troisième dimanche comme le jour où il lui serait permis de se montrer dans tout son beau, avec l'épaule droite de moins. Il disait bonnement à ses amis tout ce que je lui promettais et ceux-ci décidèrent enfin qu'ils viendraient en corps, le dimanche 21 mai, se faire passer en revue par leur commandant.

L'heure n'est pas plutôt fixée que notre grand enfant ne pense plus à autre chose ; il demande sans cesse quelle figure il fera dans son uniforme, comment il pourra tenir son sabre dans sa main gauche, etc..., et tout le monde dans la salle de s'amuser un peu de cette comédie.

— « Vous n'oublierez pas le discours indispensable : ce sabre est le plus beau jour de ma vie... Je donnerais mon autre bras pour en mériter un second... Je vous donnerais tout pour les porter tous deux dans chaque main... »

Prenez exemple sur votre sabre, soyez imposant comme lui, tenez-le bien, tenez-vous bien surtout, car vous verserez des larmes bien senties et patatra le grand homme se trouvera mal !...

— « En grâces, docteur, soyez présent, cela peut être vrai tout de même ; il est possible que mes forces me trahissent ».

— « Oui, j'y serai, je veux voir la figure d'un désarticulé en grande tenue ; je tiens à conserver mon cas de guérison, et je dois vous empêcher d'enfler comme la grenouille »...

Messieurs les civils de Versailles et de Fontainebleau, pardonnez-nous ces petites distractions inoffensives, nous n'avons

pas le choix, nous qui vivons toujours parmi les ogres. Mais rassurez-vous, nous les maintenons mieux par ces moyens que vous ne pourriez le faire par vos cris trop graves, pour être entendus de si loin !

Le 21 mai, à 2 heures, cent ou cent cinquante hommes du 114^e bataillon sont alignés sur deux rangs le long du Cours-la-Reine, en dehors de l'ambulance. Rousseau s'avance sur un de ces fauteuils roulants que tout le monde a pu voir et employer dans les salles de l'Exposition. Mais au moment de franchir la barrière, il perd connaissance, j'envoie chercher de l'éther, et il faut quelque temps pour le ranimer. Le voilà reparti, il roule devant ses hommes, qui cherchent tous à lui serrer la main et manifestent quelque bonheur à le revoir. Ils émettent quelques faibles cris de « Vive le Commandant, de Vive la République, un seul de Vive la Commune » ; en somme, tout cela est plus drôle que sérieux, peu politique, simple réunion de famille de bourgeois qui jouent aux soldats.

Lorsque Rousseau rentre dans l'ambulance, les officiers l'accompagnent. A ce moment, il m'appelle encore, me prie de ne pas m'éloigner et je me trouve au milieu du cercle. Plusieurs de ces hommes me remercient en termes simples et bons d'avoir sauvé leur camarade et leur ami. De mon côté, je manifeste une satisfaction réelle d'y être parvenu, *avec l'aide de Dieu*. Rousseau tire alors de sa poche une petite boîte et me dit que les officiers de son bataillon, se sont cotisés pour m'offrir un souvenir de reconnaissance qu'il va prendre la liberté de me remettre, si *je consens à l'accepter*.

Je regarde avec inquiétude et aperçois une bague très simple, de peu de valeur, bien certainement neuve et dont la pierre n'est pas encore sertie.

— « Cela oui, je peux l'accepter et je l'accepte avec plaisir ».

L'un d'eux me demande encore si je consentirais à ce que l'on gravât sur l'onyx : Le 114^e bataillon au Docteur B... Certainement.

Je suis dès lors prié de remettre cette bague à Rousseau dans deux ou trois jours pour que l'inscription et la sertissure soient exécutées par l'un de ces hommes. Par exemple, voilà un projet dont il ne pouvait plus être question le lendemain. J'ai donc gardé la bague, j'ai fait monter la pierre et l'inscription n'existera pas.

Qui le croirait ? Un homme a été assez lâche, assez basement jaloux pour voir là un motif de calomnie, pour indiquer hypocritement ce fait comme une preuve de mon penchant pour la Commune !

Pour moi, je continue à avoir la faiblesse d'être fier de cet

hommage. Il n'est pas donné à tout le monde d'inspirer de la reconnaissance, et ces hommes de Belleville, en se privant de quelques bouteilles d'eau-de-vie pour acheter un souvenir qu'ils me destinent, m'ont donné ce qui me semble, un véritable gage d'admiration. Je ne sache pas qu'entre eux, ils eussent l'habitude de se traiter ainsi. J'attends donc sans peur que la première pierre me soit jetée pour cela, par celui qui a fait plus et mieux.

Quant à mon jaloux, il connaissait pourtant certaine histoire du 2 avril que je demande la permission de raconter.

Ce jour-là, on l'a vu précédemment j'avais eu beaucoup de pansements à faire et je ne pus dîner qu'à une heure avancée. Je le fis donc à l'ambulance sous la tente de notre excellent inspecteur M. Benedeux. M. Chenu était alors retourné chez lui et lorsque cinq ou six chirurgiens de la garde nationale vinrent le demander, ils me furent adressés par le planton de service. Ils désiraient s'employer parmi nous, à suffisante distance de leurs bataillons et me demandaient d'intervenir en leur faveur comme si j'avais eu quelque influence. Nous sommes donc tous assis et je suis autorisé à continuer mon repas. Bientôt l'un d'eux, Amédée Tardieu que je n'ai jamais vu antérieurement, nous adresse la question suivante et dans ces termes :

— « Quelle est votre opinion sur ce qui s'est passé aujourd'hui ? Comprenez-vous que les Chouans de Charette soient venus au pont de Neuilly pousser le cri de Vive le Roi ? car la Commune est proclamée et il n'est pas permis. »

— « Ah ! vraiment. Vous auriez le droit de crier : Vive la Commune et il ne nous serait pas permis de manifester nos opinions ! Allons, Messieurs, Vive le Roi ! » Comme j'ai prononcé ces mots avec quelque colère, tous se sont déjà levés et je reste bientôt seul avec Benedetti.

Le lendemain M. Chenu me disait : B... quels que soient les hommes avec qui vous vous trouvez, faites attention à vos paroles. — Monsieur, je ne compromets pas l'ambulance ! je ne compromets que moi certainement.

Eh bien ! laissez-moi faire, je me déclare absolument responsable et ne veux prendre aucun souci des espions de la Commune.

CHAPITRE X

LE GÉNÉRAL OKOLOWICZ

Le 6 mai, on installe dans le lit le plus rapproché de celui de Rousseau, un capitaine de je ne sais quel bataillon, qui se gardera bien de nous inspirer la même sympathie. C'est l'objection même.

Son bras droit est fracturé de telle façon que l'amputation immédiate est indispensable. Le soir même, le délire alcoolique éclate avec violence et le malheureux gesticule furieusement avec son moignon. Sa femme est près de lui, insignifiante en apparence, il ne cesse de l'injurier grossièrement et lorsqu'elle l'approche, il lève sur elle son bras amputé.

Rien n'est plus écœurant qu'un tel spectacle. Ces cris orduriers de l'ivrogne, cette face avinée, cette bouche qui bave et mâchonne, ce moignon qui s'agite jusqu'à arracher les ligatures des artères inspirent une répulsion qu'on ne peut plus oublier. Ces mouvements insensés déterminent de fréquentes hémorragies que deux fois je ne peux arrêter qu'avec le fer rouge.

La gangrène survient, mais peu étendue, à marche lente et pendant plus de quinze jours, j'ai là, matin et soir, l'occasion d'un triste pansement. Le délire ne cesse que pendant quelques heures peut-être même sans interrompre ces cris continuels du vin, de l'absinthe.

Passons vite à d'autres plus propres, plus dignes d'intérêt. Voici Okolowicz, un général de la Commune. Il fut blessé le 29 avril au Ministère de la Guerre dans une salle où ils essayaient habilement des revolvers. Je ne sais quel journaliste accusa Cluseret d'avoir fait le coup par vengeance. Okolowicz protesta contre ce mensonge, il était simplement blessé par un maladroït. La balle entrée à la partie inférieure du bas-ventre, avait traversé la cuisse en parcourant un très singulier trajet ; c'était une blessure grave. Immédiatement, il fut l'objet des prévenances de M. Chenu qui s'empessa de lui montrer tous les égards dus à son grade, qui lui fit promptement dresser une tente, bien isolée des baraques et lui offrit de lui choisir un

chirurgien excellent et une dame infirmière charmante. Ayant déjà séjourné pendant quarante-huit heures dans ma salle et ne soupçonnant qu'on pût m'en vouloir de l'affection respectueuse que me montraient mes blessés, Okolowicz n'accepta que l'installation particulière et déclara vouloir être soigné par ceux qui étaient chargés de la salle des officiers. Je continuai donc à diriger son traitement.

Mais comme il était seul sous sa tente, je ne me trouvais jamais le temps d'y séjourner, son pansement fini. Souvent même je le faisais faire par un excellent infirmier qui avait été mis près de lui. Bien entendu, je surveillais avec grand soin, mais c'est peut-être celui de mes blessés pour lequel j'ai eu le moins à faire.

Il était en outre, constamment entouré par quelques membres de sa très nombreuse famille. Un de ses frères au moins ne le quittait jamais, sans compter son planton particulier, qui ne laissait approcher personne. Dans ces conditions, l'on ne peut être surpris que je ne l'ai jamais entendu parler de ses affaires, de ses espérances. Je ne sais pas par moi-même un seul mot de ses pensées, de ses opinions.

J'ai appris plus tard par un volontaire versaillais qui avait servi comme lieutenant pendant le premier siège dans le même bataillon qu'Okolowicz, que celui-ci s'était montré excellent capitaine de francs-tireurs plein de zèle et de courage. Campé au fort de Bicêtre, l'amiral Pothuau l'avait bien vite distingué : il lui confiait toujours le commandement des coups de main qu'il faisait tenter aux avant-postes.

Lorsque mon brave volontaire de Versailles, blessé lui-même à la prise de Montmartre, retrouva dans l'ambulance son ancien capitaine, il en parut désolé. Il reprocha avec amertume à Okolowicz d'avoir perdu tout droit l'estime de ses camarades de la guerre française, lui fit honte de sa chute coupable et l'autre ne mit en avant, pour s'excuser, qu'un pressant besoin d'argent pour lui et pour toute sa famille. Son commerce avait dû périlcliter en effet ; avant la guerre il nettoyait et raccommodait les tapis. Est-ce pour une dette récente qu'une femme vient un jour lui faire une scène capable d'humilier tous ses galons ?

Elle l'injurie grossièrement sans obtenir les douze francs qu'elle réclame et qu'aujourd'hui elle considère probablement encore comme lui étant dus.

Ce Versaillais, dont j'ignore malheureusement le nom (comte de Toni de la Beillerie s'il m'était permis d'écrire ce que je n'ai entendu qu'imparfaitement), me raconte encore qu'au Ministère de la Guerre, d'où il revient avec la décoration de la Légion d'honneur que le général Douay lui a remise, on lui a parlé

d'Okolowicz dans des termes bien fâcheux pour ce dernier. On avait trouvé au ministère le plan de campagne présenté par lui à la Commune pour se faire nommer général.

Ce plan se terminait par l'indication des moyens à employer en cas de revers, pour incendier Paris. Je rapporte fidèlement ce qui m'a été raconté sans garantir l'exactitude de ce renseignement que j'ai entendu contester. Toujours est-il que l'amiral Pothuau n'avait pas oublié son ancien capitaine ; il est venu le voir plusieurs fois à l'ambulance, après le 22 mai et a prouvé qu'il lui portait un véritable intérêt.

Okolowicz est grand, vigoureux, chevelure brune abondante, parole sèche, un peu rude, il devait commander avec quelque énergie.

Cependant, je ne lui en ai jamais trouvé devant le bistouri et il a fallu singulièrement parlementer pour obtenir de lui qu'il laissât ouvrir deux petits abcès qui se sont déclarés aux environs de sa blessure.

Un jour même, vers le 8 mai, je suis appelé en grande hâte, il allait mourir, me disait-on. Je trouve un homme pâle, agité, tremblant, l'œil hagard, demandant à être emporté immédiatement, disant qu'il ne veut pas être fusillé ! Je crains d'abord un accès de délire, mais j'ai bientôt compris qu'il a simplement une attaque de nerfs. En me reconduisant, son frère m'apprend qu'elle a été causée par de mauvaises nouvelles apportées tout à l'heure par un officier trop peu circonspect. Il ajoute que son frère sera certainement fusillé si les Versaillais parviennent à entrer dans Paris.

Je me le tiens pour dit ; les affaires de la Commune sont donc en mauvais état. Voilà la première nouvelle certaine qui arrive jusqu'à moi, car les autres officiers, plus aisément trompés, semblent toujours jouir d'une quiétude parfaite. Mieux renseigné et peut-être moins crédule, Okolowicz continue à me donner tous les deux ou trois jours, une petite représentation pareille. Ces crises sont moins violentes que la première, mais je n'en demande plus la cause, la première explication me suffit et cadre trop bien avec mes désirs pour que je veuille en chercher une autre.

Vers cette époque, la princesse de Beauvau et la comtesse de Ludre viennent me voir à l'ambulance. La princesse désire demander à Okolowicz, son compatriote, d'intervenir pour faire mettre M. Deguerry en liberté. Je m'empresse de conduire ces dames et je me retire aussitôt, sans être témoin de l'entrevue.

Un jour plus tard, j'ai entendu la princesse raconter que dans cet entretien, mon général dit le plus grand mal des membres de la Commune, manifesta une véritable répulsion pour leur

manière d'agir, si bien que M^{me} de Beauvau, craignant qu'on l'entendit, entreprit de lui parler en Polonais. Mais ni l'un ni l'autre ne savaient suffisamment cette langue pour se comprendre ; ils furent obligés de revenir au français. La princesse offrit alors à Okolowicz de le cacher dans son hôtel pour le mettre à l'abri des représailles des Versaillais ; il refusa.

— « Je passe, continue la princesse, pour l'avoir fait évader des prisons de Versailles ; mais c'est faux. Il en est sorti en officier de l'armée, a reproché en passant aux soldats du poste de laisser des visiteurs après l'heure réglementaire, et est monté seul dans une voiture qui l'attendait. Il n'a quitté Paris qu'à la fin du mois de mars dernier 1872. »

CHAPITRE XI

LE COLONEL DURASSIER LE COMMANDANT PETIT

Lorsque la blessure d'Okolowicz, l'eût mis dans l'impossibilité de continuer ses fonctions, la Commune confia son commandement au colonel Durassier. Celui-ci, grand ami du précédent, ne tarda guère à venir le rejoindre ; le 10 mai, je le trouvai couché dans la salle des officiers.

C'était un homme énergique celui-là ! Son existence a dû être étrange, je demande à dire le peu que j'en sais.

Ancien capitaine dans la marine marchande (il laisse volontiers dire ancien officier de marine), il avait abandonné sa carrière pour se constituer le gérant d'une immense exploitation anglaise dans l'île de Zanzibar. Il faisait cultiver le café, le thé et le coton par trente mille esclaves.

Ses émoluments, m'a-t-il dit, étaient princiers ; son habitation située sur le sommet d'une colline élevée, au centre des possessions, était défendue par six pièces de canon. Trois cents cipayes indiens formaient sa garde. En cela, sans doute, il y a beaucoup d'exagération.

Au mois d'avril 1873, M. Didelot, de la Ferté, qui a longtemps habité Mayotte, me dit y avoir connu Durassier. Ce n'était qu'un chevalier d'industrie, grand faiseur d'embarras et capable de toutes les mauvaises actions. Il n'a pu tenir à Mayotte faute d'y trouver des dupes, s'est fait expulser des Seychelles pour y avoir trop exercé ses talents et n'aurait même réussi à se maintenir à Zanzibar que pendant quelques mois ! Mais, toutefois, nous pouvons admettre qu'il a pu prendre là l'habitude du commandement le plus énergique. Il me paraît en avoir conservé quelque chose, aussi ne suis-je pas surpris d'apprendre qu'il déplaisait fort aux communaux. Avec lui, les ordres devaient être précis et difficiles à éluder. Cela ne pouvait plaire à tout le monde.

Etant en France depuis quelque temps, au moment où la guerre éclata, il renonça à l'existence large, si ce n'est luxueuse,

qu'il menait à Paris, pour s'enrôler, comme simple soldat, dans le corps maritime, détaché au fort de Bicêtre sous les ordres de l'amiral Pothuau. Il servit à ce titre pendant tout le siège, partageant les travaux et les corvées des simples matelots et n'ayant d'autre faveur que celle de posséder son ordonnance comme les officiers. C'est là qu'il se lia avec Okolowicz.

Comment en est-il venu à se mettre au service de la Commune ? Je ne le lui ai pas demandé. Peut-être m'a-t-il beaucoup trop enjolivé son histoire. En tout cas, il se garde de parler des membres de la Commune, et même il n'a jamais, devant moi, prononcé le mot république. Il avait probablement ambitionné un grand commandement ; quelques allusions vagues, dont je n'ai pas cherché l'explication m'ont porté à croire qu'il avait éprouvé des déceptions qu'il oublie difficilement.

Depuis que j'ai commencé à écrire mes souvenirs, j'ai souvent regretté d'avoir tant tenu à mon extrême réserve, de n'avoir pas cherché plus de renseignements. Mais alors, je m'en faisais un devoir, je ne voulais être aux yeux des insurgés qu'un chirurgien et jamais un confident.

Nommé d'abord commandant de la flottille de la Seine, je crois que Durassier ne put vivre en bonne intelligence avec ses faux marins. Il avait affaire aux hommes les plus décidés, les plus turbulents, mais aussi les plus indisciplinés de l'armée communale. Comme il était avant tout emporté et violent, ne pouvant les faire obéir il les abandonna pour se faire le chef d'Etat-Major du général Okolowicz, qu'il remplaça plus tard.

Dans les derniers jours, il commandait le fort de Vanves. C'est là qu'il a été blessé peu après son chef d'Etat-Major (car dans la Commune il y a de l'Etat-Major partout). Le commandant Petit qu'on m'apporte vingt heures avant Durassier, celui-ci ayant d'abord été conduit dans une autre ambulance. Voici ce que j'ai appris des circonstances dans lesquelles ces deux hommes ont été blessés.

Le fort de Vanves (1) ne tenait plus, la garnison ne savait où se cacher et voulait fuir. Pendant six heures, Durassier et Petit tenant un revolver dans chaque main, maintiennent leurs hommes de force, en menaçant de tuer le premier qui essaierait de se sauver. Les obus pleuvent toujours. Petit est frappé, son bras droit est fracassé, pendant une heure et demie il reste

(1) La commune fit réoccuper ce fort le lendemain quand elle fut parvenue à admettre que les troupes ne s'en étaient pas emparées ! Pourquoi ?

Il en a déjà été de même du fort d'Issy, lâchement abandonné par Mégy, qui s'est enfui après avoir fait enclouer les canons. Et Cluseret y a ramené le lendemain une centaine d'insurgés !

encore à côté de son commandant, menaçant les poltrons du bras gauche. C'était dur, pour des gardes nationaux, d'être ainsi rivés au danger. Aussi l'un d'eux parvient-il à passer derrière Durassier et il le couche en joue pour le tuer au moment où ce diable de colonel a la plante du pied profondément labourée par un éclat d'obus. Le chef est tombé, les hommes s'enfuient et mes deux officiers ont grande peine à se traîner vers une ambulance.

Petit venu le premier, avait l'articulation du coude en tel état que je dus l'amputer immédiatement.

Dès le lendemain, il était pris d'un violent délire alcoolique qui céda au chloral après 48 heures. Il a guéri et a été condamné à la déportation simple. Son exemple prouve d'une manière irréfutable que l'instruction même l'instruction religieuse, met sûrement à l'abri des plus mauvaises passions révolutionnaires.

Beaucoup plus tard, j'ai appris en effet que Petit était un prêtre défroqué. Quels sermons fait-il maintenant à la Nouvelle-Calédonie ? Sa vieille mère venait le voir tous les jours et paraissait convenable, mais il avait des enfants qui n'ont pas été vus à l'ambulance. En me priant un jour de dire à Petit de ne pas se tourmenter pour leur avenir, Durassier me fit connaître leur existence. Il prenait l'engagement de s'en charger, ce que, disait-il, sa fortune personnelle lui permettait de faire. Puis il ajoutait :

« Une fois guéri, j'emmènerai à Zanzibar, Petit et un certain nombre des soldats de la Commune ; nous n'aurions rien de bon à faire en France ; il vaut mieux penser à coloniser mes propres concessions de terre, qui sont aussi très considérables. »

On nous avait amené Durassier à 6 heures du matin, à cette heure-là, j'étais encore chez moi. M. Chenu venait d'arriver, il se fit un devoir de panser le colonel.

Lorsque je viens un peu plus tard, le trouvant dans un des lits de ma salle des officiers et ne connaissant pas l'arrière-pensée de M. Chenu, j'examine la blessure et refais le pansement. Le lendemain, à ma visite du soir, ce malade n'est plus dans ma salle, mais son planton m'attend et me prie de commencer par Durassier, maintenant couché dans une tente dressée depuis la veille et voisine de ma baraque. Je m'y rends et j'y retourne matin et soir pendant quatre jours ; le cinquième jour, dès le matin, la tente est vide. Ma foi tant mieux, on l'a emporté sans me prévenir, je ne courrai pas après car Durassier est certainement le plus désagréable, le plus exigeant et le plus fatigant de tous mes blessés. Je suis enchanté d'aller vers les autres, sans avoir à m'arrêter près de lui. Mais le planton m'est bientôt expédié pour me prévenir que le colonel s'impatiente. J'en suis fâché,

il fallait me prévenir et je finirai mes pansements dans cette salle avant d'aller ailleurs.

Peu après survient M. Chenu. Il m'annonce que je n'ai plus à m'occuper du *Colonel*, qu'il lui a fait installer une nouvelle tente dans le jardin Musard, qu'il se charge de le soigner lui-même, que du reste, il l'a pansé le premier et qu'il a par conséquent le droit de continuer à diriger le traitement.

— « Bravo M. Chenu, je comprends, mais vous me rendez là un vrai service. Durassier est trop incommode pour moi, j'y renonce de grand cœur. Seulement, hâtez-vous de l'aller trouver car son planton sort d'ici ; je suis demandé pour aller faire le pansement et si vous le faites trop attendre, vous serez mal reçu ».

Une demi-heure plus tard M. Chenu revient.

— « B... vous irez panser le colonel, il veut être soigné par vous ; mais vous m'appellerez en consultations ! »

Quelle petitesse ! quelle sottise d'avouer un pareil sujet de jalousie. Ne devrait-il pas se féliciter de ce que celui qui s'est constitué la cheville ouvrière de l'ambulance inspire confiance et dévouement ! Où prend-il que tout lui soit dû ? Ce n'est pourtant ni par vanité, ni par l'envie qu'on obtient l'affectueux attachement de tous les blessés !

Dans tous les cas, il a soigné la nouvelle installation de son colonel ; cette tente bien isolée est presque confortable. Durassier a un infirmier pour lui, il a son planton à lui, il a aussi M^{me} Durassier, jeune et jolie blonde pour laquelle un lit est également préparé. Cette gentille femme de la main gauche est réellement fort avenante. Douce, timide, versant des larmes sans affectation, elle paraît soigner avec dévouement et tendresse le personnage obèse, rude, souvent brutal qu'elle ne quitte jamais.

On dit qu'elle l'a suivi partout pendant la Commune, qu'elle l'accompagnait déguisée en officier d'Etat-Major, qu'elle était près de lui à Vanves, qu'elle a fait le coup de feu, c'est à ne pas le croire. Elle se sauva de l'ambulance au moment de l'entrée des troupes ; mais son amant ne put savoir si elle était parvenue à rentrer chez elle et pour moi je n'en ai plus entendu parler.

La blessure de Durassier était très grave ; bientôt survint un phlegmon gangréneux de tout le pied et d'une bonne partie de la jambe. Il refusa énergiquement l'amputation et finit par succomber à l'infection purulente le 27 mai.

Quel triste convoi lui fut accordé ! Il n'y avait plus de drapeaux frangés à celui-là, pas même le chien du pauvre !

Dans les derniers jours de sa vie, il est comme les autres communaux, couché dans une des stalles préparées pour les expositions de chevaux au Palais de l'Industrie. Là, plus de soins particuliers, plus d'attentions délicates, mais en revanche une

sentinelle, le fusil chargé, gardant jour et nuit ce qui reste des officiers de la Commune. C'est là qu'il se montre énergique. Il ne se plaint plus, il ne dit pas mot, *il souffre*, il meurt sans se faire entendre. Trois fois, lorsque j'ai achevé mon pansement, il me baise les mains avec une effusion que je n'oublierai de ma vie.

CHAPITRE XII

L'ARMÉE DE LA COMMUNE

Jusqu'ici, j'ai raconté fidèlement ce que j'ai su des hommes de l'armée de la Commune. J'ai cherché à exposer tout ce qui leur est favorable, je suis loin de les avoir amoindris. J'ai tenu à montrer que dans les positions les plus fausses et les plus insensées, on trouve toujours des individus capables de se prendre au sérieux, satisfaits de se croire importants et assez dépourvus de raison pour prétendre atteindre par l'anarchie le but qu'ils rêvent, sans être capables de le préciser. Ceux qui sont organisés pour être à certains moments des incendiaires et des assassins se laissent hisser par leurs journaux et leurs clubs jusqu'à la prétention d'être des hommes d'Etat véritables, aussi capables de gouverner le pays que tant d'autres pour lesquels ils ont déjà fait quelque révolution. Ils sont soutenus dans cette voie par la plus singulière vanité, ils croient bonnement que la France les contemple, que l'Europe les regarde et cette idée peut les pousser jusqu'à se nuire ridiculement.

Ainsi, lorsque Maljournal passera en Conseil de guerre, sa mère aura pris soin de lui écrire que l'Europe a les yeux fixés sur lui, qu'il vaut mieux être condamné que de répudier ses convictions et trahir son passé ; son père distribuera des cartes de visite sur lesquelles on lit : *Maljournal père* et lui-même, aura la sottise de ne pas saisir la perche que lui tendra le colonel président le V^e Conseil de guerre. Il n'osera protester hautement contre les actions et les hommes, qu'il semblait devant moi repousser avec mépris.

Quoique jusqu'ici, j'ai exagéré, à coup sûr, le bien qu'on peut dire de tous ceux dont j'ai parlé, personne cependant n'aura manqué de les considérer avec moi comme vulgaires et incapables. Ils n'ont aucune qualité élevée, aucun caractère, une énergie douteuse. Comment donc ont-ils si aisément obtenu que les honnêtes gens leur abandonnassent Paris ? Plus je les vois, plus je les trouve indignes de faire peur. Ils n'ont d'autre valeur que celle qu'on leur laisse prendre et il me semble toujours que

dix mille hommes décidés auraient suffi pour les maintenir. Ils sont là nombreux autour de moi, pas un ne peut citer une action d'éclat ; d'habitude, au contraire, il est question de panique. Ils sont loin de révoquer en doute, les succès annoncés par leurs journaux, mais ils les rapportent à des moyens plus ou moins fantastiques : *on a fait tomber les soldats dans tel piège, on a démasqué tant de batteries ignorées* ; jamais rien de précis. Ce n'est pas une armée cela, ce ne sont pas des soldats.

Pourquoi donc l'armée de Versailles met-elle tant de temps à faire son entrée dans Paris ? Je ne puis croire qu'elle soit repoussée chaque jour comme le dit le journal officiel de la Commune. Quelques blessés au moins en diraient certains faits positifs, ils seraient moins consternés le jour de leur arrivée parmi nous. Il faut donc que l'armée de la France soit trop peu nombreuse, difficilement rassemblée, peut-être même, tient-elle médiocrement à venir nous délivrer.

Malgré soi, on entend toujours parler de soldats qui refusent de tuer leurs frères, de régiments qui mettent la croix en l'air. De temps en temps, nous avons sur le Cours-la-Reine et aux Champs-Élysées, le hideux spectacle de bandes désarmées, revêtues de l'uniforme militaire, hurlant : Vive la Commune, et conduites par quatre ou cinq gardes nationaux triomphants.

J'ai beau me souvenir que les premiers blessés du 2 avril étaient aussi déguisés en soldats, ceci produit toujours une impression pénible, surtout si le canon se tait à ce moment. Oui, pendant plusieurs semaines, nous sommes réduits à cet état misérable où le bruit du canon n'a rien de sinistre ; il prouve du moins que nous ne sommes pas abandonnés complètement.

Comment oublier ces splendides canonnades du soir qui font mieux dormir que le silence ? La première a lieu le 15 avril. La nuit est superbe, le ciel est sans nuages. Tout à coup, vers neuf heures, les canons des forts et des remparts détonnent tous à la fois ; canons, mitrailleuses et fusils (la fusillade s'y mêle) se chargent et se vident sans interruption. Jamais sons plus imposants n'ont frappé l'oreille. J'étais alors dans une de mes salles, occupé à faire des pansements, je ne peux résister au désir d'aller dans le jardin jouir de ce concert merveilleux. Notre émotion est extrême.

Vers dix heures et demie, le feu se ralentit, les coups deviennent distincts, isolés, le silence renaît, la poitrine de mes insurgés se dilate plus aisément, l'assaut est repoussé !

Demain matin, à cinq heures, nos voitures partiront pour aller chercher les blessés. Qui sait combien vont m'attendre ? J'arrive une heure plus tôt que les autres fois, je m'informe vite et j'apprends que sept voitures, parties au point du jour, sont reve-

nues apportant *un* blessé. Il est mis dans une de mes salles ; j'arrive promptement à son lit ; il a reçu une balle de chassepot dans la jambe.

— « Une balle de chassepot, me dit-il, c'est impossible dans mon bataillon, il n'y a que des fusils à tabatière. »

— « Comment ! mais pendant l'assaut, un soldat a pu vous atteindre. »

— « Non, non, j'étais dans le fort et puisque c'est une balle de chassepot, elle me vient du bataillon qui était à l'autre extrémité du fort. »

Que s'est-il donc passé ? je l'appris plus tard. Mes blessés de l'armée me disaient à la fin de mai que ces canonnades magnifiques leur indiquaient quelle quantité d'eau-de-vie avait été absorbée par les fédérés. Après une forte ration, ceux-ci se mettaient chaudement à l'œuvre et toutes les munitions y passaient au plus vite. Pendant ce temps, les soldats se reposaient tranquilles, pour tomber au jour naissant sur nos ivrognes endormis et privés de cartouches.

Ils faisaient pourtant grand bruit ces fédérés malgré leur petit nombre ! oui, je dis bien, leur petit nombre, car s'ils comptaient beaucoup de bataillons, il n'y avait dans chacun que peu d'hommes disposés à marcher.

Dans les premiers temps, il n'est pas très rare de rencontrer quelque bataillon au grand complet. Celui par exemple qui est commandé pour accompagner au cimetière les hommes morts à l'ambulance est imposant par l'espace qu'il couvre et le tapage qu'il fait ; c'est presque un régiment.

Il en est de même, paraît-il, de ceux qui sont désignés pour garder la place Vendôme. On pourrait connaître par le nombre des hommes, le poste qui leur est assigné.

Le 6 avril, la Commune profite de cette disposition pour tenter d'éblouir ses adeptes par une imposante manifestation. La garde nationale est convoquée pour rendre les derniers devoirs à un certain nombre de morts déposés à l'hôpital Beaujon. Là, on peut montrer du zèle, ou se faire rayer de la liste des suspects sans courir grand danger. Nos braves n'y manquent pas et je me suis laissé dire qu'ils se sont présentés au nombre de deux cent mille. C'est trop assurément, mais cette exagération n'en prouve pas moins mon dire.

Au contraire, les bataillons commandés pour les remparts, ceux qui partent dans la direction de Versailles, de Meudon, ceux-là sont plus bruyants encore, mais leurs criailleries, leurs chants avinés ne sortent pas de la foule. Ils n'égaleront jamais en nombre deux compagnies du premier siège. La Commune le sait bientôt et les bulletins de service portent tous alors

l'indication de l'Hôtel de Ville et de la place Vendôme. On commence par s'y laisser prendre, on arrive en grand nombre pour recevoir l'ordre de se rendre à tel poste de combat.

La mesure attrape et mécontente trop de gens pour qu'on la tienne secrète et la ruse divulguée, l'égalité s'établit promptement dans l'effectif des bataillons. Il faut alors employer les grands moyens, proférer des menaces terribles contre les réfractaires, prescrire les réquisitions. Mais il est difficile de se procurer ainsi des hommes pleins de zèle et de dévouement. Cette mesure prise contre des gardes nationaux ne peut être exécutée que par d'autres gardes nationaux plus ou moins empressés d'obéir, son application est forcément inégale, suivant la mollesse des uns et la violence des autres. Assurément, les haines particulières, les rivalités, les vengeance se mettent de la partie et produisent quelques résultats partiels, mais le but n'est pas atteint. Accepter le rôle de pénétrer dans les maisons pour se procurer du renfort, ne dénote pas un grand courage. Il faut être lâche pour rechercher pareille mission ; aussi ceux qui s'en chargent font d'habitude plus de bruit que de besogne. Ils procèdent toujours par intimidation, menacent de fusiller sur-le-champ, mais savent se retirer avec prudence quand ils trouvent à qui parler. En voici un exemple ; il serait facile de les multiplier.

J'ai dans ma salle Saint-Ferdinand quatre excellents infirmiers. Anciens serviteurs de l'Empereur, ce sont des hommes sûrs, à qui je dois un bon témoignage d'estime et d'affection, deux habitent la même maison au Gros-Caillou. Ils apprennent un soir en rentrant chez eux que six hommes les ont réclamés le matin pour les incorporer dans leur compagnie et qu'ils doivent revenir le soir même. Biétri comme valet de chambre était particulièrement attaché aux appartements de l'Impératrice. Il me parle volontiers de sa souveraine avec respect et convenance ; il vante sa bienveillance et son activité qui la portait fort bien à prendre par exemple un grand tableau par un bout pour aider elle-même à le mettre plus promptement en place. De ses anecdotes, la plus curieuse sans doute est celle-ci :

A Saint-Cloud, il a vu le maréchal Leboeuf sortant de la bibliothèque, jeter son portefeuille par terre dans la salle de billard, en jurant qu'il ne le reprendrait pas, si Emile Ollivier restait ministre. Biétri venait de relever ce portefeuille, de le présenter au maréchal qui le repoussa, et de le déposer sur le billard, lorsqu'il fut appelé par un coup de sonnette dans la bibliothèque. L'Impératrice, assise sur les genoux de l'Empereur et lui entourant le cou d'un de ses bras, lui donna l'ordre de faire rentrer le ministre de la Guerre.

Après quelques hésitations de l'Empereur et d'Emile Ollivier, la guerre était ainsi décidée !

Le but de l'Impératrice était de faire monter le prince des Asturies sur le trône d'Espagne et de lui faire épouser sa nièce, la plus jeune des filles de la duchesse d'Albe, tandis que Prim, empêché par la France, de faire couronner le duc de Montpensier, s'était retourné vers un Hohenzollern parce que celui-ci, tenant par sa mère à la maison de Bragance, pouvait à la rigueur n'être pas considéré comme tout à fait étranger à l'Espagne.

Biétri, mon vieil artilleur de l'armée de Chine et de l'armée d'Italie, déclare que munis chacun d'un revolver à six coups, ils n'ont rien à craindre de six gardes nationaux. Ceux-ci reviennent, la portière leur transmet la réponse de mes amis... « Ah ! c'est comme cela, eh bien ! nous verrons demain, nous serons en nombre. »

Cette fois, ils sont partis, mais pour ne plus reparaitre.

Tous les expédients de la Commune, pour grossir ses bandes s'épuisent promptement. Le départ de Paris, des hommes, inquiétés, rend ses menaces illusoires, et le dernier prétexte inventé par elle, prouve l'inanité de ses prétentions. Je veux parler de la revue passée par Rossel le 9 mai, tout près de nous, aux Champs-Élysées. Cette fois, vingt mille hommes sont commandés pour une revue ; le prétexte est nouveau, la souricière paraît bien tendue ; malgré cela il n'en vint que six mille. Rossel qui croit avoir besoin de douze mille hommes, perd courage et donne sa démission.

Si, du moins, ces gardes nationaux compensaient leur petit nombre par leur courage, les membres de la Commune pourraient peut-être continuer quelque temps encore leurs élucubrations malfaisantes. Or, j'ai vu beaucoup d'insurgés blessés et deux fois seulement, je l'affirme, j'ai entendu parler de bravoure. Dans un cas, il s'agit de Magnan, ce grand garçon de 17 ans dont il a été question à propos de Rousseau ; il passe pour n'avoir même pas conscience du danger. Dans le second cas, c'est l'énergie et le sang-froid de Durassier que l'on donne en exemple.

En revanche, j'ai eu dans ma salle, pendant une semaine, deux officiers, dont je pourrais écrire les noms, qui avaient vu s'écrouler un mur assez près d'eux pour oser tomber à la renverse et se faire porter à l'ambulance, sans une seule égratignure. Les autres me prièrent de les chasser, et les forcèrent à déguerpir ; sur mon refus de me mêler ainsi à leurs affaires. Qu'ils retournent au combat, s'ils veulent, ils seront toujours bons à crier : *Sauve qui peut.*

Ce mot, en effet n'est pas inconnu dans leurs rangs, car à leur arrivée dans nos baraques, les hommes se plaignent d'habitude de n'avoir pas vu leurs chefs, les officiers, d'avoir été abandonnés par leurs soldats. L'accord entre eux serait cependant parfait sur ce point, si j'en crois certain aide de camp de Dombrowski, qu'on m'amène mourant, la colonne vertébrale brisée, l'estomac traversé par une balle. Le lendemain matin, son planton revient me demander ce que j'en pense. Il n'a que quelques heures à vivre.

— « Mais, dites-moi, ce n'est pas vrai ce que votre capitaine a crié toute la nuit dans son délire ? Il ne cessait de répéter : général, prenez garde à vous, voyez les gardes nationaux, comme ils sont lâches, comme ils se sauvent.

« Prenez garde général, sauvez-vous, nous ne sommes plus que quatre, nous ne sommes plus que quatre. »

— « Non, monsieur, ce n'est pas vrai ; nous n'étions plus que deux, lui et moi, à cheval, pour défendre la grande barricade du pont de Neuilly ! Et cette barricade ne fut prise que huit jours plus tard ! »

Les généraux étaient-ils du moins la bravoure même ? Les attaques de nerfs d'Okolovicz et la cuirasse de Bergeret lui-même me forcent à en douter.

Ce dernier passa la nuit du 21 au 22 mai au Palais de la présidence du Corps législatif, dont il avait fait sa résidence depuis sa rentrée en grâces avec la Commune. Il n'avait pas manqué de prendre possession de la chambre à coucher de M. de Morny. C'est dans la chambre de ce pauvre duc, qu'on lui apprit le 22 mai, à 3 heures du matin, l'arrivée des troupes sur l'esplanade des Invalides. Vous pensez bien qu'il n'eût pas besoin de voiture à deux chevaux pour déguerpir. Il se sauva sans bruit, ne prit pas le temps d'endosser sa cuirasse et la laissa honteusement. Sa digne compagne oublia de son côté quelques pièces de sa toilette, qui faisaient ignoblement tache dans cette chambre élégante. Tout cela fut montré à mon ami Hottot qui dirigeait l'ambulance de notre société installée au Corps législatif. Les bas et les pantoufles de la citoyenne Bergeret furent balayés avec l'empressement et le dégoût convenables ; la cuirasse fut conservée par Hottot. Il l'a offerte depuis à M. Nélaton chez qui elle est encore.

Voilà toutes les marques de courage qui sont venues à ma connaissance ! Comment en serait-il autrement chez des hommes dont les idées sont faussées à ce point que pour eux l'insubordination permanente est le devoir véritable ? Ce n'est pas précisément qu'ils refusent d'obéir, car ils peuvent encore marcher en désordre, mais par suite de leur mauvaise éduca-

tion, l'envie les domine si bien, qu'ils ont toujours en méfiance tout ce qui est au-dessus d'eux. Ils usent largement de leurs droits électoraux ; ils ont beau avoir autant d'officiers qu'il leur en faut, ils en nomment encore et le candidat choisi hier, verra dès demain ses concurrents s'emparer de l'influence qu'il perd depuis qu'il est proclamé. Aussi, par compagnie, voit-on toujours plusieurs officiers du même grade, aucun ne se laisse oublier au moment de la paye.

Voilà comment ils comprennent l'égalité, mot absurde qui n'a jamais produit que la folle prétention de n'avoir pas de supérieurs.

Les suites de leurs blessures ne font rien pour justifier ces rêves égalitaires ; leur résistance aux places d'armes à feu varie encore que leurs autres aptitudes.

Aussi, l'occasion se présente-t-elle souvent où je prends plaisir à leur faire renier leur prétendu principe avec une entière sincérité. Lorsque l'un d'eux venait de mourir, je disais volontiers à ceux qui avaient reçu la même blessure, que le moment était venu pour eux de crier : Vive l'égalité... Ils ne répondaient à cela que par une fort laide grimace. Mais que leur importe ? Les niais seuls veulent croire à l'égalité, pour conserver l'espoir d'arriver à leur tour. Les habiles ne la proclament que pour exposer plus librement leurs prétentions et prendre la place des autres, même celle de leurs élus.

Par quelle pernicieuse influence, tant d'hommes sont-ils arrivés à ressentir par instinct, presque par nature, un sentiment de haine véritable pour tout ce qui est au-dessus, ou en dehors d'eux ? Certainement, tous ne demandent pas à prendre, à voler, mais tous aiment à briser ce qui appartient à d'autres. Le fameux : *Ote-toi de là que je m'y mette* n'est plus leur devise véritable mais bien celle-ci : *Pourquoi posséderait-on ce que je n'ai pas.*

S'ils ne briguent pas tous le commandement, ils cherchent au moins à se grandir en abaissant un chef. Leur est-il utile ? leur défiance ne cède pas pour cela. Ils font surveiller Cluseret, comme on l'a vu, par quatre hommes chargés de le tuer, s'il trompe leurs espérances. Ils font arrêter Assi, Bergeret, Rossel, qui n'ont pu tenir ce qu'ils en attendaient.

Avec de tels sentiments, que peut être leur discipline ? Si la crainte et l'intérêt les réunissent, je ne crois pas qu'ils se laissent maintenir par leurs chefs. Pour ma part, j'ai bien failli être victime de leur défaut d'obéissance. Passant un jour le long du Ministère des Travaux publics, je vois à la porte des bureaux une sentinelle en état d'ivresse, portant l'uniforme de matelot, criant et gesticulant malgré deux officiers qui s'efforcent de la

calmer. Je vois bien cet homme brandir son fusil, mais j'avance sans méfiance, lorsque tout à coup, criant aux autres qu'ils ont eu tort de l'empêcher d'embrocher cet homme reconnu par lui, il en fait le geste, et voilà la pointe de son sabre presque entre mon bras gauche et ma poitrine.

Tous trois restent stupéfaits, je passe en les regardant avec hauteur et mépris ; ils ne disent pas un mot et je n'entends pas une parole, tout le temps que je suis en vue. Je pris ensuite la bonne habitude d'abandonner le trottoir aux sentinelles.

Que dirait-on de nos soldats, si deux officiers étaient incapables d'empêcher un homme d'agir ainsi ? Mais il n'y a pas toujours de maîtres pour les gardes de la Commune et le commandant le plus énergique n'en obtient que ce qu'il peut. Ainsi lors de l'explosion de la cartoucherie de l'avenue Rapp (1), Durassier, était convaincu que ce bruit, comparable à un tremblement de terre, était dû à l'explosion de sa flotille amarrée à côté de l'ambulance.

— « Elle ne peut manquer de sauter, disait-il, car je n'ai jamais pu empêcher ces coquins d'aller vers les munitions avec leurs pipes allumées. »

Ces hommes mettent donc constamment en pratique la belle théorie de l'initiative individuelle si chère au colonel Denfert. Ils n'ont pour leurs officiers, ni estime, ni respect ; ils ne leur accordent qu'une confiance limitée.

Toute cette association ne se tient que par une communauté de convoitise et d'intérêts. Les chefs eux-mêmes, tant officiers que membres de la Commune, sont loin de professer une considération marquée les uns pour les autres.

J'en trouve, j'en trouverais aisément de nombreux exemples dans les ordres du jour et les procès-verbaux des séances de la Commune, si je ne m'interdisais avec grand soin d'écrire les souvenirs qui ne me sont pas personnels. A ce sujet, voici ce qui m'appartient de plus saillant.

Je n'ai pas suffisamment questionné Maljournal, j'aurais certainement à enregistrer bon nombre de jugements rendus par

(1) Cette formidable et longue détonation sème l'épouvante autour de moi. Il semble que toutes les planches de nos baraques sont fracassées et volent en éclats ; les vitres du Palais de l'Industrie tombent de tous côtés et causent une telle peur à une de nos dames, qu'elle se met à courir en rond comme un cheval de manège et appelle à son secours sans pouvoir s'arrêter. Une infirmière se jette à plat ventre sous un lit et pousse des cris perçants, immédiatement couverts par ceux du blessé dont elle fait rouler la couchette, et qui se croit emporté par tous les obus et tous les diables. Une autre, étalée de tout son long, balbutie une prière, entrecoupée de baisers sans nombre qu'elle croit donner à la terre et qu'elle applique sur les joues d'en bas d'un infirmier, aussi complètement terrassé par la frayeur. Toutes les figures sont pâles, les lèvres tremblantes, les voix éteintes, que d'hommes drôlement anéantis !

lui, en connaissance de cause, dans le genre de ceux-ci. Pour lui, Cluseret est un intrigant qui ne cherche qu'à tirer profit de la révolution ; Jules Vallès est une *canaille*, écrivant dans le sens de leur parti uniquement pour l'argent qu'il y trouve à gagner.

Vermorel, dix minutes à peine avant son départ pour Versailles, alors qu'il croit réellement marcher à la mort, profite pour me questionner, de l'espèce d'émotion produite sur moi par la lecture de la lettre qu'il adresse à sa mère. Il me demande si Félix Piat est arrêté. Comme je ne l'ai pas entendu dire, il ajoute avec emphase et en affectant de calculer la valeur de ses expressions :

— Ce type de lâcheté et d'envie parviendrait-il à s'échapper ?

Leurs rivalités et leurs haines survivent donc à la défaite, à la ruine de leurs espérances ! J'en reste tout surpris. Ce même Vermorel soutenu par un infirmier, se dirige alors sur les cabinets situés au bas de l'escalier, qui conduit aux salles de peinture de l'exposition actuelle. Okolowicz le voit et déclare qu'il doit avoir de l'argent dans ses poches celui-là, qu'il va sans doute bien payer quelque moyen d'évasion ; c'est dit hautement, les soldats qui les gardent à vue l'entendent aussi bien que moi, et l'un d'eux s'empresse d'aller surveiller.

Voilà leur union, voilà leur fraternité. Leurs sentiments et leurs doctrines ne mettent pas fin aux divisions qui ruinent la la France !

Il est encore un caractère particulier aux soldats de la Commune, c'est leur ivrognerie. Comme tout le monde, je sais que pendant le premier siège, il a été fait dans Paris une consommation extraordinaire de vins et d'eau-de-vie. Mais je n'en ai jamais eu à en constater de mauvais effets sur les blessés de l'armée et de la mobile. Sous la Commune, c'est autre chose ; plus de la moitié des blessés sont encore gris au moment de leur arrivée à l'ambulance, et certains sont ivres morts. J'en ai déjà indiqué quelques-uns, j'en ai vu beaucoup d'autres. Je pourrais citer un insurgé apporté de Neuilly mourant et expirant peu après avoir été couché dans un de nos lits ; il ne reprend pas connaissance et ne cesse de vomir du vin en rendant le dernier soupir.

Un autre, quelques jours plus tard, arrive, la figure complètement noircie par la poudre, les cheveux, les vêtements en grande partie brûlés et les deux poignets emportés. Le brancard est déposé à terre, mon ivrogne se lève, tient plus ou moins sur ses jambes, fait quelques pas mal assurés, répond ainsi à ma demande :

— « Eh ben, je venais de charger mon canon et je le regardais comme ça mon canon et v'là qu'un s... gamin y met le feu. »

Figurez-vous ces deux bras écourtés sans pansement, étendus en avant pour faire le geste que vous savez, souvenez-vous en même temps du ton familier aux ivrognes de profession et vous comprendrez l'objet de dégoût.

Il faut le reconnaître, les officiers ont plus de tenue que leurs hommes à cet égard. Ils sont rarement gris au moment de leur entrée. Mais les suites de leurs blessures sont là pour prouver qu'ils n'ont jamais fait partie d'une société de tempérance. Ils sont pris du délire alcoolique, comme de simples insurgés dès que la fièvre survient, délire dégoûtant et presque de règle ; il se montre dans la majorité des cas, on dirait qu'il se propage d'un lit à l'autre, comme s'il devait représenter la marche triomphale de la Commune. Voilà une des grandes causes de l'effroyable mortalité des communaux blessés.

CHAPITRE XIII

VERMOREL

Jusqu'ici, tout en cherchant à rendre justice aux hommes que j'ai connus, je n'ai pu tenir grand compte de leurs qualités militaires, ni de leurs vertus professionnelles. Ont-ils au moins quelque idée politique qui les porte sincèrement à cette lutte fratricide ? Sont-ils assez fermes dans leurs convictions pour que nous soyons tenus de les admettre. Je ne crois fortement qu'à l'envie qui les guide, qu'à l'espoir du bénéfice qui les soutient. Ils font de la politique comme ils boivent le vin bleu par occasion, sans besoin et sans goût ; c'est la gloutonnerie de l'ébriété. Leurs convictions sont avant tout des appétits ; elles disparaissent avec la perte de l'espérance. Leur but manqué, ils n'ont plus de foi en ce qu'ils déclaraient leurs croyances. En voici un singulier exemple :

Le 25 où le 26 mai, je trouve un nouveau communal parmi mes blessés (à ma visite du soir). On l'a découvert et arrêté dans la loge d'un portier des Ternes. Il m'est totalement inconnu. Pendant que je pensais ses voisins, j'ai bien aperçu tout à l'heure M. Chenu lui parlant avec intérêt ; mais tout en éveillant mon attention, cela ne me le fait pas connaître.

Arrivé à son lit, je me borne à lui demander quelle est sa blessure.

— « Docteur, ma blessure n'est rien, mais je suis *prisonnier d'Etat*. »

— « Pour être ici cependant, il faut que vous soyez blessé. »

Il relève ses couvertures et me fait voir sa cuisse droite enveloppée de chiffons en désordre. Depuis trois jours, le pansement n'a pas été renouvelé ; il n'est plus reconnaissable. La cuisse a été traversée par une balle dans le tiers supérieur, les deux ouvertures sont près de la ligne médiane ; c'est à ne pas comprendre que l'os ne soit pas brisé. Sans plus d'entretien, j'applique sur la plaie le pansement nécessaire, et en me retirant j'apprends de mon infirmier, que je viens de panser Vermorel.

Le lendemain matin, je le trouve tout habillé, jaquette grise, pantalon et gilet pareils, de plus haute taille qu'il ne m'avait paru la veille.

— « Malheureux, que faites-vous, pensez-vous jouer avec une telle blessure ? »

— « Docteur, j'ai reçu l'ordre de me tenir prêt à partir pour Versailles. »

Je n'ai pas à intervenir, et je vais soigner les autres. Bientôt M^{me} D... (1) vient me dire que Vermorel la prie de prendre une lettre qu'il écrit à sa mère et me demande si elle doit se charger de la faire parvenir. Je cours vers lui. — « Monsieur, vous voyez où nous sommes, vous voyez les baïonnettes qui nous surveillent, je vous défends d'essayer de compromettre Madame. »

« Docteur, ma lettre est ouverte, ayez la bonté de la lire. »

Je la prends ; il écrivait à sa mère qu'il allait mourir, il lui demandait pardon de toute sa vie passée, il lui adressait sa dernière pensée, sa dernière prière, et dans les meilleurs termes, exprimait sa douleur de ne pas la revoir, l'embrasser avant de mourir.

A ce moment, il croyait aussi bien que nous qu'il serait fusillé avant d'arriver à Versailles.

J'ai lu, et je lui serre la main.

Cette lettre, le commandant de l'escorte qui conduit aujourd'hui les prisonniers à Versailles, se charge de la mettre à la poste. Elle parvient en effet.

Mais l'œuvre de M^{me} D... n'est pas achevée ; elle lui parle de Dieu, lui demande de réciter une prière qu'elle lui donne par écrit, parce qu'il ne la connaît pas. Je peux vous affirmer qu'il la remercie fort bien.

Voici l'heure du départ, il prend sa canne, essaie de marcher seul, est obligé d'appuyer son bras sur l'épaule de l'infirmier, et arrivé à la voiture préparée pour l'emporter, déclare qu'il restera comme les autres, assis sur la banquette.

Je suis obligé d'intervenir et d'exiger qu'il s'étende sur le brancard pour ne pas aggraver sa blessure. Il lui faut quelque énergie pour faire ainsi contre fortune bon cœur.

Quelques jours plus tard, Vermorel mourait à l'hôpital de

(1) C'est M^{me} Dehorter qui a provoqué cette demande de service en lui offrant de prévenir sa famille.

Il la supplie de le laisser écrire lui-même, puis la prie de faire parvenir à M^{me} Vermorel, aux environs de Toulouse, cette lettre extrêmement touchante, en même temps que sept cents francs qu'il a sur lui, et qui, a-t-il soin d'ajouter, lui appartiennent bien légitimement.

Le tout a été remis.

Versailles, en chrétien converti. Avant sa mort, il avait adressé à M^{me} D... la lettre suivante :

Versailles, le 6 juin.

Je viens vous remercier, Madame, du bien que vous m'avez fait, et des bonnes paroles qui me pénètrent encore. Pour la première fois de ma vie, j'ai compris ce qu'une voix de femme supérieure et dévouée peut avoir d'influence sur l'âme. Vous m'avez rapproché de Dieu, Madame, je vous bénis.

Votre voix pénétrante est une consolation dans mon exil douloureux. Ma dernière pensée sera pour vous et ma prière apprise par vous, sera agréable à Dieu qui vous a donné la force de soulager les malheureux.

Votre respectueux et bien reconnaissant méconnu

A. VERMOREL.

Voilà ce que sont les convictions et les principes de ces hommes qui passent leur vie à se dire libres penseurs, à vanter leurs immortels principes. Quand ils ont perdu tout espoir de satisfaire leurs passions, il suffit d'une prière adressée délicatement par une femme de cœur, pour qu'ils jettent le masque, répudient le rôle qu'ils ont joué, et s'intitulent *méconnus*. Décidément, tous ces farceurs ne sont républicains que dans l'espoir de n'être plus soumis à la loi, et de régner à sa place.

Je sais qu'il en est d'autres capables de persévérer jusqu'au dernier moment. Sont-ils plus convaincus ? Les uns sont affolés par leur zèle, les autres n'ont jamais entendu la voix du bien et de l'honneur. Trop absorbés par leurs appétits, désormais pour regarder le bon exemple, il faut du temps pour leur ouvrir les yeux. Cela s'est fait cependant autour de nous.

L'aumônier du Gros-Caillou, où furent transportés nos derniers blessés, en faisait un jour la remarque à M^{me} la comtesse de Ludre. Les communaux soignés par nous lui semblaient meilleurs que les autres, et il regrettait que nos dames de charité ne fussent pas priées de continuer à l'hôpital militaire, leur œuvre moralisatrice.

Je ne voudrais cependant pas nier complètement la variété du communal mystique, amoureux de ses principes, c'est l'espèce la plus rare, elle est presque introuvable. En voici le seul exemple que j'ai rencontré :

Au moment de l'entrée des troupes, le 22 mai, il mourait dans ma salle un lieutenant communal, qui aurait pu être le type véritable et mieux accentué du *Camille Desmoulins de Rabagas*. C'est un Belge d'une famille riche de Bruxelles ; il m'est recom-

mandé par un délégué de la Société de secours qui fait grand cas de sa famille. Ce pauvre Keymeulch est venu servir comme lieutenant dans je ne sais quel bataillon de la Commune, et cela par *amour platonique des beaux principes républicains*. Il paraît le plus inoffensif des hommes ; ses manières sont si affables, si prévenantes, que les infirmiers sont les premiers à remarquer qu'il a été élevé autrement que les autres. C'est un rêveur qui parle volontiers avec onction de la beauté des sentiments républicains, des idées généreuses qui rendront tout le monde heureux. Il revient chaque jour sur ce sujet comme s'il éprouvait le besoin de se raffermir chaque matin dans ses folles croyances. Il me concède, il déclare qu'il n'a trouvé rien de beau, rien de généreux parmi ses compagnons d'armes, mais c'est qu'ils n'ont pas reçu l'éducation républicaine. Cette belle éducation rendra parfaites les générations futures ; tout alors sera beau, sera généreux, sera sublime, savez-vous. Quel bonheur s'il peut revivre dans ce milieu que l'avenir réserve à ceux qui viennent de naître !

Ses rêves lui font presque oublier ses quatre blessures ; ils l'empêchent surtout de remarquer le sourire de ses voisins qui ne prennent pas la peine de l'écouter. S'il était plus grossier, je le comparerais volontiers à ces faux libres penseurs qui, sous prétexte de nier Dieu, s'efforcent de l'injurier chaque jour.

Le pauvre fou, voilà ce qu'il a payé de sa vie.

CHAPITRE XIV

LES INSURGÉS ET LEURS FEMMES

En rapportant tout ce qui précède avec la plus grande exactitude et sans avancer un fait dont je ne puisse fournir quelque témoin, je n'ai point trouvé l'occasion de signaler chez les communaux des emportements passionnés, fanatiques. Je les crois, en effet, fort dépourvus à cet égard, et simplement poussés d'ordinaire par leur brutalité naturelle. Il me répugne même de soupçonner quelques mouvements de l'âme dans l'accomplissement de leurs crimes. Je me souviens trop de leur grossièreté, à la fois inepte et grotesque pour leur concéder l'intelligence du mal, c'est la brute qui surgit en eux.

Ceux qui ne connaissent de la Commune que les incendies et les massacres, ne pourront peut-être partager mon avis. Je n'ai pourtant qu'un but, celui d'être juste et d'accorder à chacun ce qui lui revient, sans oublier que je suis resté longtemps plus frappé par le côté bête que par le côté sinistré des communaux.

D'abord, ces hommes ne constituent pas un parti, malgré leurs prétentions, ils sont simplement des bandes d'appétits insoumis et de passions avides. Or, si je ne m'abuse, c'est moins avec les sciences morales qu'avec les connaissances de l'animalité qu'on peut analyser ce triste fouillis.

Que sont ces hommes ? comme règle de conduite, comme principes ? Envie et prétentions, comme science des devoirs, comme morale des besoins ; comme importance des forces brutales. Voilà le fonds commun, le mobile permanent. Ajoutons-y les habitudes d'ivrognerie qui anéantissent la conscience et la peur du châtement mérité qui conseille toute espèce de moyens de salut ; avec cela, nous pourrions comprendre tous les actes de la Commune et des communaux. Une distinction toutefois doit être établie entre la foule et les meneurs.

Au début, la foule devient brutalement maîtresse du pouvoir, son premier besoin est d'en tirer vanité, elle se contente d'en faire parade et vante sa modération. C'est le cheval qui s'arrête après avoir déplanté son cavalier. Alors, on s'empare des monuments

publics que l'on respecte encore. Puis, on passe aux habitations particulières, mais il faut d'abord quelque prétexte. Ainsi, chez le général de Galliffet, la foule demande à M^{me} Roche, qui a dirigé cet hiver avec M^{me} la marquise de Galliffet un de nos services de blessés au Grand-Hôtel, qu'on lui livre les papiers, les lettres surtout. Il est facile de comprendre qu'elle est mue par le désir de découvrir quelque bon scandale qui met les rigueurs de son côté.

Elle ne trouve rien ; le lendemain, elle revient pour chercher encore M^{me} Roche qui fait enlever les valeurs, à l'habileté de faire ouvrir les caves, et nos souverains s'y oublient pendant deux jours. Les autres l'apprennent, désormais les caves ne seront plus oubliées.

Avec l'ivresse, les besoins augmentent, le droit de possession n'est plus clair et l'on emporte ce dont on peut tirer parti. Il est remarquable que l'argenterie se prête merveilleusement à la satisfaction de ceux qui ont fait ce dernier pas. Elle exerce une véritable séduction ; voyez plutôt.

Vers le 15 mai, j'arrivais sur la place de la Concorde, par la rue Boissy-d'Anglas, lorsque j'entends des éclats de rires et des cris de joie autour de la barricade formidable élevée à l'entrée de la rue Royale. Je m'informe, voici ce qui est arrivé : Un capitaine d'insurgés revenait en fiacre de Neuilly ; il avait été forcé sans doute de traiter son cocher avec tous les égards dus à sa haute position sociale. Aussi, celui-ci est-il assez ivre pour flanquer le véhicule dans les fossés creusés profondément devant la barricade. Du fiacre renversé s'échappent grand nombre de pièces d'argenterie, le capitaine n'en sort pas si aisément et pendant qu'il se démène, la foule s'est précipitée et a pris sa part.

Repris de justice ou non, les auteurs d'exploits pareils sont ainsi arrivés à la période de la peur du châtiment mérité. Il faut continuer à boire pour repousser l'idée qu'on est un voleur, il faut lutter par tous les moyens pour éviter la correction, car l'habitude est vite contractée et le vol continuera autant que l'impunité.

Alors les meneurs ont beau jeu, le terrain est bien préparé, leurs hommes sont solides. S'ils veulent des otages, ils ne seront plus obligés de prétexter que le curé de la Madeleine a volé les vases sacrés de son église ; ils trouveront partout des hommes pour arrêter les prêtres parce qu'ils sont prêtres, les honnêtes gens parce qu'ils ne sont pas des voleurs. Qu'ils s'enhardissent ces meneurs, qu'ils en imposent par leur brutalité, par leur insolence à l'égard des hommes de bien et leur basse flatterie devant la canaille, la foule leur appartient.

Pour obtenir tous les crimes, il leur suffit de faire trembler eux-mêmes, d'inspirer par leurs menaces et leur violence, une frayeur nouvelle. Allez coquins, allez sans crainte, vous avez à votre service le cheval qui tue, affolé qu'il est par l'objet qu'il craint et par l'éperon qui le frappe. Usez votre violence cette fois à la prochaine émeute, elle vous sera inutile, vos hommes revenus des pontons seront alors la brute en fureur qui brise et frappe avec rage pour se venger de Celui qui l'a châtiée sans la dompter.

Mais n'exagérons rien, le petit nombre seul peut prendre ces allures violentes, les masses ne s'emporent pas à ce point. Pour moi, et c'est ici que je crains d'être en désaccord avec mon lecteur, sur les quarante ou cinquante mille communaux qui ont pu mettre en fuite quatre cent mille conservateurs, sans en venir aux mains, je suis convaincu qu'ils ne se sont pas trouvés trois mille capables des crimes hideux que nous savons; je crois que par dégoût, des hommes se sont arrêtés d'eux-mêmes sur cette horrible pente, je crois que le plus grand nombre a été arrêté par la peur du précipice vers lequel on le lançait. J'en sais même qui ont été paralysés par un état d'ivresse trop complet.

Lorsque les troupes sont entrées, elles ont ramassé dans les casemates des remparts, des communaux engourdis par l'ivresse et devant leur vin, même sous les pieds du vainqueur. Certain étudiant en médecine *Manchon* transformé en chirurgien de la Commune, pourrait nous dire combien de mois de pontons lui a valu cette brillante conduite!

Même pendant la lutte, la nature humaine reprend ses droits, l'animation cède le pas à l'instinct de conservation car la vulgarité est incapable de défier bravement le danger. Il ne s'agit plus là de torturer quelques prisonniers désarmés, il ne s'agit plus de briguer quelque récompense en se montrant le plus grossier et le plus brutal. D'un autre côté le châtement est trop proche pour s'affoler comme les bestiaux du champ de foire. Les troupes ont donc beau jeu quand elles sont décidées à bien faire et suffisamment passionnées par la lutte. Souvent alors, elles trouvent les postes abandonnés depuis un certain temps, comme celui de la rue des Saints-Pères par exemple.

Ordinairement de nombreux gardes nationaux l'occupaient celui-là. Or, le 23 mai, pendant le combat acharné de la rue du Bac, un chef à cheval, écharpe rouge, bottes molles y vient demander du renfort. La porte est fermée, une femme et son homme sont seuls restés à l'intérieur, enfouis dans leur ivresse. La femme se présente et crie d'une voix peu intelligible, car en outre, elle a le nez rouge : — « Citoyen, ils sont partis, il n'y a que mon homme. »

Les voisins entendent, rient aux éclats et les bottes molles piquent des deux sans plus de renseignements.

Comment, en effet, trouver partout des hommes capables d'entraîner la foule et de la maintenir aux postes périlleux ? Ce n'est pas là le but principal des meneurs, leur intérêt n'y trouverait pas son compte ; aussi doivent-ils en de tels moments dévoiler des côtés bien misérables, car ils sont comme les autres plus arrogants, peut-être plus entreprenants, mais ils n'ont pas plus de courage. Ce sont encore des hommes sans principes, pressés de besoins souvent abrutis par le vin, dégradés par quelque manière de vivre abjecte ou infâme.

Voilà qui ne mène pas forcément à la pratique des vertus militaires. Je ne les ai pas vus dans l'action, ils doivent s'y montrer au plus ce qu'ils sont dans toutes les réunions, violents pour se faire écouter, fanfarons cyniques pour se griser de leur importance, ivrognes pour s'humecter le gosier et hurler plus aisément. Ils ne peuvent donc braver la mort qu'après avoir perdu tout abri.

C'est ainsi que les membres de la Commune se distinguent moins par leur résistance personnelle que par leur aptitude à fuir et à traverser les lignes prussiennes. N'en soyons pas surpris, car s'il en est d'assez enragés pour compter rétablir leurs affaires par l'assassinat, nous nous souvenons qu'ils peuvent, au milieu de leurs exploits céder à la peur, jusqu'à tirer sur leurs complices, quand ils ne voient plus clair.

Ceux-ci et c'est le grand nombre, doivent être singulièrement ahuris à l'arrivée des soldats. Leur cervelle trop surmenée ne peut résister à un tel choc. Ne leur demandons plus un éclair d'intelligence, il ne leur reste que les instincts de la bête sauvage qui anéantirait tout pour échapper. Mais comme ils se connaissent entre eux, ils ont eu l'occasion d'y réfléchir ; ils savent qu'ils n'ont pas le privilège d'être sans faiblesse, qu'au dernier moment ils ne raisonnent plus, ne comprennent plus, se souviennent à peine et qu'il leur est interdit de faire sûrement tout ce qu'ils rêvent. Aussi longtemps à l'avance et de sang-froid ont-ils nommé les incendiaires, choisi les assassins, préparé les dépôts de pétrole et imprimé la manière de s'en servir. Avec toutes ces précautions, on pourra du moins connaître la consigne.

Voilà de bien grands mots qui toutefois n'étaient jamais prononcés à l'ambulance. Les blessés n'en avaient que faire entre eux, ils n'avaient personne à qui les jeter à la tête, n'en pouvaient tirer profit ; ils les mettaient au rebut. Je ne crois pas qu'entre eux ils fassent grand étalage de principes s'ils se connaissent et n'ont ainsi besoin de duper personne. Ils ne semblent même pas s'occuper beaucoup les uns des autres. Malgré la

conformité de leurs intérêts et de leur sort, ils étaient indifférents entre eux, comme le sont du reste, les malades ordinaires d'une salle d'hôpital. Chacun pensait plus à soi qu'à son voisin et se gardait avec soin de se laisser aller aux grandes émotions causées par le malheur d'autrui. La mort même passait au milieu d'eux sans causer grand trouble et j'ai presque le droit de me demander si j'ai vu couler une seule larme, même parmi les parents et les amis de ceux qui venaient de mourir. Dans ce milieu-là, le sentiment n'est pas de rigueur. Les maris paraissaient tenir médiocrement aux visites de leurs femmes, plus d'une a été injuriée grossièrement en ma présence, pas une seule n'a été traitée devant moi avec quelque apparence de tendresse. L'amour n'a rien à voir dans ces sortes d'union.

L'officier de la Commune qui est moins laid que les autres et a eu des succès dans les bals de barrière présente à cet égard un type curieux. Ce type m'a plus d'une fois diverti ; il mériterait d'être analysé par les romanciers. Peut-être les femmes élégantes ont-elles pu le soupçonner derrière les grimaces de certains commis de nouveautés, voire même de certains conducteurs d'omnibus. Les officiers, dis-je, admettant volontiers qu'ils sont en quelque sorte ennoblis par leurs galons en simili-or rougissent de la pauvreté de leurs femmes, affectent de leur montrer du dédain, se croient dignes de compagnes plus soignées, mieux habillées, prennent l'air sentimental et devant les dames posent en rêveurs de robes de soie et de bijoux en or, car pour la populace c'est merveille, comme la robe de soie est un appétissant emblème de la richesse.

Je souris encore en me rappelant certains airs langoureux qu'on ne croyait pas surpris par moi et qui exprimaient d'une façon étrange, l'ardente convoitise de quelque apparence de fortune. Si des coquines enrichies avaient besoin d'un associé, d'un complice sans scrupules, elles le trouveraient là sans peine.

Avec de tels sentiments, la séparation dernière était plus facile et habituellement les femmes de communaux trouvaient dans ces tristes moments une bonne occasion de manifester la nature la plus abjecte ! elles ne s'en faisaient pas faute. A part trois ou quatre exceptions remarquables, ces femmes étaient simplement horribles. Je les fuyais avec grand soin, j'évitais de m'approcher des lits qu'elles entouraient et, Dieu merci, elles n'osaient pas me questionner sur l'état de leurs blessés, si même elles en éprouvaient le besoin.

Je plaignais nos dames infirmières qui étaient plus obligées de leur répondre et même de discuter avec elles. Certaines communeuses, en effet, venaient effrontément avec leurs enfants

voir leur mari aux heures de repas et prétendaient être servies à sa place. Car si sa blessure l'empêchait de *manger autant qu'il avait droit*, la société était assez riche pour ne pas profiter de son abstinence ! Ordinairement, on finissait par leur donner.

Dès qu'un insurgé était mort, le premier soin de sa femme était de réclamer les vêtements qu'il avait apportés. Souvent, elle refusait de reconnaître ceux qu'on lui présentait, parce que troués par les balles, déchirés par les éclats d'obus, coupés pour le premier pansement, maculés de boue et de sang, ils n'étaient plus aussi bons qu'au moment où la mégère les avait vus chez elle pour la dernière fois. Si on la laissait pénétrer sous la tente où étaient déposés tous les uniformes, elle choisissait, elle prenait surtout et plus d'une emportèrent plusieurs pantalons, plusieurs vareuses et le reste de telle sorte que si tous les blessés eussent survécu, beaucoup auraient manqué de vêtements les plus nécessaires.

Il fallait aussi se hâter de courir à la mairie. Il était urgent de faire constater ses droits à la fameuse pension décrétée par la Commune.

En promettant une rente de 600 francs aux veuves légitimes, *ou non*, de 365 francs à chacun des enfants reconnus *ou non* ; de 100 à 800 francs suivant les besoins à chacun des ascendants, des frères et sœurs, on avait singulièrement stimulé le zèle des intéressés aux déclarations et fourni la meilleure diversion à leur chagrin. Plus d'une scène amusante en fut la conséquence.

Les femmes qui, jusque-là, se sont opposées le plus énergiquement aux velléités guerrières de leurs maris, deviennent tout à coup maussades, acariâtres, prétendent manquer d'argent, réclament la solde et les vivres de campagne. Bientôt, on les voit par les rues, insultant leur mari s'il n'est pas enrôlé, le signalant comme un lâche, s'il tient à conserver ses jours. Plus d'une mère dénaturée a fait de même à l'égard de son fils !

Dans ce singulier rôle la femme illégitime se faisait aisément reconnaître par son empressement et ses forfanteries bruyantes. On eût dit parfois qu'elle jouissait avec surprise et fierté de cette espèce de réhabilitation à ses propres yeux, de cette illusoire apparence de reconnaissance officielle. Pour continuer à mériter les bonnes grâces de ses nouveaux bienfaiteurs, elle demandait effrontément qu'on ne fit pour celui qu'elle avait perdu, aucune cérémonie religieuse ; elle refusait l'intervention du prêtre, même au début, alors que la Commune n'avait pas encore songé qu'il lui était possible d'intervenir dans de

pareils moments. Au contraire, la femme légitime croyait devoir admettre l'enterrement religieux, et ce fut entre elles, le sujet de plus en plus d'une discussion à l'ambulance.

Bientôt, ni l'une, ni l'autre ne voulurent plus, ou n'osèrent plus en entendre parler ; il n'y a pas de devoirs envers les morts quand les survivants courent après une pension.

Nos trois vraies et seules dames de charité, toujours mues par la passion des âmes, suivant la belle expression de M^{me} de Flavigny, essayaient alors d'obtenir de la famille l'autorisation de faire dire les prières des morts par l'aumônier. Elles comprirent bientôt qu'il y avait un seul moyen d'imposer le consentement tacite nécessaire, c'était de donner quelques litres de vin à la bande et de l'engager à boire sans regarder le pauvre abbé, exerçant ses nobles fonctions. Voilà comment on empêchait ces misérables de crier bien haut *qu'elles n'avaient pas de temps à perdre*.

Vers le 18 avril, il en fut perdu beaucoup à discuter une curieuse question d'égalité. Quatre fédérés morts à l'ambulance devaient être enterrés à neuf heures du matin. Les corbillards étaient arrivés, le bataillon d'escorte était au grand complet, le convoi était prêt lorsque je ne sais qui, remarque que les drapeaux rouges de ces corbillards ne sont pas uniformes. A l'une des voitures, ces drapeaux sont ornés de franges d'argent, aux trois autres, simple loque rouge sans ornement. Les franges étaient destinées à un épicier du faubourg Saint-Honoré, mort avec le grade de lieutenant.

Voilà les réclamations, les cris qui se font entendre, l'on court à la mairie. Notre souverain municipal du VIII^e arrondissement, fou provisoirement échappé de Charenton, promet de faire mieux respecter l'égalité.

D'abord l'heure du convoi est changée ; elle est fixée à midi. Mais les familles, et le bataillon n'entendent pas attendre si longtemps sans déjeuner. C'est à l'ambulance qu'ils s'adressent avec cris et menaces, et il faut les servir.

A midi, les corbillards sont revepus, mais pour susciter une nouvelle fureur. On n'a pu s'en procurer que deux avec des drapeaux à franges et personne ne veut s'en passer. La comédie du matin recommence, plus bruyante toutefois, et jusqu'à quatre heures, nous sommes assommés par les criaileries de cette cohue. Enfin, tout cela décampe sans le moindre recueillement, je vous assure.

A partir de ce jour, les drapeaux furent strictement uniformes et toujours frangés.

Je reconnais du reste que les voitures ordinaires des pompes funèbres gagnaient singulièrement à ce genre d'ornementation.

Pendant le déjeuner de la bande en question, notre bon abbé Witkowski était entré dans l'amphithéâtre et s'était mis en devoir de réciter des prières. Il fut aperçu, maltraité, repoussé et sans sa qualité de Polonais, les insurgés lui eussent peut-être fait un mauvais parti comme passe-temps après boire. On eût grand peine à leur faire entendre raison.

Un autre jour, ce même aumônier était réclamé par un mourant. Il s'empresse d'arriver, mais trouve près du lit une femme qui s'oppose à ce qu'il approche de celui qu'elle dit être son mari. Celui-ci d'une voix suppliante la prie d'y consentir, elle résiste quelque temps et finit par dire : — Eh bien ! qu'il me donne cent sous et il approchera !

Enfin, je peux citer un fait plus infâme encore : une femme assistait un jour à la mise en bière de son mari. Elle voit le drap qui va l'envelopper, déclare qu'il n'en a pas besoin, le demande pour elle, le prend et l'emporte !

Ces femmes-là doivent faire des monstres...

CHAPITRE XV

QUELQUES INFIRMIÈRES DÉSIGNÉES PAR LA COMMUNE

Les relations de notre agent comptable avec son ami Tridon, membre de la Commune nous ont encore procuré quelques infirmières d'un type curieux. Ce Tridon passait pour être riche, on mettait volontiers ses millions en avant comme si les voleurs devenaient innocents par cela seul qu'ils n'ont pas besoin de voler. En somme, le père Tridon était simplement un tripoteur de biens nationaux, qui avait encore amassé plus de mépris que d'argent, et son fils était l'ennemi de la société parce qu'il n'avait pu jouir honorablement de sa fortune mal acquise. Il était le point de mire des femmes bien pensantes et sans ressources. Comme sa santé et sa fortune ne lui permettaient pas de se créer un atelier national, il imagina de mettre en subsistance dans nos ambulances et par l'intermédiaire de Landeau, quelques-unes de ses protégées.

Du même coup, il nous en arrive quatre. La doyenne est une vieille femme en cheveux blancs, de figure misérable, vrai type de la femme révolutionnaire par profession. En tout autre temps, elle eût constitué un curieux sujet d'étude, mais alors je me garderai bien d'en approcher. Voici ce que j'en ai appris :

Elle a travaillé pour la première fois, aux barricades, à l'âge de douze ans, en compagnie de son idole Blanqui. Depuis ce temps, la citoyenne (le seul nom que je lui connaisse) a pris part à tous les complots, à toutes les émeutes. La révolution a été la passion, le culte de sa vie. Elle blâme les enfants qu'elle rencontre, de n'être pas aux remparts, le fusil à la main.

— « Tu n'es donc pas un gavroche, toi qui ne te bats pas encore. Moi, à l'âge de douze ans, j'ai fait le coup de feu au Panthéon aux côtés de Blanqui. Aussi, suis-je gavroche, tu sais le vrai gavroche de Victor Hugo. »

Sous l'Empire, elle tenait à Bruxelles la gargotte des frères et amis. Elle les recevait, les soignait, leur tenait lieu de correspondant avec les mauvais journaux belges, car elle a quelque

instruction, parle avec facilité et s'est mêlée de journalisme.

Le 4 septembre l'a ramenée en France, mais ses bons frères en démagogie n'ont pas fait grand chose pour elle et c'est la misère sans doute qui lui fait accepter la position qu'on lui donne à l'ambulance. Comme elle est vieille et laide, la direction la relègue sous la tente où Liégeois fait mettre ses blessés atteints d'infection purulente. Elle reste là jour et nuit sans se plaindre, sans lit pour se coucher, sans alimentation réglée, car personne ne veut s'occuper d'elle. C'est à peine si elle est vêtue, encore tient-elle de la commisération de quelques-unes de nos vraies dames, un jupon et des chaussettes destinées aux blessés ; le reste est recouvert par une chemise d'homme et une couverture de lit. Pendant vingt jours elle tient bon, résiste à la fatigue et étonne ceux qui la voient, autant par son zèle que par ses propos toujours frappés au bon coin du plus pur radicalisme. Beaucoup vont la voir par curiosité, c'est l'orgie de l'abnégation.

J'ignore si mes soldats ont eu à se plaindre d'elle ; toujours est-il qu'elle a été livrée, je ne sais par qui, aux soldats de Versailles dès le moment de leur entrée et fusillée immédiatement.

Les trois autres protégées de Tridon étaient plus jeunes, plus jolies. Elles furent réparties dans les baraques et un matin j'en trouvais une installée dans ma salle Saint-Ferdinand. Celle-là est une brune de 18 ans, dont les yeux et la figure n'ont rien de repoussant, tant s'en faut. Comme je sais d'où elle vient, j'affecte de lui donner plus d'ordres que je n'en adresse d'habitude aux infirmières dont je sais parfaitement me passer. Après la visite, je l'entends déclarer à une de ses compagnes qu'elle ne peut supporter la vue des blessures, qu'on doit plus d'égards à son jeune âge que je ne lui en montre, qu'elle a de belles protections et qu'elle obtiendra par elles, de n'avoir à s'occuper que de la lingerie.

A peine l'ai-je entendue qu'elle reçoit une verte bourrade, je l'invite à déguerpir promptement car je ne veux autour de moi ni filles de son âge, ni flancuses de son espèce. Elle s'en va bientôt pleurer devant M. Chenu parce que je la renvoie. Celui-ci vient me trouver et de son ton le plus modéré me déclare que je ne dois rien dire de désagréable à cette jeune *Héloïse* qui lui est si puissamment recommandée.

« Oh ! je sais bien, Landeau m'a tout conté, c'est Tridon qui l'a chargé de vous la présenter. »

Il n'en fut plus question ; le lendemain elle était attachée à un autre service.

Singulière fille du reste, cette *Héloïse* ! Je lui demande un jour devant ces dames quel est son pays.

— « Je suis de Sicile, monsieur. »

— « De Sicile ? Ah ? et de quelle ville. »

— « Mais de Sicile... »

— « Et comment ? de Messine, de Palerme, Syracuse ? »

— « Mais non, de Sicile même, en Italie ! »

Ah ! la bonne Sicilienne des Batignolles ! Toutes ces filles ne nous étaient pas envoyées pour augmenter la moralité du personnel infirmier, déjà par trop sujet à caution. Aussi ne suis-je pas surpris d'apprendre bientôt de mon ami Benedetti qu'il en a fait surprendre plusieurs en flagrant délit de conversation criminelle. Bien entendu il les a signalées à M. Chenu, mais celui-ci s'est borné à répondre : *Qu'est-ce que ça fait ?*

CHAPITRE XVI

CARACTÈRE DE CERTAINS COMMUNEUX

Voilà donc les communeux. En dernière analyse, nous devons les classer en trois catégories ; quelques-unes, natures violentes et immorales, courant après l'éclat d'un grand crime qui prouvera leur puissance, triste rêve de leur vie !

Beaucoup, race d'envieux et de voleurs, calculent que la Commune peut durer suffisamment pour leur donner le temps de remplir leurs poches ; enfin, la masse imbécile servile devant les mauvaises passions, espère bêtement qu'une nouvelle révolution lui donnera ce qui lui manque !

Ne nous y trompons pas, cette dernière catégorie est composée d'hommes comme on en peut voir partout. A l'état ordinaire, en dehors des émeutes, ils se bornent à envier le sort qu'ils n'ont pas et à considérer comme leur ennemi celui qui possède l'objet de leur envie. Cette variété de l'espèce humaine est certainement la plus nombreuse ; on la rencontre en grand nombre dans les villes et même dans les campagnes.

Chacun de nous connaît beaucoup d'êtres mécontents de n'avoir pas une position plus brillante, une aisance plus considérable, un pas de plus et les voilà de bons républicains, ardents à fouler aux pieds les lois et les sentiments qui, seuls, rendent possible la vie de l'homme en société.

Si ces hommes sont groupés, réunis comme dans les grandes villes, ils s'animent et s'excitent entre eux ; ils entassent leurs sujets de mécontentement, les exagèrent, en font des motifs de haine qu'ils parviennent à justifier à leurs yeux. Dès lors, ils sont les ennemis du pouvoir qui réprime, de la religion qui condamne les passions haineuses. Ils ne cherchent pas à corriger le sort par le travail et l'économie, car il leur faudrait le sentiment du vrai et du bien et nous avons vu que les qualités du cœur et de l'esprit ne sont pas leur fait. Il est plus aisé d'achever de s'abêtir en se laissant mener par les plus ambitieux et les plus corrompus. Ils se laissent donc prendre aux flatteries mensongères de ces derniers, ajoutent foi à leurs pro-

messes et ne leur demandent que de développer leur propre haine contre toute supériorité et toute richesse. C'est un troupeau mené en désordre, là où le poussent ses instincts pervers.

Au contraire, lorsqu'ils sont isolés, ces êtres vulgaires, sans qualités intellectuelles, sans courage ni principes, ne savent élever leur envie jusqu'à l'audace de la manifester ; ils ne se font guère remarquer que par leur mauvaise conduite.

Je crois qu'il en est beaucoup d'inconnus encore avec lesquels nous vivons sans crainte, et qu'une Commune quelconque à venir saura mettre en action. Tous sont avant tout des hommes méprisables que nous devrions toujours maintenir et repousser sans leur permettre jamais de devenir dangereux. Je voudrais surtout qu'on leur refusât la force qu'ils s'attribuent sans aucun droit, car leur rôle sera fini quand ils ne feront plus peur.

Assurément, ces appréciations ne pourront plaire à personne. Par leur exactitude, elles blesseront les communeux, et ceux qui ont évité de l'approcher, de le connaître, les repousseront comme entachés d'erreur par leur modération.

Pour ceux-ci, il sera toujours plus commode, plus conforme à leurs idées préconçues de proclamer quand même, que tout affilié à la secte communarde n'est qu'un grand criminel, qu'un profond scélérat.

Eh ! bien, je voudrais moi-même partager ces bonnes croyances. Je trouverais diminuée par cela seul, la gravité des circonstances dans lesquelles nous sommes condamnés à vivre. Je me rassurerais plus facilement si le communeux devait avant tout posséder l'organisation des grands coupables. Je me souviendrais avec confiance que les monstruosité criminelles ne sont pas plus aptes à se reproduire, à se perpétrer, que les autres déviations de la nature. Je m'assurerais que malgré son mauvais aménagement actuel, le sol de la France est impropre à toujours féconder et nourrir les germes des individualités corrompues. Je craindrais moins pour l'avenir s'il fallait réellement, pour faire des communeux accomplis, des êtres doués d'une aberration physique ou morale particulière ; tandis qu'il suffit hélas d'abrutir dans de mauvais clubs les paresseux et les hommes de mauvaise conduite et de les gorger de mauvaise eau-de-vie !

A nous donc, de montrer du courage et de l'énergie. Ne nous avilissons plus en leur laissant reprendre le pouvoir. N'oublions jamais que sans les crimes des derniers jours de la Commune, crimes qui ont absorbé toute l'attention, nous serions écrasés par le ridicule et la honte de l'avoir laissée s'établir et durer si longtemps.

S'il était en effet possible de supprimer ces forfaits qui révoltent toutes les consciences, nous ne pourrions nous justifier à nos propres yeux d'avoir sans combat, abandonné le champ de bataille à des hommes ineptes et lâches. La Commune même ne serait alors que la plus insensée et la plus grotesque des insurrections.

Oui, mais ses crimes, la Commune ne rappellerait d'autres souvenirs que ceux de bandes avinées, poussées par le désir de gagner trente sous par jour, sans revenir au travail ridiculement affublées d'équipements militaires, chargées de bidons et de marmites de fer-blanc, portant la tenue de campagne comme une livrée malpropre, chancelant sous le poids de leurs provisions, précédées par des tambours et des clairons sans nombre, escortées plutôt que conduites par des chefs sans pouvoir, à figure grossière, à tournure triviale, mais tout galonnés d'or, suivies de longues files d'omnibus remplies de vivres et surtout de pièces de vin, criant d'une voix rauque qu'elles vont au feu, mais trop gorgées d'eau-de-vie pour avoir conscience de ce qu'elles font, ne sachant que brûler leurs munitions sans ordres et vider leurs tonneaux sans soif et tout cela pour établir l'autorité et la fortune d'une centaine de coquins qui n'ont jamais eu droit qu'aux galères !

CHAPITRE XVII

22 Mai

ARRESTATION DU DOCTEUR BIDARD

Enfin, la délivrance approche et pendant que je m'habille j'entends gronder le canon de tous côtés autour de moi. Les troupes sont donc entrées !

Hier soir, j'ai quitté l'ambulance à dix heures et demie. Nous ne savions rien encore ; quelques bruits vagues seulement permettaient d'espérer une solution prochaine. Au moment de sortir, j'ai vu arriver un homme qui venait d'être blessé dans une rue de Passy, j'ai questionné ceux qui le portaient, mais ils n'ont pas voulu me répondre. Je leur ai donc tourné le dos et suis venu dormir chez moi, avec une douce confiance dans le dénouement.

A sept heures du matin, je veux retourner au Palais de l'Industrie.

J'apprends qu'il est occupé par les troupes également maîtresses du Palais de l'Elysée et du ministère de l'Intérieur. On ne peut approcher de la place Beauvau ; on me déclare que je ne peux passer par la rue Boissy-d'Anglas ; voyons donc par la rue Royale.

A l'entrée du boulevard Malesherbes, je rencontre M^{me} Dehorter qui cherche comme moi à se rendre à son poste. Nous cheminons ensemble et arrivons bientôt au carrefour de la rue Royale et du faubourg Saint-Honoré. Là, deux grandes barricades sont presque achevées depuis ce matin ; l'une ferme le faubourg Saint-Honoré, l'autre la rue Royale au carrefour, par conséquent, bien en deçà de l'espèce de rempart avec fossés par lequel le citoyen Gaillard père a, depuis quelque temps, isolé la place de la Concorde. Un grand nombre d'insurgés travaillent à augmenter ces obstacles et soulèvent tous les pavés jusqu'à la rue Boissy-d'Anglas.

Nous demandons à passer pour nous rendre au Palais de l'Industrie et voilà des hommes qui nous répondent avec une grande politesse *Initium sapientiæ timor*, qui ont oublié le mot citoyen qui disent Monsieur et Madame comme d'honnêtes

bourgeois ordinaires, qui nous prient de ne pas nous mettre tant à découvert, car nous pouvons être atteints par les balles et qui nous demandent enfin comment nous pouvons espérer aller plus loin sans nous faire tuer, soit par les Versaillais, maîtres des Palais Bourbon et de l'Industrie, soit par les fédérés qui gardent les barricades voisines. Comme nous insistons, comme nous déclarons que nous ne craignons pas les soldats, ils nous renvoient à leur colonel.

Celui-ci est un homme encore jeune, très brun, maigre, de taille ordinaire ; il se promène gravement sur la chaussée, escorté de deux jeunes garçons, déguisés en officiers d'Etat-Major. Il affecte de montrer ainsi à ses hommes qu'il ne craint pas le danger, tandis qu'eux se mettent religieusement à couvert derrière la maison d'angle du faubourg Saint-Honoré. (Cette maison, ils la brûleront le lendemain et on la reconstruit au moment où j'écris ces lignes...) Je vais vers ce colonel jusqu'au milieu de la chaussée. Il voit certainement que je me dirige vers lui, mais n'en continue pas moins de faire prétentieusement ses cent pas, comme dirait un marin. Dès qu'il a entendu le sujet de ma demande, il s'empresse de me ramener vers le trottoir en me montrant la fumée des coups de fusil, tirés vers nous par les soldats postés à l'entrée de la rue de Bourgogne ; il me fait remarquer les balles qui jonchent le sol et me reproche poliment de m'exposer sans raison car il est impossible d'aller plus loin.

M^{me} Dehorter revient à la charge à son tour, insiste pour qu'on lui livre passage. Le colonel répond encore qu'il peut uniquement promettre que ses hommes ne tireront pas sur nous, qu'il peut tout au plus donner l'ordre à deux marins (de la Commune) de nous accompagner jusqu'à la première grande colonne à réverbères de la place de la Concorde, que ces marins oseront aller jusque-là, mais que nous tomberons avant d'avoir fait quatre pas de l'autre côté, sans qu'on puisse venir nous relever. Du reste, c'est une entreprise inutile, car il sait que notre ambulance a été évacuée à trois heures du matin, alors qu'il s'apprêtait avec toute sa légion, à quitter l'esplanade des Invalides pour aller prendre position au Trocadéro. C'est à cette heure, en effet, que les troupes sont arrivées. Nos insurgés ne les attendaient guère et ne se doutaient de rien, lorsque tout à coup ils ont aperçu une batterie que les Versaillais se mettaient en devoir de braquer sur eux. Ils ne me disent pas en quel ordre ils se sont alors repliés derrière la grande barricade de la place de la Concorde.

Force est bien de revenir sur nos pas, par la place de la Madeleine, nous rencontrons M^{me} la vicomtesse de Sedaiges,

qui a cherché de son côté à gagner le faubourg Saint-Germain pour se rendre à l'ambulance. Elle vient de voir sur la place du Carrousel, le commandant Rivet, un de nos communeux blessés, ancien infirmier volontaire de l'armée de Metz. Celui-ci s'est échappé de notre baraquement au moment de l'arrivée des troupes, mais il n'a pu rentrer chez lui, au Gros-Caillou. Il vient de déclarer à M^{me} de Sedaiges qu'elle ne pourrait jamais atteindre le but qu'elle se propose. Décidément, nous sommes bien empêchés et nous finissons par en prendre notre parti.

Il est bientôt convenu que nous allons déjeuner ensemble chez M^{me} Dehorter, rue de Castellane. Pendant qu'on fait les préparatifs, je me charge de porter rue de Boulogne, une lettre adressée par M^{me} de Sedaiges à son père, pour le rassurer.

Aux deux extrémités de la rue Tronchet, les arbres abattus sont mis en travers de la chaussée et barrent le passage. Un fort détachement d'insurgés est rangé contre la maison située au n^o 35 de cette rue, entre le boulevard Haussmann et la rue Neuve-des-Mathurins. Ces hommes me paraissent plus émus plus troublés que ceux de tout à l'heure ; ils ont déjà trouvé le temps de boire. Ils me crient dès qu'ils m'aperçoivent de ne pas avancer et ne veulent pas que j'essaie de traverser le boulevard Haussmann.

L'un d'eux, un officier d'Etat-Major légèrement blessé prétend-il en tombant ce matin avec son cheval tué sous lui, m'engage à suivre la route qu'il prend pour se rendre à la chaussée Clignancourt. Nous longeons ensemble la rue de la Ferme. De temps en temps, il crie aux rares personnes qu'il voit aux portes, de rentrer dans leurs maisons et de les fermer avec soin, sous peine d'être condamnées par lui à travailler aux barricades. Il me dit à moi, en entendant tonner le canon vers le haut de la rue d'Amsterdam, que le mouvement de l'armée est bien combiné, qu'elle n'aurait jamais pu passer si elle était venue par la place de la Concorde ; *mais ils sont perdus du moment que les voilà cernés.*

Nous arrivons à la rue de Sèze. Là, cinq ou six gamins de 15 à 16 ans, lèvent les pavés, et commencent avec entrain une barricade. Mon garde national s'arrête pour leur donner des conseils ou des encouragements. Je profite de l'occasion pour le planter là.

Sur le boulevard, je suis seul et je n'aperçois pas une figure humaine.

Vous imaginez-vous bien qu'il en puisse être ainsi ? Je remonte par la rue Scribe qui est également déserte ; quelques fédérés seulement adossés au mur de la dernière maison.

Ceux-ci me déclarent toujours avec une politesse inusitée

parmi eux depuis longtemps qu'il y a danger à traverser le boulevard Haussmann. Comme je ne m'arrête pas à les écouter, ils me crient de courir au moins si je veux passer. Je presse le pas en effet et dès que je suis vers le milieu de la chaussée, quoique je ne découvre personne vers le haut de cette rue, il n'en vient pas moins à mon adresse quelques balles que j'entends fort bien siffler.,

Par la rue Mogador et la chaussée d'Antin, je suis bientôt sur la place de la Trinité. Il n'y a sur cette place qu'un seul garde national. Il cherche à s'abriter derrière le candélabre planté au milieu du refuge le plus rapproché de la rue de la Chaussée-d'Antin, et de là, il s'avise quand je suis très près de lui, de lâcher son coup de fusil. Il lui est immédiatement répondu du haut de la rue de Londres par une forte décharge, qui, je vous assure, fait de l'effet sur cette place ! Il y avait de quoi y rester. J'en sors toutefois et me trouve à l'abri tout le long de la rue Blanche.

Au coin de la rue Pigalle, je rencontre M. le comte de Beaufort, secrétaire général de notre société, causant avec quelques personnes. Nous nous racontons brièvement les efforts que nous avons faits chacun de notre côté pour nous rendre à l'ambulance. M. de Beaufort me dit qu'il va m'attendre pour revenir avec moi dans le quartier de la Madeleine. Ma lettre remise, je le retrouve en effet, mais il ne pense plus à m'accompagner et il m'engage à ne pas m'aventurer de nouveau sur la place de la Trinité. Je fais donc un détour par les rues La Rochefoucault, Saint-Lazare, Taitbout et je reviens par la rue de la Victoire jusqu'à la rue Caumartin. Là, je retrouve mon boulevard Haussmann, mais je le connais cette fois, je le traverse de manière à mettre en retard les balles qui y arrivent encore à ma destination : les soldats n'étaient pas prévenus de mon passage.

Enfin, me voilà revenu sans autre incident. Nous nous mettons à table et certainement ce déjeuner est moins triste que beaucoup d'autres. Mais que faire ensuite ? — Il nous vint alors une idée folle qui prouve bien la surexcitation qu'imposent de pareils moments. Nous nous imaginons de descendre tous dans la rue et d'aller voir ce qui se passe ! j'en demande pardon à mes braves compagnes, j'aurais dû leur conseiller plus de prudence ; elles n'ont, ma foi, peur de rien.

Par bonheur, nous avons une nouvelle recrue, Pallu, secrétaire de M^{me} de Flavigny. Il porte l'uniforme des membres de la Société de secours ; ces dames ont mis leurs brassards, on respectera les insignes de l'ambulance.

L'on se bat au boulevard Malesherbes ; nous y arrivons donc au plus vite par le petit passage de la Madeleine. Là, nous cau-

sons une véritable stupéfaction aux gardes nationaux qui nous entendent déclarer que nous voulons aller plus loin. Ils disent que c'est folie, qu'ils peuvent satisfaire notre ardeur chirurgicale sans plus d'aventures, qu'ils ont déposé des blessés dans un des hôtels meublés du passage. Mais cette chirurgie d'occasion ne m'intéresse nullement ; je veux rentrer chez moi, rue de Suresnes, mes compagnons disent qu'ils vont me suivre et je vais en avant.

Une grande barricade s'étend de la rue de l'Arcade jusqu'à l'autre côté du boulevard entre les rues de Suresnes et de la Ville-l'Evêque. Contre elles sont appuyés vingt-cinq hommes environ qui tirent avec acharnement dans la direction de Saint-Augustin. Je les regarde tranquillement sans pouvoir découvrir par-dessus leurs têtes ceux qu'ils cherchent à atteindre. Je suis rappelé à l'ordre par les hommes de réserve, postés au coin de la rue de l'Arcade. Ils me crient de toutes leurs forces : courez donc, courez donc, mes compagnons font encore mine de me suivre, je me décide à franchir le boulevard sans faire plus longtemps le curieux au milieu de la chaussée.

Au coin de la rue, d'autres insurgés élèvent une nouvelle barricade pour fermer l'entrée de la rue Boissy-d'Anglas.

Nouveaux avis de ne pas aller plus loin, affirmation bruyante que toute la mitraille vient par la rue de Suresnes ; rien ne m'arrête, je cours le long des murs et me voilà rentré. Mais je n'ai pas été tout à fait suivi et Dieu fasse que les autres n'aient pas à payer trop cher notre témérité. Deux jours plus tard, je me sentis heureux en apprenant qu'ils avaient pu retourner chez eux sans accidents.

Dans ma maison, les quelques personnes restées à Paris sont réunies dans la cour et paraissent fort inquiètes. Elles m'apprennent que des gardes nationaux se sont embusqués dans les appartements qui donnent dans la rue d'Anjou qu'ils n'y ont pu tenir deux heures, car une batterie posée sur la place de la Ville-l'Evêque fait rage contre la maison. Celle-ci sert toujours de point de mire, quoique les insurgés soient partis ; c'est sur elle qu'on lance les projectiles pour les faire arriver par ricochet derrière la barricade du boulevard Malesherbes que je voyais tout à l'heure.

L'effet de ce bombardement est très appréciable chez moi ; les faïences, les porcelaines dansent et s'agitent sur les meubles, rien ne tient bien en place. Je dois me hâter de tout coucher sur le parquet, de chercher à éviter les chocs par une juste séparation des objets déposés pêle-mêle. Voilà une occupation comme une autre pendant laquelle la canonnade est incessante, quel beau vacarme ! cinq fois il s'y joint le tapage d'un de mes

carreaux de vitre qui vole en éclats. C'est une balle de boîte à mitraille qui s'égare ; traverse mes persiennes et tombe dans ma chambre. La danse finie, on ira chercher le vitrier, mais il ne me donnera que le numéro 77. Je pourrai ainsi pendant quatre nuits entendre plus distinctement les bruits de la rue.

Le temps passe tout de même et pas trop mal. Etendu sur le canapé de mon cabinet, car il serait imprudent de me tenir devant mon bureau, à portée des éclats de vitre, je lis plus tranquillement qu'on ne le croira peut-être et je suis loin de me sentir accablé...

Mais vers sept heures du soir, je me souviens qu'il est temps de penser à dîner. Comme je ne mange jamais chez moi, inutile de compter y trouver les moindres provisions. Dans la maison, personne n'en a suffisamment pour pouvoir m'en céder. Heureusement, l'épicier du coin de la rue d'Anjou peut me faire passer quelques vivres par une fenêtre grillée donnant sur la cour. Mais pas de pain, c'est avec de petits gâteaux secs que je dois manger mon jambon. Un jour pareil, on dîne fort bien ainsi.

Dans la soirée, la fusillade se ralentit, le calme renaît, l'heure de dormir arrive et je n'y manque pas plus que d'habitude.

Le lendemain 23 mai, la lutte recommence de plus belle, même bombardement, même réclusion, cela finit par paraître un peu long. Vers le milieu du jour, j'ai cependant une petite diversion. Un coup de canon produit un choc plus violent que les autres, tout craque chez moi et l'ébranlement est extrême. J'entends crier dans l'escalier, parler d'incendie dans l'appartement au-dessus. J'y cours. Une jeune bonne affolée de peur nous ouvre une chambre, qui tout d'abord nous paraît remplie de fumée, mais point de feu ; bientôt nous découvrons que nous sommes simplement au milieu d'un véritable nuage de poussière. Le plafond est crevassé en plusieurs sens, le haut d'une persienne présente un large trou arrondi, le mur est enfoncé en ce point, c'est un boulet qui s'est perdu là.

Enfin, vers cinq heures du soir, je vois des soldats. Comment ont-ils pu mettre trente-huit heures à venir de la place Beauvau jusqu'ici ?

Sur le trottoir d'en face, trois s'avancent avec précaution, distants de plusieurs pas les uns des autres, le fusil en position pour vite ajuster. Bravo, bravo, quel bonheur de vous revoir ! Pour leur crier mieux encore, oubliant que mes vitres sont brisées, je cherche à ouvrir ma fenêtre. A ce bruit, me voilà couché en joue, mais j'ai été entendu et mon soldat ne tire pas.

Les voilà donc ceux que j'attends depuis deux mois, voilà la liberté, voilà la vie honnête revenue. Mais ils viennent du

Palais de l'Industrie, la voie est donc libre, je peux retourner à mon poste. Vite, je m'habille, je cherche et trouve le brassard de la Société de secours qui m'a été remis le 15 septembre, que je n'ai jamais porté et qui va maintenant m'ouvrir tous les chemins. En moins de rien malgré l'avis et les prières de ceux qui me voient partir, je suis arrivé dans la rue.

Qu'ai-je à craindre, n'ai-je pas vu, ne vois-je pas mes chers libérateurs ! Tout près de ma porte, au carrefour de la rue d'Anjou, est une barricade. Je ne l'ai pas vue hier à deux heures en revenant chez moi. Comment l'ont-ils élevée sous le feu de l'artillerie ? Est-ce pendant la nuit qu'ils l'ont construite ?

En face de moi, à la porte du numéro 23 de la rue d'Anjou, un soldat est placé en sentinelle. Je vais vers lui, je lui demande si je peux aller au Palais de l'Industrie ; il n'en sait rien et me dit de m'adresser au lieutenant. Celui-ci est à peu près à la porte du n° 5, de la rue de Suresne, je me dirige vers lui ; de son côté, dès qu'il m'aperçoit, il se hâte de venir à ma rencontre. Je lui demande s'il m'est possible de me rendre à l'ambulance du Palais de l'Industrie ?

— « D'abord quelles sont vos armes ? » me crie-t-il d'une voix rude.

— « Mes armes, mais je suis chirurgien et je désire simplement remplir mon devoir envers les vôtres. »

— « Il ne s'agit pas de cela, quelles sont vos armes ? ».

— Je lui montre ma trousse.

— « Cela ne me suffit pas, qui vous connaît ici ? »

— « Tout le monde, j'habite cette maison, je viens d'en sortir pour aller vers cette sentinelle et revenir vers vous. »

— « Répondez à ma question, qui vous connaît ici ? »

— « Je vous le répète, tout le monde, il est inutile de faire r'ouvrir ma porte, voici des femmes qui vont vous dire... »

— « Soit, marchons. »

Et instantanément, entouré par quatre hommes et un caporal, je suis conduit vers le groupe de femmes que nous voyons à la porte du n° 17 de la rue de Suresne. En franchissant la barricade qui nous sépare, j'aperçois au pied un pauvre sergent étendu mort, il a été frappé à la tête.

Nous sommes devant nos aimables voisines ; elles sont sept ou huit sur le trottoir, très occupées à nous voir avancer vers elles.

— « Vous me connaissez, leur dis-je, ayez la bonté de le dire et que j'habite le n° 9 de votre rue. »

Elles me regardent fixement, mais n'ouvrent pas la bouche. Enfin la plus grande et la plus maigre dont je n'oublierai jamais les traits se décide à prononcer sèchement ces mots :

— Non, je ne vous connais pas ! — Enlevez, dit le lieutenant. Et nous traversons lestement la maison d'école des filles au n° 18.

— Le capitaine des hommes de mon escorte est dans la cour. Mon arrestation paraît le surprendre, il demande à son lieutenant où j'ai été rencontré.

— « A une barricade », répond férocelement celui-ci.

— « A ma porte, capitaine, sortant de chez moi. »

— « Ah ! Monsieur, à une barricade, c'est différent, allez vous expliquer avec le commissaire de police. »

Nous repartons et cette fois cela peut être sérieux. Nous arrivons à la rue de la Ville-l'Evêque par la porte du n° 17.

Je vois alors la portière du n° 19.

— « Vous devez me connaître, lui dis-je, je suis le médecin de M^{me} la comtesse de Clocheville qui habite votre maison. »

« Ce n'est pas vous qui êtes mon médecin, c'est M. Nicollet. »

Allons, résignons-nous. Voici bien encore l'hôtel du comte de Kersaint ; là tout le monde me connaît, mais ce n'est pas le jour des reconnaissances, et je ne veux plus dire un mot.

L'hôtel du n° 22 est bientôt traversé, nous sommes dans les jardins, et par des brèches pratiquées dans les murs de clôture, on me conduit à la rue d'Astorg. Je traverse donc le jardin de M. de Kersaint ; je le reconnais sans peine, et pendant que je regarde les fenêtres fermées, je mets un peu machinalement la main dans la poche de mon pardessus pour prendre mon mouchoir. Mon caporal s'en aperçoit et me dit sèchement, en me montrant la partie la plus reculée du jardin :

— « Ah ! pas de mains dans tes poches toi, ça ce coin-là est bon et tu n'iras pas plus loin. »

En franchissant la trouée d'un des murs de séparation, mon chapeau tombe. Pendant que je le relève, un seul soldat est derrière moi. Il profite de notre espèce d'isolement pour me dire :

« Monsieur, n'ayez pas peur, vous avez trop bonne figure pour qu'on vous fasse du mal. »

— « Mon ami, je ne crains rien, il est impossible que je sois fusillé par des soldats, moi qui depuis huit mois passe mes jours et mes nuits à leur donner mes soins. »

Nous arrivons à la rue d'Astorg par la grande porte cochère de l'hôtel Gireffulhe (n° 10). La rue est pleine de soldats, ils occupent la chaussée et derrière eux sur les trottoirs, je vois un grand nombre de femmes. En m'apercevant, voilà qu'elles battent des mains et je les entends très distinctement crier :

— Bravo, en voilà un qui va être fusillé avec sa croix-rouge, c'est bien fait.

— Ah ! les femmes, c'est donc bien vrai, bien fol est qui s'y

fie ! Parmi elles est une de mes clientes qui m'avouera plus tard qu'elle n'a osé rien dire pour moi dans la crainte de partager mon sort.

Les soldats ne font pas plus de vœux pour ma conservation ; ils se gardent bien de me cacher leurs sentiments hostiles et j'en entends dire à ceux qui me mènent :

F... lui ta baïonnette dans le ventre, c'est un chef... Ne le conduis pas si loin, ils sont capables de le relâcher... Donne-moi ton fusil, je vais lui faire son affaire..., etc.

Eh bien ! ils ont beau dire, je le jure sur l'honneur ! je ne peux pas admettre que je sois en danger. Ma conscience est si forte, j'ai tant fait pour les soldats depuis le 15 septembre que je croirais plus aisément qu'ils sont fous.

Enfin, je suis introduit dans la cour n° 8 de la rue Abbatucci, elle contient une cinquantaine d'hommes du 37^e. Du geste, ils me montrent le mur devant lequel je reçois l'ordre de me placer ; puis, plusieurs me crient ; déshabillez-vous. Comme je n'en vois pas l'utilité, je reste immobile. Une voix plus brève, plus sèche, celle du lieutenant répète avec force ; déshabillez-vous.

J'ôte mon pardessus et avant de le placer sous mon bras, je retire des poches ma trousse et mon portefeuille. L'officier s'approche vivement et s'en empare.

— « Pardon, Monsieur, ce sont des instruments de chirurgie... »

— « Pas d'observation ».

A ce moment même, on fait placer à ma gauche un nouvel arrivant ; c'est un jeune homme de 22 ans environ, il me semble être un garçon boulanger endimanché. Il paraît très ému, un peu chancelant. Je ne peux apprécier s'il est gris ou s'il a peur. Le lieutenant qui vient de me saisir ma trousse, lui lance à la tête des injures et un coup de poing qui l'étend à la renverse ; puis il lui administre des coups de pied au bon endroit, sous prétexte de faire relever ce pauvre diable, qui pousse de gros soupirs, mais n'articule pas un seul mot.

C'est à côté de moi que cela se passe, je ne puis savoir si pareil traitement ne m'est pas réservé, mais je sens bien à ce moment mes poings se serrer avec vigueur. Je n'ai plus qu'une pensée, celle de l'étrangler s'il me frappe et avant d'être fusillé, de leur jeter à la tête un cri de : Vive le Roi, dont ils se souviendront.

Cependant, je ne perds pas ma trousse de vue et la correction de mon voisin terminée, je m'empresse de prier mon doux lieutenant d'épargner des instruments dont j'aurai besoin encore, quelles que soient ses préventions. J'en suis surpris, il est plus calme et me répond convenablement qu'il remettra ces pièces à conviction au commissaire de police qui va venir m'interroger.

Celui-ci paraît, prend ces pièces et les examine, sans m'adres-

ser la parole. Il lit d'abord mon nom gravé sur le fermoir de ma trousse et ouvre mon portefeuille, celui que j'ai porté constamment pendant la Commune. Bien m'a pris de n'avoir pas encore perdu cette habitude. J'y avais enfermé quelques papiers dans l'unique pensée qu'ils pourraient servir à me faire relâcher, en cas d'arrestation par les insurgés. C'est un permis de chasse, c'est une quittance de loyer, une carte d'électeur aux coins trop intacts pour avoir servi aux élections de la Commune, ce sont mes cartes et mes laissez-passer de l'ambulance. Mais voilà une feuille dont je ne me souviens plus, et que le commissaire n'achève pas de lire. Que peut-elle être ? je suis seulement certain qu'elle n'est pas compromettante. Enfin, mon souverain juge s'approche et me montrant deux mots écrits, en cachant le reste de la page avec sa main :

— « Connaissez-vous cette dame ? »

— « M^{me} Hély-d'Oissel ? certainement. »

— « Où demeure-t-elle ? »

— « Ah ! pardon, vous avez là le nom et les adresses de toutes les dames qui ont avec moi cet hiver, soigné nos soldats au Grand Hôtel. Si je me suis fait donner ces adresses par écrit, c'est que je ne les sais pas. Je puis pourtant vous dire celle de M^{me} Hély d'Oissel : 70, rue de Chaillot. »

— « Très bien, j'ai l'honneur d'être voisin de M^{me} Hély d'Oissel et j'espère pouvoir lui dire qu'on m'a amené le Dr B..., arrêté, je ne sais pourquoi, mais remis en liberté par moi avec une véritable satisfaction.

A ces mots, les soldats m'entourent et je reçois pêle-mêle leurs compliments et leurs excuses.

Malgré tout, je n'ai pas oublié le Palais de l'Industrie, je n'ai pas renoncé au projet de m'y rendre, je prie le commissaire, le lieutenant de me délivrer un laissez-passer. Ils n'en ont pas et peuvent seulement me promettre qu'en cas d'arrestation nouvelle, je serai ramené vers eux pour être immédiatement relâché.

Adieu, donc, Messieurs et pas à un prochain revoir, car si nous nous retrouvions ces jours-ci, c'est que vous seriez blessé et je ne le souhaite à aucun de vous.

Bien entendu, mon premier soin est de revenir seul, par le chemin que j'ai suivi sous bonne escorte, il m'est assez doux de faire voir que je suis pas si mort qu'on l'a demandé. Partout je suis reconnu ; quelques officiers viennent me serrer la main et me prient de comprendre qu'une erreur est facile. Cette fois, les femmes restent muettes.

Je retrouve à la même place le capitaine qui m'a expédié vers le commissaire. En me revoyant, il me manifeste une joie véritable, m'affirme qu'il ne pouvait croire à ma culpabilité, trouve

de très bonnes paroles à me dire, me serre cordialement la main et me conseille d'enlever mon brassard, parce que tous les coquins en portent aujourd'hui.

Ce capitaine est un excellent homme, je serais heureux et fier de le connaître. Il est d'une autre famille, il a reçu une autre éducation que son lieutenant. Celui-ci survient alors, il me dit aussi qu'il est heureux de me revoir, il m'adresse quelques excuses, mais celles-là ne me vont pas au cœur.

J'ai encore une visite à rendre, quelques mots à dire au vil troupeau de femmes du n° 17 de la rue de Suresne. Je n'y manque pas, je vous assure. Toutes sont encore là sur la porte, et ma vue les déconcerte. La grosse portière accourt vers moi, se confondant en excuses, affirmant qu'elle était dans sa loge et que la femme qui a refusé de me reconnaître est une réfugiée de Neuilly qui, en effet, ne m'avait jamais vu. Mensonge tout cela, la portière était bien là et sa réfugiée est une locataire de sa maison, dont le mari, une heure avant criait encore : Vive la Commune ! — Voilà donc toujours la malfaisante bête humaine !

N'importe, la guerre civile ne rend pas les femmes aimables !

Pendant tout ce temps, si singulièrement employé, le combat a cessé dans ma rue et sur la place de la Madeleine. La circulation est dès lors permise ; pour sortir, j'aurais donc dû attendre jusque-là. Comme je suis encore passablement surexcité, je mets mon brassard dans ma poche et me voilà reparti.

De la rue des Saussaies, je revois enfin le poste du Palais de l'Elysée, occupé par l'armée régulière.

Voilà de vrais officiers, de véritables soldats, là où je trouvais tous les jours des bandes d'ivrognes en armes. Le drapeau de la France est remis en place, le premier drapeau rouge qu'il m'ait été donné de voir est anéanti.

Ces soldats me disent bien de ne pas traverser la rue, mais je suis déjà près d'eux. Je prie le chef de poste de me permettre de continuer ma route par l'avenue de Marigny pour gagner le Palais de l'Industrie. Il s'y oppose absolument parce que l'avenue des Champs-Élysées est constamment balayée par les projectiles lancés par les communeux installés dans les jardins des Tuileries. Il me déclare même imprudent d'avoir traversé la place Beauvau, où tout à l'heure un boucher de la rue des Saussaies, simple curieux, a reçu une grave blessure. Renvoyé vers la rue du Cirque, j'y trouve un autre détachement qui ne me livre pas mieux passage et me conseille de remonter par le haut du faubourg Saint-Honoré. Cette fois, c'en est trop, les blessés se passeront de moi ce soir. J'ai fait mon possible, advienne que pourra. Je rentre chez moi après moins de deux heures d'absence ; ces heures-là peuvent compter !

CHAPITRE XVIII

OCCUPATION DU PALAIS DE L'INDUSTRIE PAR LES TROUPES VERSAILLAISES

Faut-il le dire ? j'éprouve bientôt une déception pénible, une tristesse incroyable, et cette nuit-là fut une des plus mauvaises de ma vie. Fatalement poursuivi par le souvenir des événements de la journée, j'ai peine à trouver dans les soldats rencontrés par moi, les libérateurs que j'ai si ardemment désirés, les sauveurs que j'appelais de tous mes vœux. J'ai beau me répéter qu'à leur place, j'aurais agi de même, plus mal peut-être, qu'on ne peut faire la guerre civile sans une animation passionnée, moi qui depuis le commencement de la guerre ne fais aucun cas de la politique et consacre mes jours et mes nuits à l'humanité, je me sens blessé par cette force brutale qui ne peut être la justice absolue.

Assurément, je comprends, j'excuse les soldats, mais je suis humilié de les voir confondre tous les hommes qu'ils rencontrent et je leur en veux malgré moi de m'avoir fait souvenir de la brutalité communarde. Sous leur noble uniforme, je plaçais tous les mérites de l'homme de cœur, toutes les grandeurs de l'homme de devoir, j'ai peur maintenant d'y avoir trouvé quelque échantillon de passion et de violence.

Pour la première fois de ma vie, je me sens enclin à juger l'armée avec colère, à m'en plaindre avec animosité. Moi qui mourrai avec le regret de ne m'être pas fait soldat, aurais-je donc à renier une de mes plus chères croyances ? Cette cruelle impression que j'exprime mal, mais qu'on peut imaginer en se mettant à ma place, durera quelque temps ; elle m'est odieuse et je ne puis m'en défaire.

Pauvre humanité, toi seule est coupable. Tu es aussi incapable de dominer toujours tes grossiers instincts que de suivre toutes les suggestions de ton orgueil ! Ton libre arbitre n'est qu'un vain mot !

Enfin, le 24 mai au matin, je peux comme autrefois retourner

vers mes salles de blessés. Rue d'Aguesseau, je rencontre mon excellent confrère, le Dr Leroy de Méricourt, chirurgien principal de la Marine ; j'apprends par lui que Paris est livré aux flammes, que le feu est tout près de chez moi, rue Royale, rue Boissy-d'Anglas. Je me propose d'aller voir, mais on me dit qu'arrivé là on me forcera de faire la chaîne. Je crois pouvoir être plus utile ailleurs, je suis donc ma première direction.

Tout le long de mon chemin, le sol est couvert de petits morceaux de papier brûlé, il y en a partout dans l'air. Quelle horrible pluie ! Et ces nuages de vapeur rougeâtre, et ce dôme des Tuileries qui m'apparaît pour la dernière fois, au milieu d'une épaisse fumée et ce Palais de l'Industrie dont la façade de l'est est criblée de coups de canon ; toutes les pierres en sont écornées, les vitres brisées, les débris sont amoncelés sur la voie, il faut chercher où mettre le pied ! Quel triste chemin !

Bientôt je retrouve dans ma salle Saint-Ferdinand mes vêtements de visite et mes instruments, mais tous les lits ont été enlevés. Cette baraque, en effet, la plus rapprochée de la place de la Concorde a servi de point de mire aux misérables retranchés dans le jardin des Tuileries.

Ils savaient l'ambulance remplie de leurs camarades, ils n'ont mis que plus de rage à y lancer leurs engins de mort. Un amputé a eu la tête emportée dans son lit, plusieurs infirmiers ont été atteints. Sous une pluie de mitraille il a fallu transporter tous les blessés dans le Palais de l'Industrie, les abriter derrière ses murs.

Là quel sinistre spectacle ! Quel horrible modèle de salles de chirurgie !... Les hommes sont couchés dans les stalles destinées aux chevaux admis aux expositions.

Les uns ont leur lit ordinaire, d'autres n'ont qu'un matelas étendu sur la vieille litière oubliée depuis longtemps. Tous ont les traits altérés, ils sont mornes, pleins d'inquiétude. L'odeur de la salle est repoussante, les plaies et le fumier infectent l'air qui pénètre pourtant par mille ouvertures nouvelles.

La lumière manque, la longue travée est obscure, au premier aspect, c'est la désolation de caveaux où des mourants attendent leur dernière heure. Je n'ai pas souvenir d'avoir jamais éprouvé pareille impression d'horreur.

Je dois chercher mes anciens blessés dans ces deux longues rangées de stalles d'écurie. Voici d'abord mes vieux soldats, on s'occupe d'abord de les réintégrer dans leur baraque ordinaire, ils font replacer leurs lits. Nous sommes heureux de nous revoir et je vais bientôt copier une lettre qui pourra donner une juste idée de notre affection réciproque.

Mes insurgés sont beaucoup plus loin à l'extrémité de la

galerie. Je n'en retrouve qu'un très petit nombre, tous ceux qui pouvaient marcher se sont enfuis. Je regrette qu'il m'en reste un seul. Au moment de l'arrivée des troupes, les gros bonnets, les chefs les plus compromis étaient déjà montés en voiture et ne demandaient qu'à se sauver.

M. Eugène Delessert se vante bientôt devant moi de s'être opposé à leur départ. A-t-il bien fait ? J'en doute encore. Pour moi, j'eusse préféré qu'on les laissât aller se faire pendre ailleurs, comme ils l'entendaient.

En tous cas, on m'eût rendu un immense service car sans changer de rôle, me voilà ainsi en face de nouveaux devoirs. Il faut protéger et défendre mes insurgés, comme j'ai défendu mes soldats pendant la Commune. J'espère y parvenir, je fais trop peu de cas de mes intérêts, pour me laisser arrêter par quelque considération étrangère à ma conscience.

Mais l'accomplissement d'un devoir si naturel et si simple, pendant une période de calme et de tranquillité n'est pas absolument facile pendant l'animation de la lutte. Je ne suis plus aidé comme sous la Commune par l'espèce de complicité d'un chef croyant me devoir toute sa reconnaissance.

Il est aussi trop aisé à quelques envieux de faire respecter mes sentiments surtout lorsqu'une extrême fatigue me permet si vite quelques mouvements de colère. Qu'importe ? Si je n'agissais pas simplement par nature, sans aucun calcul, je pourrais du moins compter sur l'honorabilité, sur les sentiments élevés de ceux mêmes qui peuvent être momentanément mes adversaires. Ils comprendront immédiatement que nous devons des soins et des égards à tous les blessés, sans acception de parti. Mais pendant quelques jours l'animosité sera trop forte, les sujets de haine trop renouvelés par les nouveaux épisodes de la bataille qui continue pour qu'il ne surgisse pas quelques difficultés dues aux hommes seuls, à leur interprétation passionnée des ordres qu'ils ont à exécuter et non à ces ordres eux-mêmes.

Dès leur arrivée au Palais de l'Industrie, les troupes gardent à vue nos blessés de la Commune. Des sentinelles sont placées à chaque bout de la portion d'écurie où ces hommes sont déposés. Pendant cinq ou six jours, les huit officiers de l'insurrection, qui n'ont pu se sauver ont en outre, une garde particulière, c'est leur faire trop d'honneur, ils sont incapables de s'évader, leurs blessures ne leur permettent pas de le tenter et, du reste, le communex n'est entreprenant qu'au milieu de la foule.

Dans cette partie du service, la consigne est aussi beaucoup plus sévère, car, si pour le commun de la bande, on nous laisse

agir sans paraître s'occuper de nous, ici je suis obligé deux fois de protester avec énergie contre la prétention de m'imposer des entraves inadmissibles.

Ainsi, le 24 mai, je retrouvais un insurgé avec une jambe complètement gangrenée. La dernière ressource, l'amputation ne pouvait être différée ; mon devoir est donc de l'entreprendre immédiatement. Pour cela, je fais dresser une table dans le seul espace que je trouve libre, à l'entrée du Palais au bas du grand escalier qui conduit aux salles d'exposition des produits de l' « Algérie ». C'est là, en effet, l'entrée de notre ambulance actuelle.

Tous les préparatifs sont bientôt terminés, sans que nous ayons fait grande attention à l'éclat d'obus qui est alors tombé tout près de nous et qui sera enfin, le dernier lancé de notre côté. Je veux faire apporter le malheureux patient, mais le chef du poste, un officier, me déclare qu'il s'oppose à sa sortie de la salle, que je l'amputerai si je veux au milieu des autres, mais pas ailleurs. Ce n'est pas sans peine et sans discussion vive que je gagne mon procès. J'offre bien à mon brave lieutenant d'assister à l'opération, pour ne pas perdre son prisonnier de vue. Il n'entend pas de cette oreille, mais plusieurs soldats sont postés à juste distance.

J'aurais cependant gagné quelque argent à suivre ces ordres rigoureux. En effet, je perdis là mon porte-monnaie ; on le retrouva le lendemain sur une marche de l'escalier, mais il était allégé des billets de banque que j'y avais enfermés pendant la Commune, avec la crainte d'avoir à m'en servir dans quelque prison.

Voilà tous les bénéfices pécuniaires réalisés par moi à l'ambulance, où je n'aurais jamais accepté la moindre rétribution.

Mon malade venait d'être replacé dans son lit, lorsque je reçus la visite de M. Cuvillier, chirurgien principal d'armée, attaché à l'Etat-major du maréchal de Mac-Mahon. Il venait me demander de lui faire voir les anciennes blessures dont le résultat pouvait être de nature à l'intéresser. J'eus l'avantage de lui montrer immédiatement, parmi mes soldats et parmi mes insurgés, quelques cas qui lui permirent de me traiter en confrère véritable. Je pris alors la liberté de lui conter ma petite mésaventure récente : il voulut bien m'approuver hautement en passant devant le commandant du poste. Ma réconciliation avec celui-ci fut donc très facile.

Le lendemain, j'eus encore une histoire désagréable de ce genre.

Le lit d'un de mes communeux était tellement maculé de sang et de pus qu'il fallait absolument changer les draps. Comme

nous n'avions plus de lit de rechange, je me disposais à faire asseoir le blessé sur un fauteuil pour quelques minutes lorsque le sergent qui commandait la garde ce jour-là défendit à cet homme de sortir de son lit, en ajoutant d'une voix saccadée :

— « Pas les pauser... mais les fusiller, voilà mon opinion. »

Aussitôt une colère forte m'emporte, je jette à terre ma casquette d'uniforme, je la foule aux pieds avec rage et je me prends à pleurer comme un enfant. Heureusement je m'éloigne, à mon retour, le sergent s'est retiré et me laisse faire. Nous n'en causons pas moins bientôt comme de vieilles connaissances, il me dit qu'il a passé le temps de la Commune au Gros-Caillou, à l'hôpital militaire, mais sans m'avouer qu'il se croit pour cela obligé de montrer aujourd'hui plus de zèle que de raison.

Dieu merci, là encore, c'est la bête humaine qui fait tout le mal, et j'en ai fini avec tous les inconvénients éprouvés par moi à propos de la rudesse militaire. Je n'ai plus qu'à noter la parfaite convenance et la bonne tenue des soldats près desquels je me suis toujours trouvé libre et indépendant.

Aussi, serai-je toujours de ceux qui se croient plus en sûreté pendant l'état de siège qu'au milieu des citoyens en armes.

Il résulte pourtant de tout cela qu'on a quelque tendance à nous considérer comme suspects, par cela seul que nous n'avons pas quitté Paris. Comme dans ce monde, l'on admet aisément que l'objet de ses désirs, il nous faut plusieurs jours pour nous en laisser convaincre. Notre ignorance des usages militaires pendant le combat nous permet de garder nos illusions. Mais les portes de Paris ouvertes et rendues à la circulation, les revenants de province se chargent de nous faire connaître la vérité. Aussi modestes que braves, beaucoup de ceux-là affichent la prétention d'avoir recueilli sous les ombrages pacifiques de Versailles et de Fontainebleau le droit de nous traiter avec hauteur. Ils nous toisent des pieds à la tête et quoique nous ne parlions plus exactement la même langue, comme cela est déjà arrivé après le premier siège, comme cela arrive toujours après une trop longue séparation, ils nous laissent comprendre qu'ils sont surpris de notre manière d'agir ; inquiets de notre passé, et peut-être obligés de nous montrer quelque méfiance.

Eh bien ! les hommes sont ainsi faits, qu'ils ont parfaitement raison. Dans la guerre civile, l'abnégation est sottise, la passion seule est utile. Si je suis destiné à voir reparaitre ces horribles combats, je profiterai de la leçon et saurai, j'espère, me tenir assez près de mon drapeau pour ne plus me laisser prendre entre deux feux. Mais je n'approuverai jamais l'émigration, ni celle de 92, ni celle de 71, car je crois aux devoirs envers la

patrie, plus encore qu'aux devoirs envers les hommes, et le petit échantillon d'un retour des émigrés, accompli sous nos yeux, n'est pas de nature à produire chez moi l'enthousiasme. Il me permet seulement de comprendre mieux quelques pages de l'histoire de 1815.

CHAPITRE XIX

ÉVACUATION ET FERMETURE DE L'AMBULANCE

A partir de la rentrée de l'armée dans Paris, la destination du Palais de l'Industrie se trouve modifiée. La grande nef qui, pendant la Commune, servait de magasins militaires, d'entrepôts de vivres et d'effets de campement, nous est maintenant ouverte.

Au milieu, sont déposées six torpilles d'un volume respectable et que les communeux se proposaient dit-on d'installer plus à leur gré dans les égouts du faubourg Saint-Honoré ; quelques kilomètres de fil de fer sont là également. Si ces héritiers de la sensibilité et des vertus de 93 avaient été moins empêchés par leur ivrognerie, s'ils avaient été capables de préparer leurs crimes avec ordre, ces engins auraient été mis en place avant le 22 mai, et de vastes quartiers de Paris seraient anéantis. Pour cela, il leur fallait heureusement plus de travail et d'efforts que pour badigeonner des murs avec le pétrole ; cette partie de leur programme est donc restée sans exécution. L'armée y a mis bon ordre en arrivant trois jours plus tôt qu'on ne l'attendait.

Bientôt, hélas ! les soldats qui montent la garde dans cette arène, si différente aujourd'hui de ce que nous l'avons vue à certains jours de fête, ont à surveiller un dépôt plus triste encore à contempler. C'est là qu'on apporte les débris de la colonne Vendôme, les panneaux carrés sont rangés sur plusieurs lignes numérotés avec soin pour se rendre compte de ceux qui ont disparu. Presque tous sont intacts, quelques-uns seulement sont fendillés, enfoncés par place sans être complètement rompus. La statue est divisée en trois morceaux par des sections transversales presque aussi nettes que si elle eût été sciée au niveau du cou et au tiers inférieur du tronc.

Nous aurons donc chaque jour à rougir de honte en passant devant ces nobles ruines et à maudire l'orgueilleux idiot qui a

pris la destruction d'un monument de gloire pour une action glorieuse.

Pauvre pays ! L'angle opposé de la grande nef est chaque matin occupé par les insurgés, arrêtés pendant la journée et la nuit précédentes. Il y a là quelquefois, plusieurs centaines d'hommes et de femmes attendant l'heure de leur départ pour Versailles, les uns couchés, les autres assis sur la terre, tous gardent le plus profond silence et beaucoup cachent soigneusement leur visage.

C'est ordinairement un grossier ramassis d'êtres mal vêtus et de figures fort peu avenantes. Parfois quelques hommes attirent l'attention par une meilleure tenue et certaine recherche dans leur toilette. Deux ou trois fois aussi j'y ai vu des femmes proprement mises. Rien n'est plus triste que d'apercevoir dans un tel milieu, un coquet chapeau de femme et quelques robes aux couleurs brillantes.

La plupart des prisonniers semblent abattus, épouvantés, quelques-uns n'ont qu'un air de stupide indifférence ; d'autres, en plus petit nombre encore, s'efforcent en vain de sourire, et même de se montrer facétieux, lorsqu'on s'approche du lieu où ils sont littéralement parqués.

On me fait un matin remarquer un homme et une femme isolés des autres, et gardés à vue avec le plus grand soin. C'est un des assassins du général Lecomte et sa maîtresse.

Celle-ci, arrêtée la première, a consenti, par intimidation, à donner à son amant un rendez-vous, auquel il est venu se faire prendre.

Tous deux sont affaîssés, se cachent la figure, se tournent le dos et ne paraissent pas plus tenir à se regarder qu'à se laisser voir par les curieux.

Il en vient bien d'autres, mais je n'ai guère le temps ni le désir d'apprendre leurs noms et de connaître leurs visages. Je suis là une fois ou deux au moment du départ. Les femmes sont placées sur plusieurs rangs, en tête du convoi. Tous partent à pied, sans mot dire, sans songer à la moindre résistance, le temps de l'insubordination est passé. Demandons qu'il ait fait place à celui des remords et du repentir.

En revanche, aucun fédéré n'est plus apporté dans nos salles. Comme la bataille s'éloigne chaque jour de notre baraquement, les nouveaux blessés de l'insurrection sont dirigés sur les hôpitaux et les prisons des quartiers où ils tombent, et on ne nous amène que de vrais soldats. Nous sommes rentrés désormais dans la véritable ambulance militaire, comme pendant le premier siège. Personne n'a désappris les égards et les soins dus aux soldats de la France, chacun s'empresse comme aux beaux

jours, de leur prodiguer tous les soulagements possibles.

Ma salle Saint-Ferdinand ne contient plus que des blessés de l'armée de Versailles (j'aimerais mieux que le maréchal de Mac-Mahon l'appelât l'armée française). Tous sont jeunes. Ils arrivent presque immédiatement à nous surprendre par leur patience et leur soumission. Ils ne rappellent même pas les soldats du premier siège. Leur aimable politesse, leur reconnaissance affectueuse nous causent un véritable étonnement. Beaucoup ont fait partie de l'armée du Nord, d'autres de l'armée de la Loire, plusieurs étaient à Metz. Tous sont pleins de modestie, d'une grande douceur, ni fanfarons, ni effrontés, on voit qu'ils savent obéir. Jamais ils ne se plaignent, jamais ils ne demandent plus qu'on ne leur offre, ils sont excellents.

Je fais part de l'espèce de surprise qu'ils me causent aux officiers de l'armée régulière que j'ai soignés avant la Commune et qui reviennent me voir vers la fin de mai.

L'un d'eux me dit que plusieurs officiers de son bataillon (chasseurs de Vincennes) ont eu, à leur retour d'Allemagne, à commander de ces jeunes soldats, et qu'ils les ont trouvés bien meilleurs qu'ils ne le soupçonnaient.

Nous recevons également un certain nombre d'officiers, mais j'ai peu l'occasion de les voir, car ils sont installés sous des tentes dressées dans le jardin Musard et dont la direction est confiée au D^r Vidal. Parmi eux est un jeune lieutenant que je panse à son arrivée, et qui, quelques jours plus tard, *avant la fin des combats dans les rues de Paris*, me prie instamment de le guérir au plus tôt, afin qu'il puisse retourner dans sa famille à Poitiers.

— « Hé mon Dieu ! pourquoi cet empressement ? »

— « Parce qu'il se passe en ce moment quelque chose d'une grande gravité peut-être. On présente à la signature des officiers valides ou blessés, une protestation contre le changement du drapeau. »

— « Qu'importe si l'Assemblée fait monter le comte de Chambord sur le trône, il acceptera le drapeau de la France. »

— « Docteur, c'est là ce que nous repoussons, me dit un vieux capitaine, couché dans un lit voisin et atteint mortellement. Si l'on touche à notre République, c'est nous qui devenons les Insurgés. »

Mon lieutenant me prend le bras et nous allons continuer notre conversation dans le jardin. Il est inquiet, il craint que l'armée se prononce, se divise ; il estime que la moitié des officiers seraient de l'avis du capitaine et croit tout perdu si la prudence de M. Thiers n'écarte pas cet immense danger.

Et moins de deux mois après, le comte de Chambord lançait

son fameux manifeste, inspiré par des conseillers assurément étrangers à l'armée de Paris, si ce n'est épris d'un amour malheureux pour l'*Essai loyal* !

D'où venait, en effet, cette singulière précaution ? Quel parti, quel homme s'est imaginé de mettre tant d'empressement à faire prendre un pareil engagement par les officiers de l'armée victorieuse de la Commune ? Comment ce fait est-il passé inaperçu ? Pourquoi n'en a-t-il plus été question depuis ? Était-ce déjà la mise en pratique du triste système de bascule qui fonctionne encore ?

Toujours est-il certain que mes deux officiers n'ont rien inventé ; ils avaient eu à se prononcer eux-mêmes et je regrette de ne pouvoir donner leurs noms. Mais le survivant pourrait être retrouvé.

Je sais par lui qu'il a été décoré pour avoir entrepris avec succès, à Asnières, un brillant coup de main. Okolowicz, qui commandait en face de son régiment les hommes de la Commune, avait dans une entrevue de parlementaires déclaré avec arrogance qu'il se chargeait de brûler la cervelle à tout soldat assez téméraire pour mettre le pied sur le pont du chemin de fer. Mon lieutenant piqué au vif, par tant d'insolence, prend avec lui des hommes de bonne volonté, traverse la Seine en bateau et ramène prisonniers les dix-sept communeux qui gardaient le poste à l'autre bout du pont.

Voilà, à coup sûr, un fait militaire qui permettrait de connaître l'auteur de l'épisode que je viens de raconter.

De l'inquiétude de l'avenir manifestée par cet officier, il ne faudrait pas conclure qu'on peut lire quelque expression d'abattement sur les traits des blessés de l'armée. Tous au contraire ont un entrain admirable, une sérénité parfaite, une confiance absolue dans le succès et aussi le plus absolu mépris pour leurs adversaires. Ils ne leur accordent même pas le mérite d'une résistance convenable, derrière leurs barricades. Ceux qui ont pris Montmartre ont atteint leur but sans peine, tandis qu'ils s'attendaient à une lutte pleine de difficultés et de périls. Deux de mes blessés ont été frappés en combattant dans le quartier, mais nous y avons perdu peu de monde. Car cette prétendue forteresse de l'insurrection a été bientôt lâchement abandonnée par cela seul qu'on s'est hâté de l'attaquer.

Pourquoi n'a-t-on pas fait de même pour tant d'autres points ? En comparant en effet ces hommes de l'armée de la France, si animés pour la lutte, si disciplinés, si pénétrés du sentiment du devoir, si convaincus de la noblesse de leur cause, en les comparant à ceux qui s'intitulaient naguère soldats de la Commune, on est de plus en plus surpris que de tels assaillants

aient été si longtemps arrêtés par de pareils adversaires.

Je ne suis pas dans le secret de nos grands hommes, mais je soupçonne bon gré mal gré quelques machinations inspirées par plus de politique que d'habileté, plus de finasserie que de grandeur. Je crains malgré moi que l'auteur du soi-disant *Essai-loyal*, enorgueilli de ses succès, grisé par sa haute fortune, en soit venu à ne croire qu'en sa personne et sa puissance, à ne se confier qu'en ses propres actions.

Qui sait si l'avenir ne nous démontrera pas que M. Thiers, affolé par l'ambition, a eu la mauvaise idée de plus compter sur ses négociations ténébreuses que sur la valeur de ses soldats ? Qui sait si M. Thiers voulant être tout et tout faire, n'a pas modéré l'élan de ses troupes, retardé leurs mouvements pour se donner le temps d'arriver lui-même, lui seul, à séduire, à entortiller ses ennemis ? Sans doute, c'eût été comprendre merveilleusement tout ce que sa petite personne recèle de finesse et de génie d'intrigue ; mais c'eût été aussi méconnaître absolument les communeux qui ne suivent réellement aucun chef, que le vin dirige plus que les convictions et qui ne se soumettent jamais à d'autres raisons qu'à la force.

En tout cas, ce que je sais, ce que j'ai vu des deux armées prouve que le siège de Paris a duré trop longtemps, que nos soldats pouvaient entrer beaucoup plus tôt et que dès le jour de leur entrée, ils devaient s'élancer vaillamment jusqu'au centre de la ville. Les obstacles sérieux ne se sont élevés dans Paris que pendant la journée du 22 et celle du 23 mai, alors que nos troupes mettaient trente-six heures à s'avancer de la place de la Ville-l'Evêque jusqu'à la place de la Madeleine ! Est-ce bien un général français qui a commandé des mouvements si peu en rapport avec la nature et l'enthousiasme de nos soldats à ce moment ?

Je sais qu'à Versailles on ne voulait sacrifier ni un régiment, ni un homme, mais dans une lutte rapide, un combat à la française, on eût perdu moins de monde et Paris n'aurait pas été incendié. C'est au pas de course qu'il faut prendre les barricades ; par une marche trop lente, on donne le courage de les défendre. C'est sans doute le cas de ce qui se passe le 26 mai sur la place de la Bastille. Pour en chasser les Insurgés, l'armée éprouve des pertes notables. On nous apporte plusieurs officiers gravement atteints et une trentaine de simples soldats. A un moment même, le bruit se répand dans l'ambulance que plusieurs régiments viennent d'être décimés, que les victimes sont en très grand nombre, et que nous n'aurons jamais assez de lits pour installer celles que nos voitures vont ramener. Tout cela était heureusement faux et nous ne reçûmes plus personne ce jour-là.

Mais M. Chenu saisit avec empressement cette occasion de faire du zèle ; il en profite pour se débarrasser des soldats du premier siège. Je ne pense pas qu'il craigne comme quelques-uns l'ont supposé devant moi, de les voir rendre compte à leurs chefs du peu d'égards qu'il leur a montrés pendant les beaux jours de la Commune, alors qu'il lisait le journal à Okolowicz. Je n'admets pas non plus qu'ils puissent tous se plaindre, comme un homme du 42^e l'a fait au lieutenant-colonel de son régiment de ce qu'il leur refusait du tabac pendant qu'il en distribuait aux communaux couchés dans les lits voisins. Toujours est-il que le 26 mai vers deux heures, sous prétexte qu'on a besoin de leurs lits, mes vieux soldats reçoivent l'ordre de se tenir prêts à partir et des voitures sont attelées pour les évacuer sur je ne sais quelle ambulance de Chaville.

Certainement la plupart peuvent supporter ce voyage. Mais pour deux ou trois, il n'est pas exempt de dangers. Je crois donc de mon devoir de protester contre cette évacuation aventureuse et j'hésite d'autant moins à le faire que M. Chenu sait combien je tiens à garder jusqu'à parfaite guérison, ces braves garçons soignés par nous depuis le 2 décembre.

Il y a moins de dix jours en effet, il me déclara qu'il désirait confier à un autre médecin une des deux baraques que je dirige encore. (J'en ai eu cinq pendant plus d'un mois ; pendant le mois d'avril, j'en ai cédé trois de huit jours en huit jours environ.) Il prétendait que je me fatiguais inutilement et qu'il voulait me soulager.

— « Soit, Monsieur, me hâtai-je de répondre, donnez à qui vous voudrez la salle des officiers de la Commune, mais je tiens à conserver la salle Saint-Ferdinand, car j'ai là de vieux soldats qui ne pourraient intéresser un nouveau chirurgien et auraient sans doute à faire place à des blessés nouveaux, tandis que j'ai pris l'engagement de les représenter à mon ami Guyon, à son retour et je tiens à ma promesse.

— « Vous voilà bien avec vos susceptibilités ; vous me rendez la salle des officiers parce que vous savez qu'ils tiennent à vous.

— « Ils auraient tort de faire autrement, car je les soigne de mon mieux.

— « Cependant, vous n'arrivez pas à finir vos pansements assez tôt et il est déplorable de vous trouver encore à l'œuvre au moment où l'on va servir le déjeuner.

— « S'ils s'en plaignent, remplacez-moi près d'eux, ou pour vous prouver que je ne suis pas susceptible, si vous le voulez, je commencerai mon service une heure plus tôt. »

— « Eh bien ! gardez provisoirement vos deux salles. »

Je viens donc hardiment protester contre lui, qui, de son autorité privée, s'est constitué notre autocrate. Mais au premier mot, je reçois à brûle-pourpoint du ton bourru que chacun sait, l'algarade suivante :

— « De quel droit m'adressez-vous la parole, je suis le Maître ! »

(Ces expressions sont textuelles. Les mêmes furent le lendemain jetées également à la tête de l'aumônier *qui se permettait sans l'ordre de M. Chenu d'entrer dans les salles pour y accomplir les devoirs de son Ministère.*)

Vous le pensez bien, j'eus vite déposé mon tablier et déclaré que je me retirais sans toutefois prononcer les phrases qui me furent immédiatement attribuées.

Mes collègues Laskowski et Dupont (amis de M. Chenu cependant) témoins de cette scène m'entourent aussitôt et me supplient de retirer ma démission. Ils m'ont montré là une véritable affection dont je leur suis reconnaissant. Ils me donnent absolument raison, déclarent tous mes confrères solidaires de l'insulte que j'ai reçue, et obligés de se retirer avec moi ; mais ils me font remarquer combien nous allons ainsi donner prise aux plus fâcheuses interprétations. Il sera trop aisé de dénaturer nos intentions, de nous accuser de refuser nos soins aux soldats, après les avoir prodigués aux communaux. Cette dernière raison m'ébranle, j'autorise mes camarades à faire auprès de M. Chenu la démarche qu'ils me proposent. Ils vont lui demander de me prier de rester.

Bientôt ils reviennent, m'affirment que M. Chenu reconnaît les services rendus par moi, et serait heureux de me voir les continuer ; il viendrait me le dire avec eux, s'il n'était très occupé. En cela, ils devaient forcer la note, pour m'en assurer, nous rentrons ensemble dans le cabinet du Directeur général. Là, les choses s'arrangent aisément sans produire une réconciliation bien sincère.

Je reste, mais hélas ! en ce moment même, mes soldats sont déjà montés en voiture, ils partent et jamais je n'oublierai leurs adieux.

Il en est au moins un dont j'aurai toujours à regretter de n'avoir pu empêcher l'évacuation. C'est un brave artilleur, excellent garçon, Lorrain d'origine dont les deux os de la jambe droite ont été brisés par une balle sur le champ de bataille de Champigny. Nous avons pu lui éviter l'amputation, nous l'avons vu guérir d'un érysipèle généralisé ; depuis plus d'un mois, il marche avec des béquilles, quoiqu'il se forme parfois encore de petits abcès, donnant issue à quelques esquilles. Je pourrai donc compter sur une guérison pro-

chaîne. Mais les secousses de la voiture qui l'emporte sans qu'il soit étendu sur un brancard, ramènent de graves accidents, qui forcent à lui couper la jambe deux jours après son arrivée dans l'ambulance de Chaville. Je n'ai pu savoir s'il a survécu.

Les autres sont presque tout de suite conduits à Versailles, installés sous la tente, couchés sur la paille dans le parc de Trianon, et bientôt dirigés sur l'hôpital civil et militaire d'Evreux.

Dès le 1^{er} juin, une lettre désespérée m'était adressée d'Evreux. Un de ces hommes, blessé le 30 novembre à Montmédy et guéri après résection du coude droit, m'écrivait qu'ils avaient souffert depuis notre séparation, plus qu'il ne pouvait le dire et trop regretté les bons soins de nos ambulances. Dans la crainte de nouvelles infortunes, il me demandait un certificat pour obtenir un congé de réforme et rentrer dans sa famille. Avant la Commune, je l'avais engagé à prendre ce parti, sans pouvoir l'y faire consentir, car il voulait attendre qu'on lui donnât la Croix d'honneur, que son colonel avait demandée pour lui, avec la mention : action d'éclat ; bien entendu, je m'empressai de faire droit à sa demande, et voici comment il m'en remerciait bientôt. Je copie sa lettre, sans y changer un seul mot.

Evreux, le 12 juin 1871.

MONSIEUR,

« Merci mille fois, merci de ce que vous vous êtes encore souvenu d'un pauvre soldat, mais croyez aussi qu'il vous sera toujours reconnaissant, d'abord des bons soins que vous lui avez prodigués, et ensuite du service que vous venez de lui rendre, car non content de m'avoir sauvé la vie, vous avez encore voulu m'être utile en m'envoyant le certificat que je vous avais demandé.

« Oh ! merci monsieur Bidard, merci.

« Oui, monsieur Bidard, oui je puis le dire, c'est vous et M. Guyon qui m'avez sauvé, qui m'avez délivré des griffes de la mort qui s'appêtait à m'emporter, et si M. Guyon a fait l'opération, c'est vous qui par vos soins, avez fait que je remue mon bras, que je puis m'en servir presque autant que de mon bras gauche, lui qui n'a pas reçu d'avaries.

« Je suis presque entièrement guéri monsieur Bidard, de ma blessure et de mon eczéma, je suis par conséquent prêt à rentrer dans mon régiment et de là dans mes foyers.

« Aussi, je vous le répète, merci mille fois, merci de vos bons soins et croyez que Rey Paul, soit comme soldat, soit comme

notaire (avant la guerre ce soldat était clerc de notaire et nous l'avons toujours désigné par cette qualification. Sans ses lettres, je ne lui aurais pas connu d'autre nom que celui de Notaire), se souviendra toujours de M. Bidard à qui il doit la vie.

« Veuillez agréer, Monsieur, les salutations empressées de celui qui se dit,

« Votre très humble et très dévoué serviteur

« REY Paul ».

Hôpital général, salle Saint-Vincent de Paul, Evreux (Eure).

P.-S. — Mes camarades et vos anciens malades profitent de ma lettre pour se rappeler à votre bon souvenir ; ils vous remercient beaucoup des soins que vous leur avez prodigués, et vous souhaitent à l'unanimité, une très longue vie et une parfaite santé.

J'ai tort sans doute de transcrire encore une autre lettre venue du camp opposé.

J'en demande pardon à mon lecteur, mais je ne sais pas résister au désir de lui donner une idée complète de la manière dont j'étais apprécié par tous ceux à qui je donnais mes soins. Mes insurgés, faits prisonniers n'ont guère pu m'écrire, mais voici une lettre de la femme de Rousseau. Un honnête homme peut se féliciter de l'avoir reçue.

Paris, 2 décembre 1871,

MONSIEUR LE DOCTEUR,

« Je suis au désespoir, mes trois enfants que vous avez vus si beaux à l'ambulance, sont très malades ; l'aîné, m'a dit le docteur qui le soigne est presque perdu. Pourtant Monsieur, j'espère en vous, vous avez sauvé le père, je suis sûre que vous pourriez sauver l'enfant.

« Mais peut-être ne vous souvenez-vous pas de nous ; je suis la femme du commandant fédéré Rousseau dont vous avez amputé le bras droit par la désarticulation de l'épaule, le 16 avril dernier, à l'ambulance des Champs-Élysées. Aussi je m'autorise de la profonde reconnaissance que je vous ai vouée pour vous demander ce service, mais vous m'excuserez, vous paraissez si bon. Je suis mère et c'est la vie de mon enfant que je vous demande.

« Agréez, Monsieur le Docteur, mes sentiments de vive gratitude.

« Mathilde ROUSSEAU ».

44, rue des Bois, Belleville.

Je pourrais certainement prolonger beaucoup mon récit, en copiant les lettres de remerciement qui m'ont été adressées par mes anciens blessés. Mais il me suffit de les conserver, et j'ai grande hâte d'en finir.

Les portes de Paris sont enfin rouvertes et le retour de M. et de M^{me} de Flavigny nous est heureusement annoncé.

M. le comte de Flavigny n'a pas besoin d'être renseigné sur tout ce qui s'est passé à l'ambulance. Depuis son départ, il a été tenu au courant avec la plus grande exactitude. Je ne sais pas au juste quels étaient les correspondants pendant la Commune, mais j'ai entendu appeler mouchards des Flavigny, deux ou trois employés de l'administration.

Pour moi, j'appelle de tous mes vœux le contrôle de notre honorable président. Je n'ai pas encore l'honneur de le connaître beaucoup, je l'ai très rarement rencontré, mais nous savons tous qu'il possède le mérite et les vertus d'un grand homme de bien.

Si j'étais tenté de lui faire un reproche, de n'avoir pas repoussé avec plus de fermeté, les intrigants qui ont essayé de s'emparer de sa juste autorité, je penserais bien vite qu'il a été empêché par les éléments disparates réunis autour de lui pour composer la commission d'administration. Il me le dira bientôt lui-même, il a été le président qui préside le moins, parce que s'il eût voulu imposer une ferme direction, les mouches de coche se seraient envolées de rage, les faiseurs se seraient révoltés et la diversion aurait certainement compromis l'existence de la Société de secours.

C'est qu'il n'est jamais facile de faire tout le bien qu'on désire.

Parmi les hommes généreux désintéressés qui se réunissent pour remplir un devoir avec le plus entier dévouement, on a toujours chance de rencontrer quelques intrigants plus ou moins habiles, attirés par l'espoir d'y trouver leur propre avantage.

La médisance à cet égard n'a pas épargné tous les membres de la société. Je me garderai de rapporter les contes qui m'ont été faits.

Je suis loin de chercher le scandale et si quelqu'un peut avoir à se plaindre de mes appréciations, qu'il le sache, je me garde de tout publier et je garantis véridique tous les faits racontés par moi ; j'affirme qu'ils sont connus de la grande majorité des membres de l'ambulance.

Le 1^{er} juin, M. de Flavigny fait sa rentrée dans le baraque-ment des Champs-Élysées.

M^{me} de Flavigny ne revient que deux jours plus tard. Avant

de reprendre sa direction si noble et si bienfaisante, elle a voulu faire prendre les mesures nécessaires pour balayer sans résistance les mauvais éléments introduits parmi nous à la faveur des désordres de la Commune. Elle apporte donc un ordre signé par le maréchal de Mac-Mahon qui enjoint de rétablir l'ambulance dans l'état où elle se trouvait avant le 18 mars. On arrive ainsi à faire rentrer des religieuses, à leur donner la surveillance des salles, et surtout à éliminer les Dames qui n'avaient rien de commun avec l'ancienne administration.

Dès que de nouvelles religieuses sont trouvées car les sœurs de Saint-Vincent de Paul ont quitté Paris en trop grand nombre pour pouvoir nous revenir, ce projet s'exécute ; les baraques sont tenues comme pendant le premier mois de leur installation et je ne sache pas qu'un seul blessé ait eu à s'en plaindre.

Il y a bien tout d'abord un semblant de protestations, avec menace bruyante de démissions pseudo-médicales ; il circule une adresse à je ne sais qui, dans laquelle certains étudiants inconnus avant la Commune prétendent devoir repousser les soins religieux à l'égal des emblèmes politiques, etc... Je me borne à refuser de lire cette adresse, et je n'ai jamais bien su s'il lui avait été donné la moindre suite ; en tout cas personne ne se retira.

Ceux qui avaient fait du service à l'ambulance avant le 18 mars, ne pouvaient pas trouver mauvais de revenir au bon vieux temps.

Nous savions tous que l'honorabilité du comte et de la comtesse de Flavigny avait fait le succès de la Société et de ses appels à la générosité de la France et de l'étranger au grand avantage de tant de pauvres soldats.

Nous sommes donc heureux de les revoir, nous sommes fiers de nous retrouver près d'eux.

Mais, Dieu merci, la guerre est finie, notre vie d'ambulance ne peut s'éterniser.

L'administration militaire a repris possession de ses hôpitaux, elle y installe ses blessés dont le nombre n'augmente plus ; elle évacue dans les provinces ceux qui peuvent être transportés. Elle rassemble également ses prisonniers blessés et se charge de les faire soigner sous sa surveillance.

Aussi, les évacuations deviennent-elles pour nous chaque jour plus nombreuses. Les insurgés sont bientôt tous conduits, les uns au Gros-Caillou, les autres à l'hôpital du fort d'Ivry et, le 11 juin, les stalles du Palais de l'Industrie ne sont plus occupées.

Les baraques qui n'abritent que des soldats depuis le 22 mai sont aussi menacées de disparaître.

Un moment, il est question de les céder à l'Intendance. Deux officiers d'administration viennent même pour en commencer un inventaire, aussitôt arrêté par un nouvel ordre du ministre. Enfin, le 28 juin, le dernier soldat est parti et j'en ai fini avec mon rôle de chirurgien militaire.

Certes, il m'en coûte de renoncer brusquement à cette vie active, passionnée, mais j'ai grand besoin d'aller à la campagne et je suis le premier à reconnaître qu'il était temps de fermer l'ambulance. Depuis un mois, en effet, nos blessés guérissaient mal, l'infection purulente faisait des ravages et, en somme, je n'ai rien vu sous ces baraques qui justifiait l'espèce d'engouement dont elles avaient été l'objet au début.

Alors, on les désignait avec affectation sous le nom de baraques scientifiques, on prétendait qu'elles auraient une merveilleuse influence sur la marche des plaies d'armes à feu, qu'elles mettraient à l'abri de toutes les maladies infectieuses; elles n'ont pas produit de si fameux résultats, elles n'ont résolu aucun problème. Il a trop à chercher encore celui qui veut diminuer la puissance de destruction des blessures de guerre.

Mais, si je me suis bien fait comprendre des pages qui précèdent, il doit ressortir pour tous un enseignement moral.

Il ne suffit pas, en effet, de maudire les communeux, d'abhorrer leurs crimes. Ils sont, c'est convenu, capables de commettre toutes espèces de forfaits, et la masse même peut le faire stupidement, par simple bestialité. Comme la raison n'a pas prise sur eux, n'espérons pas les ramener de sitôt à de meilleurs sentiments. Pendant qu'ils s'affolent à la poursuite de ce qu'ils appellent leurs droits, songeons à nos devoirs, et n'oublions pas qu'un des premiers est celui de nous défendre. La guerre sociale existe sans doute pour longtemps encore, organisons donc notre défense contre le débordement des mauvaises passions. Serrons nos rangs, que la division n'y pénètre jamais. Qui de nous pourrait mettre son intérêt particulier au-dessus de celui de la France? Qui de nous pourrait faire défection, passer à l'ennemi, à un ennemi composé des bataillons de la Commune?

Surveillons aussi nos pensées et nos actions. Nous devons toujours valoir mieux que nos adversaires et les vaincre par la force morale que nous puiserons dans des actes de probité et d'honneur. L'union et la noblesse des sentiments rendront inattaquables les défenseurs de la famille et de la Patrie.

C'est moins le nombre qu'il nous faut que le prestige de l'homme de bien. Grâce à lui, je le sais d'expérience certaine, nous imposerons à ces hommes qui ne nous connaissent pas suffisamment. Les fanfarons de vices si nombreux dans leurs

rangs seront immédiatement séduits et désarmés. Une fois isolés, les hommes véritablement dangereux, ne compteront guère dans les destinées du pays; nous n'aurons plus à les redouter. Si les hommes d'ordre étaient restés dans Paris pendant la Commune avec la moindre bonne volonté, ils auraient certainement tenu tête à l'émeute grotesque des premiers temps. A coup sûr, je ne veux pas blâmer autant que je le pourrais cette sorte d'émigration en masse. Je la crois aussi folle et plus fâcheuse encore que la fuite précipitée de M. Thiers et de ses ministres, tous soi-disant grands hommes! Elle ne se comprend qu'en songeant aux frayeurs causées par le souvenir des massacres en 1793.

Mais aux premiers temps de la Commune, les conditions étaient tout autres. L'union des insurgés ne reposait encore que sur le désir stupide de continuer à recevoir la solde et les vivres du garde national en débauche.

Si pour les meneurs, il y avait en outre quelque idée politique, elle n'était certes pas comprise par la foule.

Celle-ci n'était complice que par intérêt plus souhaité que défini. La moindre intelligence, quelques sentiments de probité eussent donc retenu ou ramené dans les rangs des hommes d'ordre, si ces rangs eussent semblé exister. Si l'amiral Saisset, au lieu d'enfermer sa petite armée dans les bâtiments de la gare Saint-Lazare, où elle était facilement cernée, et incapable de savoir ce qui se passait dans les rues autour d'elle, lui avait fait prendre position au Trocadéro, l'avait réunie à la garde nationale de Passy qui entendait garder ses remparts, les adversaires de la Commune y seraient accourus en foule et le second siège de Paris eût été évité. Est-ce vraiment M. Thiers qui a donné l'ordre de rappeler à Versailles ce pauvre amiral?

Aujourd'hui, faut-il croire les savants politiciens qui proclament avec tant de satisfaction (je dirais volontiers tant d'ignorance) qu'ils ont trouvé dans l'instruction plus ou moins obligatoire, le remède à toute cette décrépitude morale?

Il leur faudrait d'abord établir quelle est la quantité d'instruction nécessaire pour moraliser et prouver que la foule aura suffisamment de loisirs et d'aptitudes pour acquérir cette dose réglementaire. Une enquête si désirable exigerait plus de temps et de travail qu'il n'en faut pour faire des émeutes. Les marchands de vin et les ivrognes ne se laisseraient jamais convaincre.

Bon nombre d'autres professions également familières aux partisans habituels de la révolution seraient tout aussi rebelles à la persuasion. L'instruction gratuite, obligatoire et laïque ne produira donc en général, qu'une bêtise plus prétentieuse.

Les sots y verront un nouveau progrès.

L'instruction religieuse, hélas ! n'est pas elle-même un remède infaillible. Je ne peux oublier qu'un de mes amputés de la Commune, aujourd'hui déporté, a suivi les cours d'études d'un grand séminaire, et cet homme n'est pas dépourvu d'intelligence.

Plusieurs anciens élèves des meilleures maisons d'éducation n'ont pas tenu dans la vie privée, ni dans la vie publique, ce que leurs familles croyaient avoir préparé avec la plus scrupuleuse sollicitude.

Les idéologues laborieux peuvent donc se mettre au travail ; ils veilleront longtemps avant d'avoir rétabli l'autorité de la conscience, les lois de la raison.

CONCLUSIONS

I. — L'ambulance de la Société de Secours aux Blessés s'installa pendant le siège de Paris, au Palais de l'Industrie sous la direction médicale du Professeur Nélaton qui confia les services de chirurgie aux Professeurs Guyon, Péan et Lannelongue.

II. — Le 4 novembre 1870, l'ambulance est transportée au Grand Hôtel où elle dispose de 500 lits. Le Professeur Guyon chargé du nouveau service nomme chirurgien résident le Dr Bidard-Huberdrière.

III. — Le 2 mars 1871, l'ambulance obligée d'abandonner le Grand Hôtel s'organise dans 8 baraques destinées à contenir chacune 20 lits, construites aux Champs-Élysées derrière le Palais de l'Industrie. Le service chirurgical des baraques est confié par le Professeur Nélaton au Dr Bidard-Huberdrière. Cette formation va devenir une ambulance de l'armée révolutionnaire.

IV. — La principale innovation de la Société de Secours aux Blessés est la création de voitures à cheval pour recueillir les blessés sur le champ de bataille améliorant ainsi la relève et assurant un plus rapide transport à l'hôpital.

V. — Le service des infirmières est assuré par les « Dames de Charité » de la Société de Secours aux Blessés, sous la direction de M^{me} de Flavigny.

VI. — Dans les baraques des Champs-Élysées, les dames de Charité sont remplacées, le 2 mars, par les Sœurs de Saint-Vincent de Paul qui furent expulsées en mai par les insurgés. Tridon, membre de la Commune, nomme alors des infirmières civiles.

VII. — Parmi les blessés de la Commune soignés à l'ambulance, nous trouvons Maljournal le vainqueur de la place Vendôme, Saintot, commandant du bataillon des Vengeurs de Paris, le commandant Rousseau du bataillon de Belleville,

Okolowicz général de la Commune, le colonel Durassier et le commandant Petit.

VIII. — Le 24 mai, le Palais de l'Industrie et les baraques de l'ambulance sont bombardés par les insurgés. Les blessés sont alors hâtivement transportés dans le Palais de l'Industrie et sont couchés dans les stalles destinées aux chevaux admis aux expositions.

IX. — A partir de la rentrée de l'armée régulière dans Paris, la grande nef du Palais, qui pendant l'insurrection servait de magasins militaires, est mise à la disposition de l'ambulance. L'hôpital reprend alors un caractère strictement militaire. Les salles ne reçoivent plus que les blessés de l'armée de Versailles.

X. — Le 28 juin 1871, le dernier soldat quitte l'ambulance. Bidard-Huberdière a terminé ses fonctions de chirurgien militaire.

XI. — Le rôle du Dr Bidard pendant la Commune a été en tous points conforme à la déontologie et à la loi militaire. Son attitude devant l'insurrection n'a pas amoindri sa dignité de Français.

XII. — Au point de vue thérapeutique il a exécuté les ordres de ses maîtres et de ses chefs en accomplissant des actes chirurgicaux à une époque où l'on ignorait encore les grandes lois de l'asepsie moderne et de la chirurgie conservatrice.

XIII. — Le mémoire inédit du Dr Bidard-Huberdière, d'une belle allure littéraire, intéresse particulièrement la science médicale par la précision de ses observations cliniques, psychiatriques et philosophiques. Il apporte d'autre part une documentation importante pour l'histoire de la médecine militaire, et une réelle contribution à la Grande Histoire.

Vu : le Président de la thèse,

L. BINET.

Vu : le Doyen,

A. BAUDOUIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Docteur Bidard-Huberdière.

- BIDARD (D^r René). — *Souvenirs et impressions personnelles d'un médecin de Mobiles 1870-1871*. (Ce Docteur Bidard qui habitait également Domfront n'avait aucune parenté avec le D^r Bidard-Huberdière).
- CHALLEMEL (W.). — *Mémoires du Docteur Bidard-Huberdière* (Pays Bas-Normand, 1909, n° 3, pp. 226-242 ; 1909, n° 4, pp. 338-347 ; 1910, n° 3, pp. 258-270).
- NOBIS (C.). — *Le Docteur Bidard-Huberdière, notice nécrologique* (Pays Bas-Normand, 1911, n° 4, pp. 349-350).
- ROUSSEL (T. de). — Recueil des Antiquités de la ville de Domfront de la fondation de l'Abbaye-de-Lonlay, de la vie de Saint-Bômer et plusieurs particularités sur la paroisse de Saint-Bômer, publié par G. Hubert (*Annuaire de l'Association normande*. Caen, juillet 1934).
- SCHALCK DE LA FAVERIE. — *Joyeux repas, préambule d'une histoire triste* (Pays Bas-Normand, 1909, n° 3, pp. 226-236).
- SURVILLE (A.). — *Histoire féodale de Saint-Bômer* (Pays Bas-Normand, 1910, n° 4, 1911, n° 123).

II. — Les ambulances.

- BENOIST DE LA GRANDIÈRE (A.). — Siège de Paris, l'ambulance des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny (Succursale du Val-de-Grâce). Compte rendu médico-chirurgical, 8^o, Paris, 1871).
- BERTHERAND (A.). — Le siège de Paris. Histoire médico-chirurgicale d'une ambulance (*Gaz. méd. de l'Algérie*, Alger, 1871, XV, 93, 152).
- CHENU (J. C.) (1808). — De la mortalité dans l'armée et des moyens d'économiser la vie humaine ; extraits des statistiques médico-chirurgicales des Campagnes de Crimée en 1854 et d'Italie en 1859 (S. M. Paris, Hachette et Cie, 1870).
- CHENU (J. C.). — Rapport au Conseil de santé des armées sur les résultats du service médico-chirurgical aux ambulances de Crimée et aux Hôpitaux militaires français en Turquie pendant la campagne d'Orient en 1854-55-56 (4^o, Paris, 1865).
- COUSTANT. — Compte rendu du service de l'ambulance établie au ministère de la Marine pendant le siège de Paris (*Arch. de méd. nav. Paris*, 1871, XV, 93, 152).

- DANSETTE (Adrien). — Les origines de la Commune de 1871 (Plon, 1944).
- FABRE (Marc André). — Vie et Mort de la Commune 1871 (Hachette, 1939).
- GIRARD. — Contribution à l'histoire médico-chirurgicale du siège de Paris l'ambulance militaire de la rue Violet, n° 57 (Institution des sœurs gardes-malades des pauvres), succursale de l'Hôtel des Invalides (8°, Paris, 1872).
- HÉNOCQUE. — Les ambulances pendant le siège de Paris (*Gaz. hebd. de Méd. Paris*, 1871, 2 s., VIII, 36, 113).
- JOB (A.). — Malades et blessés, ambulances de l'hôpital Rothschild pendant le siège de Paris 1870-1871 (4°, Paris, 1871).
- JOULIN. — Les caravanes d'un chirurgien d'ambulances pendant le siège de Paris et sous la commune (12°, Paris, 1871 also (Abstr.). In *Gaz. des Hôp. de Paris*, 1871, XLIV, 245-253).
- MIGUET (F.). — Une ambulance pendant le siège de Paris 1870-1871 au point de vue des Hôp. temporaires (4°, Paris, 1872).
- MONSNEREAU (G.). — Essai comparatif entre quelques-unes des principales ambulances sédentaires établies à Paris pendant le siège de 1870-1871 (4°, Paris, 1871).
- OLLIVIER (Albert). — La Commune (1871) (Gallimard, 1939).
- PELTIER (G.). — L'ambulance n° 5 (8°, Paris, 1871).
- PÉTREQUIN (J. E.). — Du transport des blessés dans les ambulances de siège et généralement dans les ambulances provisoires (*Union Méd. Paris*, 1872-1873, 3 s., XIII, 194, 218, 264, 301, 342).
- PIEDAGNEL (A.). — Les ambulances de Paris pendant le siège (2^e éd., 12°, Paris, 1872).
- ROYER (A.). — Les ambulances pendant le siège de Paris (4°, Paris, 1871).
- Les ambulances de Paris pendant le siège (*Arc. gén. de Méd. Paris*, 1871, 1, 265, 277).
- Les ambulances de la presse; annexes du Ministère de la Guerre pendant le siège et sous la Commune 1870-1871 (8°, Paris, Baillière et fils, 1872, 373 p., 1 pl.).
- SARCEY (F.). — Le siège de Paris; Impressions et Souvenirs (Paris, Flammarion).
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I. — INTRODUCTION.....	1
Biographie du Dr Bidard-Huberdrière. — Sa Généalogie. — Son Manoir. — Sa carrière. — Ses Œuvres.	
II. — Notes et Souvenirs de la Commune et des Ambulances de la Société de Secours aux Blessés par le Dr Bidard-Huberdrière.	11
PRÉFACE	11
CHAPITRE I ^{er}	13
L'ambulance de septembre 1870-28 janvier 1871. — Son personnel médical. — Les premiers blessés.	
CHAPITRE II.....	24
Transport de l'Ambulance au Cours-la Reine après l'armistice.	
CHAPITRE III.....	31
18 Mars. — Départ de M. et de M ^{me} de Flavigny.	
CHAPITRE IV.....	33
Rousselle. — Départ des Religieuses.	
CHAPITRE V.....	38
Les hommes de la Commune. — Les premiers blessés.	
CHAPITRE VI.....	42
Maljournal. — Visites d'Assi et de Bergeret. — Démarche du Dr Bidard à l'Hôtel de Ville.	
CHAPITRE VII.....	58
Attaque du Mont Valérien.	
CHAPITRE VIII.....	64
Le Commandant Saintot.	
CHAPITRE IX.....	67
Le Commandant Rousseau.	
CHAPITRE X.....	73
Le Général Okolowicz.	
CHAPITRE XI.....	77
Le Colonel Durassier. — Le Commandant Petit.	
CHAPITRE XII.....	82
L'Armée de la Commune.	

CHAPITRE XIII.....	92
Vermorel.	
CHAPITRE XIV	96
Les insurgés et leurs femmes.	
CHAPITRE XV	104
Quelques infirmières désignées par la Commune.	
CHAPITRE XVI	107
Caractère de certains communeux.	
CHAPITRE XVII.....	110
22 mai. — Arrestation du Dr Bidard.	
CHAPITRE XVIII.....	121
Occupation du Palais de l'Industrie par les troupes versaillaises.	
CHAPITRE XIX.....	127
Evacuation des soldats soignés depuis décembre 1870. — Lettres de remerciements reçues par le Dr Bidard. — Retour des Religieuses à l'ambulance. — Evacuation des derniers blessés le 28 juin 1870. — Fermeture de l'Ambulance.	
CONCLUSIONS.....	141
BIBLIOGRAPHIE.....	143
